

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'ORGANISATION CORPORATIVE DE L'AGRICULTURE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 11 décembre 1942

PAR

Michel TISSOT

JURY DE LA THÈSE

Président . . .	M. BAUDIN, <i>Professeur</i>
Suffragants . . .	{ MM. MAUNIER, <i>Professeur</i> PIROU, <i>Professeur</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1 9 4 2

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Nom du candidat : Tissot.

Prénoms : Michel.

(Souligner le prénom usuel)

(éventuellement) :

Nom de jeune fille :

Date de la soutenance : 11 décembre 1942.

Numéro d'ordre : 79.

TISSOT (Michel). — L'Organisation corporative de l'Agriculture.
— Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 240 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 79)

TISSOT (Michel). — L'Organisation corporative de l'Agriculture.
— Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 240 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 79)

TISSOT (Michel). — L'Organisation corporative de l'Agriculture.
— Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 240 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 79)

TISSOT (Michel). — L'Organisation corporative de l'Agriculture.
— Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 240 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 79)

Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'ORGANISATION CORPORATIVE DE L'AGRICULTURE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 11 décembre 1942

PAR

Michel TISSOT

JURY DE LA THÈSE

Président . . .	M. BAUDIN, <i>Professeur</i>
Suffragants . .	{ MM. MAUNIER, <i>Professeur</i>
	{ PIROU, <i>Professeur</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



INTRODUCTION

Ce n'est peut-être que dans les périodes de grande détresse que les Français se souviennent qu'ils sont un peuple de paysans et que trop longtemps l'agriculture est restée la parente pauvre de l'économie nationale. Dans les années qui précédèrent la guerre actuelle, les gouvernements successifs ne s'occupaient de l'agriculture que pour escamoter cette revalorisation des produits agricoles dont on parlait tant, mais qui restait la hantise de ceux qui tenaient leurs pouvoirs temporaires des masses beaucoup plus turbulentes des villes.

La désertion des campagnes était un beau sujet de discours, mais la semaine de 40 heures enleva à l'agriculture des milliers de bras ; quant aux fameuses lois sociales, elles n'étaient faites que pour les masses urbaines, et se révélèrent presque inapplicables à l'agriculture où le beau temps et les saisons ne se commandent point : la semaine de 40 heures, les congés payés creusèrent encore un peu plus le fossé qui séparait le paysan du citadin.

Or, quelques mois plus tard, à partir de juillet 1940, la vie même du pays, la satisfaction de ses besoins primordiaux, reposait entièrement sur ces paysans français si longtemps négligés. La débâcle, l'occupation d'une grande partie du pays, le blocus ont rendu illusoires tous les avantages conquis, le pain quotidien est devenu le souci constant des Français ; réveil cruel, mais qui du

moins rétablit l'échelle éternelle des valeurs, par trop faussée : malgré tous les progrès matériels, l'homme n'en reste pas moins un animal qui doit se nourrir. Le spectre de la famine semblait disparu depuis bien longtemps, c'était de l'excès des produits que souffrait le monde ! Mais pour l'instant il s'agit non du monde, mais de notre seul pays, livré à ses seules ressources et les paysans français ont la lourde responsabilité de suffire au ravitaillement de tout le pays.

C'est de ces paysans que je voudrais parler ici. Leurs travaux, leurs difficultés, chacun peut s'en rendre compte sans aller bien loin, avec seulement un peu de bonne foi ; par contre l'organisation professionnelle de l'agriculture reste peu connue du public qui, par la presse et la radio, était bien au courant des démêlés de la C. G. T. et de la C. G. P. F. ou d'autres groupements beaucoup plus remuants que les organisations agricoles, qui, fidèles à l'esprit de la loi syndicale, restaient sur le terrain purement professionnel.

Les groupements professionnels agricoles ont, de longue date, préparé la naissance de cette « Corporation Agricole », qui est moins une révolution que l'aboutissement d'une longue évolution. Nous verrons comment se forme cette Corporation, les difficultés qu'elle rencontre, l'espoir qu'elle constitue pour les paysans français et par là pour tout le pays.

Dans une première partie, nous essaierons d'indiquer la place qu'occupe l'agriculture dans la vie sociale et économique de notre pays ; puis nous verrons ce qui a été tenté en France comme à l'étranger pour remédier aux difficultés que provoquent pour les paysans de tous

les pays le développement de la civilisation industrielle. Dans une troisième partie, nous décrirons l'organisation professionnelle de l'agriculture française avant la loi du 2 décembre 1940. Enfin, dans une quatrième partie, nous étudierons le nouveau statut corporatif de l'agriculture.

Cette brève étude n'a pas d'autres ambitions que de faire une mise au point qui permette de comprendre et de suivre avec sympathie la rénovation actuelle de notre agriculture.

PREMIERE PARTIE

L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE FRANÇAISE

« Etre paysan, ce n'est pas un métier, c'est un état » (1), et c'est l'état de près de la moitié des Français; c'est pourquoi toutes les mesures législatives, financières, économiques, relatives au statut du sol, au prix, à la circulation et à la vente des produits agricoles se répercutent directement sur le niveau de vie de millions de Français et par là sur l'ensemble de la nation.

Essayons d'abord de délimiter et de caractériser la paysannerie française, en tant que classe sociale nettement différenciée, c'est-à-dire, ayant des activités et un mode de vie très particuliers.

La population rurale de la France, c'est-à-dire pour la Statistique Générale : « la population totale de toutes les communes dont la population agglomérée au chef-lieu est inférieure à 2.000 habitants », comprenait au recensement de 1936 :

19.935.358 individus, soit 47,6 % de la population totale du pays ; il est évident que cette masse comprend un certain nombre de non-agriculteurs : commerçants, artisans ruraux, fonctionnaires et retraités, dont beaucoup cependant tirent une partie de leur subsistance de la terre.

(1) Ramuz, *Questions*. Paris, Grasset, 1936.

De 1846 à 1936, soit en 90 ans, la proportion de la population rurale ainsi définie, par rapport à l'ensemble de la population est passée de 75,6 % à 47,6 % (2).

La population active totale de la France était, d'après le recensement de 1931, de 21.612.835 individus, dont 7.704.180 personnes travaillant la terre, soit 35 % contre 41 % en 1921.

Ainsi : 1° la population rurale reste considérable en France : 47 % de la population totale, 35 % de la population active ; mais elle ne constitue plus la majorité de la nation ;

2° elle a considérablement diminué pendant ces dernières années.

La diminution a essentiellement porté sur le nombre des salariés agricoles : 3.259.625 en 1896, 2.126.206 en 1931 (3), avec une augmentation du nombre des petites exploitations à main-d'œuvre uniquement familiale.

La période 1921-1931 a été particulièrement néfaste à l'agriculture française. La statistique des établissements agricoles, selon le nombre des salariés de l'entreprise, est très significative à cet égard (4) :

	1921	1931	Changement
0 salarié	1.234.871 entr.	1.341.112 entr.	+ 106.241 entr.
1 à 10 »	1.365.764 »	1.072.600 »	— 293.164 »
11 à 50 »	8.605 »	5.954 »	— 2.651 »
+ de 51 »	237 »	267 »	+ 30 »
	2.609.477 »	2.419.933 »	— 189.544 »

(2) Michel Augé-Laribé, *Situation de l'Agriculture française : 1930-39*. Paris, Berger-Levrault, 1941, p. 17.

(3) D'après la *Revue des Agriculteurs de France* (octobre 1935).

(4) *Id.*

189.544 entreprises agricoles ont disparu en 10 ans ! Il est vrai qu'en même temps le nombre des exploitations sans salariés augmentait sensiblement, c'est incontestablement une preuve de la capacité de résistance du paysan français, mais ce n'est pas un indice d'amélioration de son sort.

D'ailleurs, le phénomène s'est encore aggravé pendant la dernière décade sous l'impulsion de la crise économique, des lois sociales, etc... Ainsi, premier aspect : l'exploitation rurale française est essentiellement une *exploitation familiale*, n'employant que peu ou pas de salariés, de plus en plus difficiles à trouver et à conserver.

Deuxième aspect : les exploitations sont petites quant à la superficie : en effet (5) :

25	%	des exploitations	ont moins	d'1 hectare
72,5	%	»	»	10 »
97	%	»	»	50 »

A un autre point de vue : 70 % de la superficie cultivée est occupée par des exploitations de moins de 50 hectares.

Donc le sol cultivé est morcelé entre de très nombreuses exploitations; bien plus, ces entreprises agricoles sont elles-mêmes composées de petites parcelles, souvent assez éloignées les unes des autres. Ceci explique bien l'extraordinaire aspect de damier que présentent beaucoup de nos campagnes aux voyageurs (et bien plus encore aux aviateurs), aspect qui avait déjà frappé un touriste anglais du XVIII^e siècle, Arthur YOUNG, quand il écrivait : « Le nombre des petits propriétaires est si

(5) D'après les *Résultats généraux de l'Enquête agricole de 1929*,

« grand, que je crois bien qu'il comprend un tiers du « royaume » (6). Le développement de la petite propriété et le morcellement des exploitations n'ont fait que s'accroître depuis le XVIII^e siècle, notamment sous l'effet des lois successorales, à tel point qu'une réforme fondamentale du régime de la transmission des biens ruraux et un remembrement foncier doivent désormais être considérés comme la préface nécessaire à toute renaissance de l'agriculture française (7).

Troisième aspect : les propriétaires exploitent eux-mêmes leurs terres (8) :

74,6 %	des exploit.	sont propriétaires et util.	60 %	des terres cultivées
19,9 %	»	»	fermiers	» 30 % » »
5,5 %	»	»	métayers	» 10 % » »

Les trois-quarts des exploitants sont donc propriétaires ; ceci explique bien l'attachement du paysan à sa terre, malgré les multiples déboires qu'il rencontre. D'autre part on comprend que, du double fait du faire-valoir direct, et de l'extrême morcellement de la propriété, il n'y ait pas en France de « question agraire » telle qu'elle se pose encore actuellement à l'est de l'Europe, ou en Espagne par exemple.

Quatrième aspect : la production agricole française est très variée : tout ce qui pousse sous nos climats tempérés est cultivé en France, ou pourrait l'être, car

(6) A. Young, *Voyage en France*. Trad. de Lesage. Paris, Guillaumin, 1860, 2^e vol., chap. XI.

(7) La loi du 9 mars 1941 et le décret du 7 janvier 1942 (*J. O.*, 29 janvier 1942) organisent la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement.

(8) Salleron, *Un régime corporatif pour l'Agriculture*. Paris, Dunod, 1937, p. 19.

certaines cultures ont presque disparu, notamment le lin (105.455 ha en 1862, 6.000 ha en 1931) et le chanvre (175.000 ha en 1860, 1,141 ha en 1932) (9).

La plupart des exploitations (surtout les petites et les moyennes) ne sont pas spécialisées, ou si une culture prédomine (la vigne dans le midi, le blé et la betterave dans le nord) elle est très rarement exclusive. En effet l'exploitation familiale commence par suffire à ses propres besoins, seul l'excédent des produits apparaît sur le marché. Cette variété des cultures à l'intérieur de chaque exploitation permet d'ailleurs au paysan de résister bien mieux aux crises économiques que si son gain ne dépendait que de la vente d'un seul produit.

La valeur de la production agricole française est considérable : l'Enquête agricole de 1929 l'évaluait à 103 milliards ; on voit donc l'importance que présente le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs pour la prospérité des commerçants, des industriels, de toute la nation.

L'Agriculture française étant ainsi caractérisée dans ses grandes lignes, à quels problèmes avait-elle à faire face dans ces dernières années ?

1° *Un problème économique* : le pouvoir d'achat des paysans diminuait constamment, c'est, hélas ! facile à prouver :

M. PAIRE, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1937, traçait ainsi la baisse continue des recettes agricoles. Il donnait deux exemples :

(9) D'après le rapport de MM. Olivier de Serdan, Coquelin et Cadet au C. N. E. sur la « Politique agricole à suivre en vue de réduire le déficit de la balance commerciale », *J. O.*, 14 février 1939, Annexe administrative, p. 371.

Valeur des produits végétaux
(estimée en francs Poincaré)

1912	: 62 milliards 615
1929	: 74 milliards 871 (contre 83 milliards ind. par l'Enquête génér.)
1931	: 58 milliards 100
1932	: 40 milliards

Valeur de la récolte de blé
(en francs-or)

l'exemple est encore plus frappant :

1909-1913	: 2 milliards 292 millions
1934-1935	: 1 milliard 764 millions
1935-1936	: 1 milliard 463 millions
1936-1937	: 1 milliard 449 millions
1937-1938	: 1 milliard 206 millions

Les mesures gouvernementales étaient inopérantes, ou pire encore, ressemblaient étrangement à une duperie. C'est ainsi qu'en 1936, l'Office du Blé, fraîchement créé, fixa le prix du blé à 140 francs le quintal, mais un mois après ce fut la première dévaluation : bien entendu le prix du blé ne fut pas révisé ; mais le coût de la vie n'en augmenta pas moins pour les producteurs.

Le journal *Syndicats paysans* du 9 décembre 1940 donne un tableau significatif de la diminution du pouvoir d'achat des paysans : en utilisant les coefficients des prix de 1940 par rapport à ceux de 1914 :

COEFFICIENT		COEFFICIENT	
Blé	7	Brabant	12
Orge, avoine, bette- rave	6,5 à 7,5	Semoir	11
		Ecrémeuse	11
		Ficelle-lieuse	11
		Bâche en chanvre....	24
		Etc...	

La conclusion de ce tableau est facile à produire : il faut que la rémunération du paysan lui serve, au mini-

mum, à acquérir les objets dont il a besoin et à provoquer du travail productif.

Cette diminution du pouvoir d'achat est encore mise en lumière par le tableau suivant (même journal, 15 août 1941) du pouvoir d'achat du *lait* :

Objet à acquérir	1913-14	mai 1941
1 quintal de luzerne.	900 litres nécess.	1.450 à 1.600 litres
1 collier de labour garni	266 » »	500 »
1 charrette fourragère	660 » »	700 »
1 faucheuse à 2 che- vaux	1.766 » »	2.666 »
Etc...		

et des tableaux analogues, c'est-à-dire aussi tragiques pour l'agriculture, peuvent être dressés pour le vin (*S. Pays*, 15 août 41), le blé et la betterave (*S. Paysans Corporatifs*, 1^{er} juillet-15 juillet 1941).

Il existe donc un déséquilibre très important entre le prix des denrées agricoles et le prix des produits industriels, déséquilibre qui paralyse tout progrès agricole et qui, bien entendu, est extrêmement décourageant pour l'agriculteur.

2° *Un problème social et moral* : c'est l'opposition de deux formes matérielles de civilisation (10) : la civilisation agricole où l'homme est libre, indépendant du capital et du machinisme, et la civilisation industrielle moderne avec ses phénomènes de concentration : le salariat, etc...

Or les phénomènes industriels et capitalistes touchent le paysan quand il vend ses produits. Il fut un

(10) Salleron, *opus cit.*, p. 20.

temps où le paysan traitait d'égal à égal avec des petits acheteurs locaux, ou régionaux, mais cette époque est bien disparue.

Pour les acheteurs de produits agricoles, le phénomène de la concentration capitaliste est très généralisé ; nous ne citerons comme exemple que des industries alimentaires, comme la minoterie, la laiterie, le sucrerie.

Pour ne citer que la minoterie la concentration réalisée en un quart de siècle environ est frappante : les minoteries à cylindres, c'est-à-dire à grande capacité d'écrasement, se sont développées, tandis que les minoteries à meules et surtout les petits moulins à eau et à vent sont en voie de disparition rapide (11) :

	1908	1935
Minoteries à cylindres...	4.436	5.882
» à meules	4.392	2.472
Petits moulins à eau et à vent.....	23.504	8.073
	32.332	16.427

Pour ses achats, le paysan trouve à nouveau en face de lui des trusts puissants : industrie des engrais chimiques, machines agricoles, etc... sans parler des « services publics » comme l'électricité, les transports, etc...

Dans la civilisation capitaliste, l'exploitation agricole telle qu'elle existe en France est inévitablement écrasée.

Moralement la situation de la paysannerie française n'était pas meilleure ; certes, bien des hommes politiques

(11) Chiffres cités par R. Maspétiol dans *Economie paysanne*, p. 90. Paris, 1939.

promettaient monts et merveilles à l'agriculture française, mais ne recherchaient-ils pas essentiellement une clientèle électorale ? Or, politiquement, le paysan français était beaucoup plus faible que les masses industrielles des grands centres : il est isolé dans ses terres, ses syndicats n'étaient pas des organismes politiques, il ne fait pas la grève générale ; bref toutes les qualités paysannes : patience, endurance, calme, étaient des faiblesses dans la jungle politique française, où ceux qui criaient le plus fort étaient les maîtres.

Depuis bien des années, toute la politique gouvernementale consistait à faire une politique du « consommateur ». Tout fut fait pour que le paysan français, enfin lassé de ce combat sans espoir, renonçât à la terre :

De 1892 à 1926 près de 2 millions d'exploitations de moins de 10 hectares disparaissent, ainsi que 1.700.000 familles paysannes !

Telle était, avant la guerre actuelle, la situation de l'agriculture française : économiquement elle se trouvait dans un état d'infériorité croissante vis-à-vis des autres activités productrices du pays, socialement elle se vidait de sa substance par l'exode rural, moralement enfin le paysan souffrait de se voir souvent traité en citoyen de seconde zone.

La cause profonde de cette crise de l'agriculture française n'est autre que « l'application parfois inconsciente d'une doctrine économique démentie par les faits. Cette doctrine repose à la fois sur plusieurs des prétentions essentielles de l'économie classique libérale, combinées avec les pauvretés idéologiques d'un étatisme dont l'ambition dernière est de supprimer,

« pour l'ensemble de la nation, le travail libre rémunéré
« par le profit » (12).

L'économie libérale a cependant rendu deux grands services à l'agriculture française : elle a donné la liberté aux exploitations paysannes par la suppression des assolements forcés et des vaines pâtures (13) ; d'autre part elle a considérablement élargi les débouchés par la suppression des douanes intérieures et en autorisant la libre sortie des produits du pays. Mais nous verrons plus loin quelle opposition fondamentale existe entre la doctrine libérale classique du xix^e siècle et les nécessités permanentes de l'exploitation agricole du type français.

Quelles solutions peuvent remédier à cette grave situation ?

Du libéralisme économique il ne peut plus être question qu'en théorie : après une expérience désastreuse pour notre agriculture dans les dix années qui suivirent la grande guerre, la crise économique, puis les événements politiques, obligèrent les nations à se replier sur elles-mêmes. Pour l'agriculture française l'étatisme avait succédé au libéralisme dès 1930. L'étatisme, l'économie dirigée en régime capitaliste, peut-il être considéré comme une solution capable de sauvegarder économiquement et socialement ce qui constitue la véritable valeur de notre agriculture : d'innombrables exploitations familiales ?

Par contre, si l'on refuse toute valeur sociale au régime de la petite exploitation pour n'apprécier que le

(12) Roland Maspétiol, *Economie paysanne*. Paris, Librairie Médicis, 1939.

(13) Liberté des cultures : décret des 5-12 juin 1791 ; droit de se clore : décret des 28 sept.-6 oct. 1791.

« progrès » économique, si l'on veut prolétarianiser la paysannerie, substituer de gigantesques usines à blé, à betteraves, de plusieurs milliers d'hectares, à l'entreprise familiale indépendante formant un petit monde se suffisant presque à soi-même avec souvent moins de 50 hectares, le socialisme sera alors la formule de l'avenir.

Reste enfin une troisième solution, qui prétend concilier le régime de l'exploitation individuelle et le progrès économique, l'intérêt de la classe paysanne et le bien commun de la Nation, c'est la corporation, l'agriculture dirigée par les agriculteurs.

DEUXIEME PARTIE

THEORIES ET EXPERIENCES

CHAPITRE PREMIER

LE DECLIN DU LIBERALISME

La situation tragique de l'agriculture française, telle que nous l'avons décrite plus haut, est la conséquence directe du libéralisme sous lequel notre pays a vécu depuis un siècle et demi. Quels sont donc les principes de cette économie libérale, si néfastes à l'agriculture ? On peut les grouper sous deux chefs : théorie de la libre concurrence, théorie de la division du travail.

Le « laissez passer, laissez faire » des Physiocrates du XVIII^e siècle est à la base du dogme de la libre concurrence, véritable loi d'airain du libéralisme : « Tout ce qui limite la concurrence est un mal : tout ce qui s'étend est un bien en définitive » (STUART MILL) (1). Quelles sont les conséquences de cette théorie pour l'agriculture ? à l'intérieur la concentration industrielle et commerciale dont nous avons déjà signalé les inconvénients pour l'agriculteur, à l'extérieur l'invasion des produits agricoles des pays neufs, produits dont les prix

(1) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*. Paris, Sirey, 1929, p. 422.

de revient sont très inférieurs à ceux de l'Europe occidentale. Bref, cette théorie « libérale » appliquée intégralement serait défavorable au paysan, puisque entre un acheteur tout-puissant et l'invasion des produits étrangers il n'aurait qu'à choisir entre le sort du fellah égyptien ou celui du chômeur urbain. Et pourtant, le bas prix de revient ne peut pas être considéré comme le seul critère de l'activité socialement utile ! Il faut également tenir compte de la masse d'individus employés à cette activité (2) !

La théorie de la division du travail n'est pas moins néfaste à l'agriculture : la polyculture permet au paysan de mieux répartir son travail dans le temps, elle lui assure une grande partie de sa subsistance, donc une plus grande indépendance. Et surtout par la variété des cultures, l'exploitation agricole est beaucoup plus apte à résister aux crises économiques.

Pour ne prendre que l'exemple de la France, où cependant l'application du libéralisme économique se heurta toujours à de vives résistances, les ravages de cette politique furent considérables. Les traités commerciaux de 1860 supprimaient la protection douanière des plantes textiles : en quelques années cette production jadis si importante dans notre pays disparut presque complètement (3) ; pour les mêmes raisons, la sériciculture fut quasi-détruite, la culture du colza et de l'œillette n'est plus qu'un souvenir, etc...

D'ailleurs, dès 1892, la France dut revenir à un système douanier nettement protectionniste qui se main-

(2) R. Maspétiol, *op. cit.*, pp. 22 et ss.

(3) Cf. les chiffres cités au chap. 1.

tint presque sans changements jusqu'à la Grande Guerre.

Mais de 1920 à 1930 la politique française fut à nouveau libérale ; les conséquences pour l'agriculture, sacrifiée dans tous les accords économiques, furent désastreuses ; les deux tableaux suivants permettent de s'en rendre compte (4) :

PÉRIODE	DROITS DE DOUANE PERÇUS POUR 100 FR. DE PRODUITS IMPORTÉS	
	Produits agricoles	Produits industriels
1901-1910	8,56 %	8,23 %
1921-1930	4,55 %	10,57 %
1933	10,57 %	17,19 %

EXCÉDENT DES IMPORTATIONS SUR LES EXPORTATIONS
DE PRODUITS AGRICOLES

1901-1910.....	indice	100
1913	»	170
1921-1930.....	»	196
1931	»	262
1933	»	249

A la fin de l'année 1939, M. TARDIEU inaugura le système des contingents douaniers qui retarda quelque peu l'entrée de la France dans la crise économique mondiale ; quand celle-ci survint, les prix des produits agricoles s'effondrèrent verticalement ; cette crise provoqua évidemment l'intervention des pouvoirs publics : ce fut la fin du libéralisme économique en France : nous allons voir comment on tenta de le remplacer.

(4) D'après L. Prault, *Protectionnisme douanier et commerce extérieur français*. Paris, 1935.

Nous verrons d'ailleurs que l'agriculture des Etats-Unis fut encore plus durement touchée que l'agriculture française par la crise économique et que là aussi les pouvoirs publics durent intervenir. Ainsi deux grands pays qui restaient fidèles, en principe du moins, aux théories de l'école libérale classique, ont dû y renoncer pour essayer de sauver leur agriculture.

§ 1. — LES TATONNEMENTS DE LA POLITIQUE AGRICOLE FRANÇAISE

Ce qui caractérise le mieux les interventions répétées de l'Etat français en matière agricole, c'est leur incohérence, l'absence d'une doctrine bien déterminée et même d'une simple continuité. Nous ne prendrons comme exemple que la politique suivie pour le vin et le blé, les deux productions de base de notre agriculture.

I. — *L'Etat et le marché du vin*

Le marché des vins présente pour la France une importance considérable (5) : notre pays récolte près de la moitié de la production mondiale, près de 1.600.000 propriétaires vivent de la culture de la vigne, ainsi que de nombreux ouvriers agricoles, des négociants et des courtiers en vins, etc... En outre, quatre départements français (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) qui, à eux seuls, récoltent la moitié de la production nationale vivent uniquement de la culture de la vigne.

(5) La plupart des renseignements contenus dans ce paragraphe sont puisés dans le rapport de M. Chappaz au Conseil National Economique, sur « l'Organisation du Marché des Vins de consommation courante » (J. O., 8 août 1939, Annexe Administrative, p. 1.041).

La récolte moyenne (Algérie comprise), calculée pour la décade 1926-27 à 1936-37 était de 70.463.175 hectolitres, auxquels s'ajoutait une importation moyenne de 2.441.241 hectolitres. Comme la consommation et l'exportation ne s'élevaient en moyenne qu'à 67.175.155 hectolitres, il y eut donc pendant dix années un excédent annuel de 5,7 millions d'hectolitres. On conçoit qu'une telle accumulation ait provoqué de graves troubles dans le marché du vin. Les deux causes essentielles de cette surproduction chronique ont été la frénésie des plantations à gros rendements dans les plaines du midi, et le développement exagéré du vignoble algérien (6).

En 1931 une grande crise se fait sentir : l'accumulation des stocks d'une part, la crise économique mondiale d'autre part provoquent un effondrement des cours.

Depuis 1931, lois et décrets se succédèrent pour sauver la viticulture française de la ruine dont d'ailleurs les viticulteurs étaient les premiers responsables par leurs plantations exagérées (7).

Nous ne les étudierons pas successivement, d'ailleurs ces textes répètent sans cesse les mêmes mesures en les complétant. Il est plus intéressant d'énumérer rapidement les principales méthodes qui furent employées pour limiter la production et absorber les excédents.

Les mesures prises pour limiter la production furent

(6) Le vignoble algérien est passé de 146.985 ha. en 1907 à 399.512 ha. en 1934 ! (rapport cité).

(7) Les principaux textes sont : les lois des 4 juillet 1931, 8 juillet 1933, 24 décembre 1934, le décret-loi du 30 juillet 1935, le « Code du Vin » du 1^{er} décembre 1936 (*J. O.*, 24 déc.).

très variées ; citons : 1° Le paiement d'une redevance pour haut rendement (plus de 100 hectolitres à l'ha.) avec une majoration pour les récoltes de plus de 200 hectolitres ;

2° L'interdiction d'irriguer les vignes à dater du 15 juillet, sauf autorisation ministérielle ;

3° La limitation des plantations nouvelles et des plantations de remplacement ;

4° L'arrachage obligatoire ou facultatif ;

5° L'interdiction de certains cépages à gros rendements.

L'effet de ces mesures a été très limité, l'application et le contrôle en furent fort difficiles. La diminution imposée aux plantations de remplacement dans les exploitations de plus de 30 hectares agissait lentement, mais avec certitude pour les grandes propriétés, mais elle n'avait que peu d'influence sur l'ensemble de la production nationale car il n'y a en France et en Algérie que 7.000 à 8.000 producteurs exploitant plus de 30 hectares de vignes.

Le décret-loi du 30 juillet 1935 prévoyait l'arrachage obligatoire ou volontaire de 150.000 hectares de vignes. Mais l'arrachage obligatoire a été ajourné devant les protestations des victimes éventuelles ; quant à l'arrachage facultatif, on ne comptait à la date du 30 novembre 1936 que 80.000 hectares proposés pour l'arrachage, et il s'agissait le plus souvent de vignobles mal situés (gelées fréquentes, inondations, décrépitudes).

Une commission spéciale prévue par l'article 3 de la loi du 24 décembre 1934 a dressé une liste de six cépages qui furent prohibés par le décret du 18 janvier

1935 (8) ; la mesure ne sera efficace qu'assez lentement et si l'interdiction de replanter les cépages prohibés est sévèrement contrôlée.

En conclusion : les mesures prises pour limiter la production n'avaient donné que peu de résultats jusqu'en 1938. Leurs effets auraient pu se faire sentir à la longue par l'interdiction de cépages plus nombreux que ceux prohibés par le décret du 18 janvier 1935, par un contrôle sévère des plantations de remplacement dans les grosses exploitations.

D'autres mesures furent prises pour régulariser les cours et réduire les excédents : il s'agit du blocage des vins, de l'échelonnement des sorties et de la distillation obligatoire.

1° Le blocage : le blocage prévisionnel retirait du marché, dès la vendange, un tiers de la récolte des propriétaires récoltant plus de 300 hectolitres. Le blocage définitif était fixé aussitôt les déclarations de récolte connues, d'après des barèmes progressifs, suivant l'importance de la récolte de chaque propriétaire. Mais ce moyen d'élimination n'était que provisoire, car les quantités bloquées devaient bien sortir un jour ; d'autre part il ne frappait qu'une minorité : 25 à 30.000 producteurs sur 1.600.000 environ (9). La masse des petits propriétaires restait libre de jeter sur le marché, dès la vendange faite, des quantités susceptibles de faire effondrer les cours.

(8) Ce sont : le Noah, l'Othello, le Clinton, le Jacquez, l'Isabelle et l'Herbement, introduits directement d'Amérique et possédant tous des goûts très spéciaux ; ils servaient surtout de vins de coupage.

(9) D'après les statistiques de la Direction générale des contributions indirectes.

2° C'est pourquoi le décret du 30 juillet 1935 avait prévu la sortie des vins de chez les propriétaires par tranches successives autorisées par des décrets. Tout propriétaire pouvait sortir dès le début un dixième de sa récolte, et en tous cas 100 hectolitres. L'échelonnement des sorties, qui touchait 150 à 200.000 producteurs, a certainement favorisé la défense des cours.

3° La distillation obligatoire, c'était le seul remède « héroïque » pour faire disparaître les excédents qui encombraient le marché. La distillation intervenait lorsque le total des ressources était supérieur aux besoins ; les prestations en alcool étaient progressives suivant les récoltes des producteurs qui y étaient soumis ; en fait c'étaient la grande et la moyenne propriété qui faisaient les frais de l'élimination des excédents. La distillation a du moins permis d'éliminer la majeure partie des excédents : 20 millions d'hectolitres en 1934-35, 17 millions en 1935-36.

L'Etat est le seul acheteur des alcools autres que ceux bénéficiant d'une appellation d'origine. D'ailleurs, outre les alcools de vin, l'Etat achète également l'alcool de cidre, l'alcool de betterave et l'alcool de grain ; toute l'agriculture française se trouve donc intéressée au régime économique des alcools.

Le service des alcools fixe les prix d'achat en fonction du prix du sucre, revend à perte la plus grande partie de ses stocks aux importateurs d'essence qui doivent incorporer l'alcool aux carburants, par contre il revend très cher l'alcool à certaines industries « privilégiées » : parfumeurs, fabricants de liqueurs, etc...

Pour en revenir au vin, la politique viticole que

nous avons décrite avait réussi à faire disparaître la majeure partie des excédents par le procédé de la distillation et à stabiliser dans une certaine mesure les cours par l'échelonnement des sorties.

Comment juger cet ensemble de mesures ? La « volatilisisation » des excédents, si choquante qu'elle puisse paraître, était nécessaire mais elle aurait dû être accompagnée de mesures beaucoup plus énergiques destinées à assagir la production. Il est évidemment regrettable que les viticulteurs eux-mêmes n'aient pas eu la sagesse de faire à temps les sacrifices nécessaires, car une restriction de la production imposée par l'autorité publique ne pouvait être que très injuste ; l'absence d'une organisation professionnelle disposant du pouvoir réglementaire a été vivement sentie par la Fédération nationale des Associations viticoles, qui ne pouvait que donner des avis.

Un autre moyen d'améliorer le sort des viticulteurs consistait à diminuer, à leur profit, l'écart excessif qui existait entre le prix d'achat à la propriété et le prix de vente aux consommateurs. Dans cet ordre d'idées il aurait fallu notamment diminuer les frais de transport et les droits de circulation ; enfin l'Etat aurait pu imposer aux quelques sociétés industrielles qui monopolisaient en fait le marché des engrais et produits chimiques si utilisés en viticulture des diminutions de prix qui auraient abaissé les prix de revient des producteurs (10).

(10) Cf. à ce sujet : M. Mejean, sénateur, « La Situation actuelle de la viticulture française », Nîmes, 1925 (rapport présenté à la Commission viticole du Sénat).

II. — *L'Etat et le Blé*

Le blé est, avec le vin, la base de l'agriculture française : en 1936, près de 1.600.000 producteurs furent dénombrés (dont 1.300.000 avaient récolté moins de 50 quintaux), et 4.600.000 hectares avaient été emblavés en blé (11), soit près de 25 % des terres labourables. La production varie sensiblement : elle était de 83,5 millions de quintaux en 1934, de 67,5 millions en 1936 ; tous les départements français produisent tant soit peu de blé (minimum la Corse : 3.360 qx en 1936, maximum le Pas-de-Calais : 2.887.571 qx) ; en 1936, vingt-cinq départements ont produit plus de 1 million de quintaux (12). Du prix du blé dépend donc le niveau de vie de millions de paysans français. Le blé est ainsi un élément très important de la richesse nationale.

De 1923 à 1927, la production fut insuffisante et de nombreuses importations furent nécessaires. En 1929, la récolte fut très excédentaire en France et à l'étranger ; de cette surproduction généralisée date le début d'une crise qui dura jusqu'en 1939. Le fléchissement des cours, l'importance des stocks et la nécessité de protéger les producteurs français contre les blés étrangers provoquèrent des interventions répétées de l'Etat, qui aboutirent à la main-mise totale des pouvoirs publics sur le marché du blé. C'est cette évolution que nous allons décrire.

Plusieurs problèmes se posaient : 1° défendre le marché français contre les importations de blés étran-

(11) Exactement 1.584.786 producteurs, et 4.598.741 ha. d'après le Rapport sur le fonctionnement de l'Office Interprofessionnel du blé pour l'exercice 1936-37 (*J. O.*, 4 juillet 1939, Annexe adm., p. 849).

(12) *Id.*, pp. 855-856.

gers ; 2° aménager le marché intérieur ; 3° augmenter la demande.

1° *La défense du marché intérieur.*

Tous les procédés furent employés : droits de douane, contingentements, admission temporaire...

Les droits de douane furent constamment élevés (13) :

1913.....	7 fr.	au quintal
25 mai 1929.....	50 fr.	»
20 mai 1930.....	80 fr.	»
1935.....	87 fr. 50	»

Un décret est suffisant pour les augmenter (loi dite du « cadenas » du 13 décembre 1897).

Le régime de l'admission temporaire (renforcé par la loi du 1^{er} décembre 1929) autorise certaines importations, mais l'importateur est tenu de réexporter dans un délai fixé une quantité proportionnelle de farines panifiables. Ce régime ne présentant que des garanties insuffisantes, la loi du 9 juillet 1934 (art. 16), imposa l'exportation de farines ou de produits fabriqués préalablement à toute importation. D'autre part, les céréales secondaires furent contingentées (décret du 17 septembre 1932), et se trouvèrent ainsi remplacées, pour la nourriture des animaux en particulier, par les blés de qualité inférieure.

Malgré toutes ces mesures, qui nécessitaient un contrôle rigoureux (14), les blés étrangers arrivaient à passer par l'intermédiaire des blés nord-africains. Aussi la

(13) D'après R. Maspétol et G. Damougeot-Perron, *La crise du blé en France et dans le monde*. Paris, 1935, p. 63.

(14) Le décret du 10 novembre 1931 créa le « Comité Interprofessionnel du contrôle des importations ». Cf. à ce sujet : M. Salleron, *Un régime corporatif pour l'agriculture*. Paris, Dunod, 1937, chap. VII.

loi du 1^{er} décembre 1929 autorisa-t-elle le gouvernement à fixer par décret un pourcentage minimum de farines indigènes dans les farines panifiables (ce pourcentage fut fixé à 100 % par le décret du 25 mars 1933 !). Cette mesure et le contrôle accru par le système des exportations préalables, fermèrent pratiquement les frontières aux blés étrangers.

2° L'aménagement du marché intérieur.

Il s'agit d'abord de limiter la quantité des blés qui peut être jetée sur le marché, donc d'organiser le stockage et le report.

Le stockage est coûteux, il nécessite des installations modernes, il n'est pratiqué que par les négociants et les coopératives. L'Etat finance le stockage (15), mais contre la garantie de ne vendre les blés stockés qu'à un rythme déterminé. En contre-partie, un prix minimum est assuré aux blés stockés (16) ; l'opération se révéla si avantageuse pour les stockeurs (la loi du 26 janvier 1933 porta le prix de vente minimum des blés stockés de 109 à 115 francs et en avril 1933, les blés baissèrent à 90 francs) que le décret du 27 avril 1933 limita au maximum à 50 francs par quintal l'indemnité à verser au stockeur ; c'était déjà assez joli !

Le report de l'excédent d'une année sur la suivante faisait également l'objet d'un contrat entre les groupements agricoles ou les commerçants et l'Etat. Le contrôle

(15) Loi du 30 avril 1930, crédit de 300 millions ; loi du 26 janvier 1933 : 300 millions. Le compte spécial du blé est financé par une taxe à la production et une taxe à la mouture. Les avances sont faites par la Caisse Nationale de Crédit agricole.

(16) Auquel s'ajoute une prime de conservation.

étant trop difficile, les reports furent supprimés par la loi du 24 décembre 1934. Bref, le système du stockage et des reports fut complexe et d'un contrôle difficile ; en outre, il était très coûteux (17) et ne faisait que reporter la difficulté.

Une mesure qui aurait pu être plus efficace consista à imposer la dénaturation des blés de qualité inférieure (loi du 15 août 1934), mais les résultats obtenus furent maigres, les avantages offerts aux producteurs étaient insuffisants, les centres de dénaturation pas assez nombreux.

Il ne suffisait pas d'absorber les excédents, il fallait également éviter une surproduction chronique : la loi du 24 décembre 1934 interdit l'extension des superficies emblavées (1.000 francs d'amende par hectare supplémentaire) et l'usage de certaines semences à très gros rendements ; la mesure fut en général respectée, mais le marché du blé n'en restait pas moins à la merci d'une récolte surabondante.

Le problème essentiel pour le producteur, c'était la garantie d'un prix suffisamment rémunérateur et, si possible, stable. La loi du 10 juillet 1933 généralisa le système du prix minimum. Le prix du blé loyal (76 kilos à l'hectolitre), fut fixé à 115 francs le quintal plus 1 fr. 50 par mois jusqu'au 15 juillet 1934, puis par arrêté du 13 juillet 1934 à 108 francs le quintal.

L'échec fut total, les blés furent fréquemment achetés à des prix très inférieurs à la taxe. Pour assurer le

(17) A la date du 27 octobre 1934, le montant des engagements de crédit figurant au Compte spécial du blé s'élevait à 947 millions (R. Maspétol et Damougeot-Perron, p. 97).

respect de la loi, « il eût fallu que l'Etat se portât acheteur de tout le blé qui ne trouvait pas preneur dans les conditions habituelles des transactions commerciales » (18).

3° *L'augmentation de la demande.*

La consommation du pain en France était tombée de 224 kilos par individu en 1913-14 à 195 kilos en 1922-23 (19). On pouvait cependant développer la consommation du blé en abaissant le taux du blutage de la farine (loi du 15 juillet 1932) : le décret du 30 juillet 1934 l'abaisse jusqu'à 65 kilos. Mais la mesure ne fut pas respectée : le pain qui contenait trop d'amidon devenait mauvais.

A la fin de l'année 1934, la législation présentait une telle complexité qu'elle devenait pratiquement inapplicable ; la liberté du marché avait été supprimée, mais la fraude s'étalait impunément.

Le gouvernement de M. FLANDIN essaya d'organiser le retour à la liberté du commerce des grains (loi du 24 décembre 1934) tout en rendant possible la baisse du prix du pain. En effet, alors que le blé se vendait couramment 70 francs, le pain était taxé d'après le prix légal : la différence était scandaleuse (20).

Mais il était impossible de revenir à la liberté sans liquider les stocks (20 à 30 millions de quintaux) ; pour cela, le gouvernement fit porter le stock de sécurité à 6 millions de quintaux, ordonna la dénaturation de

(18) Maspétiol et Damougeot-Perron, *op. cit.*, p. 104.

(19) *Id.*, p. 50.

(20) Cf. le discours de M. Caillaux au Sénat. Séance du 13 décembre 1934.

4 millions et l'exportation (moyennant une aide financière aux exportateurs) de 5 millions de quintaux (21).

Les excédents tombèrent ainsi de 28 millions de quintaux en août 1934 à 11 millions de quintaux au 31 juillet 1935 (22), date à laquelle l'Etat prit en charge l'excédent au prix moyen du premier semestre de 1935 (soit 79 francs, porté à 88 francs par décret du 13 juillet).

Le prix minimum fut supprimé par la loi du 12 décembre 1934, les prix s'effondrèrent en juillet 1935 à 60 francs, mais remontèrent à 80 francs en août-septembre grâce au stockage d'une partie de la récolte de 1935.

Signalons enfin le décret-loi du 30 octobre 1935 : il supprimait la taxe à la production que, grâce à l'exonération de 3 quintaux par personne, 50 % du blé ne payaient pas ; pour liquider les excédents éventuels, toutes les mesures habituelles étaient prévues : dénaturation, stockage, pourcentage de farine indigène, etc...

Par contre, ce décret innovait en réglementant sévèrement la meunerie : l'ouverture et l'augmentation de la capacité d'écrasement de tout moulin sont interdites, les gros moulins voient leur activité limitée par un Comité professionnel de la meunerie.

En six ans, tous les procédés ont été employés pour assainir le marché du blé, de gros excédents ont été résorbés, mais le prix du blé n'est pas stabilisé à un niveau rémunérateur ; l'expérience a été coûteuse et décevante. Là où des interventions partielles et désor-

(21) D'après B. Nogaro, « La crise de l'Agriculture et la politique agricole en France », *Revue Economique Internationale*, janvier 1936.

(22) D'après R. Maspétiol, « Le nouveau statut du blé en France », *Revue Economique Internationale*, février 1936.

données de l'Etat ont échoué, une mainmise totale des pouvoirs publics sur le marché de la plus importante des denrées agricoles réussira peut-être à améliorer le sort des producteurs ; c'est du moins l'espoir de la majorité électorale de 1936 qui va, par son ministre de l'Agriculture, M. MONNET, donner aux paysans en don de joyeux avènement : *l'Office du blé*.

L'Office du blé fut créé par la loi du 15 août 1936. La discussion de la loi fut particulièrement longue. L'opposition reprochait au projet gouvernemental son caractère étatiste, les frais qu'allait entraîner cet office, le fonctionnarisme qu'il allait créer, le tort qu'il causait au négoce des céréales, etc.

L'Office du blé a pour but de « soustraire le marché du blé à la loi de l'offre et de la demande par le « moyen d'un office d'inspiration étatiste » (23).

Nous allons rapidement décrire cette institution, telle qu'elle fonctionna en 1936-37. (Nous indiquons tout de suite que l'Office du Blé a été transformé en Office des céréales par la loi du 17 novembre 1940 qui supprima le Conseil central et le Comité d'administration dont nous allons parler, pour les remplacer par un Comité de gestion interprofessionnel de 11 membres dont 6 agriculteurs. En outre, et provisoirement en principe, c'est le gouvernement qui fixe maintenant le prix des céréales).

Administrativement, l'Office National du Blé comportait trois échelons :

l'Office national interprofessionnel du Blé, établissement public jouissant de la personnalité civile et de

(23) R. Maspétiol, *Economie paysanne*. Paris, Librairie Médicis, 1939, p. 93.

l'autonomie financière sous le contrôle du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture. C'est l'organe central du système ; il était administré par un Conseil central de 52 membres : 30 représentants des producteurs, 9 représentants des consommateurs, 9 représentants de la meunerie, de la boulangerie et des négociants en céréales ; enfin 4 fonctionnaires. Les membres du Comité Central étaient désignés par les chambres d'Agriculture, les coopératives, les organisations professionnelles les plus représentatives, etc...

Les Comités départementaux : dans chaque département on créait un Comité d'organisation et de contrôle du commerce des céréales ; c'est un véritable petit office du blé par département.

A la base, les *Coopératives*, qui, nous le verrons plus loin, perdaient en fait toute indépendance ; en effet, elles devaient accepter comme « usagers » des agriculteurs qui n'étaient pas adhérents à la coopérative ; les coopératives créées après le 1^{er} janvier 1936 devaient être « agréées » par le Comité départemental.

L'Etat par l'Office du Blé entendait diriger le marché du blé ; pour cela, trois opérations étaient nécessaires :

- 1° l'évaluation des disponibilités (stocks et récolte) ;
- 2° la fixation du prix du blé ;
- 3° l'ajustement de la production aux besoins de la consommation.

1° *L'Evaluation des disponibilités* : les stocks étant déjà recensés, il faut estimer la récolte annuelle ; les producteurs doivent : 1° du 15 avril au 1^{er} mai : déclarer les superficies ensemencées en blé ; 2° avant le 30 sep-

tembre : déclarer leur récolte. Ces deux déclarations sont affichées à la mairie de chaque commune.

2° *La Cotation des blés* est faite par le Conseil Central de l'Office ; le blé (et plus tard les autres céréales) n'est plus coté dans les bourses de commerce. Où l'étatisme, nuancé de socialisme, se faisait surtout sentir, c'était dans la manière dont le prix du blé était fixé. Le prix était fixé, compte tenu de l'importance de la récolte, par application d'un coefficient au prix moyen des récoltes 1911, 1912, 1913. Mais les décisions du Conseil Central exigeaient l'approbation des 3/4 des suffrages exprimés, si bien que les fonctionnaires et les représentants des « consommateurs » étaient en définitive les arbitres de la cotation. D'ailleurs, si l'accord ne pouvait être réalisé, le prix du blé devait être fixé par décret, purement et simplement.

3° *Ajustement de la production aux besoins de la consommation.* L'Office a le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, mais il utilise les intermédiaires publics ou privés de son choix.

L'Office décide des importations nécessaires pour faire la soudure entre les deux récoltes, fixe les quantités à stocker, à dénaturer en cas de récolte par trop excédentaire, établit l'échelonnement des livraisons, etc...

Les mouvements des grains sont étroitement surveillés : le producteur ne doit vendre sa récolte qu'à une coopérative, ou à un négociant agréé (sauf le cas limité et très surveillé d'échange blé-farine pour la consommation familiale). Les minotiers ne peuvent à leur tour s'approvisionner qu'auprès des coopératives ou des négo-

cians agréés. D'ailleurs, le commerce du blé et la minoterie sont également très réglementés ; ce ne sont plus des professions libres.

L'Office du blé, ainsi conçu, ne pouvait satisfaire pleinement personne, ni les producteurs qui ne sont que rarement satisfaits du prix de leur blé, ni les commerçants transformés en simples répartiteurs.

Pendant la première année de son fonctionnement, l'Office du blé eut la chance de n'avoir à faire face qu'à une récolte modérée : 69 millions de quintaux (chiffre légèrement supérieur à celui des déclarations de récoltes) (24) pour la France métropolitaine et à 13,5 millions pour l'Afrique du Nord.

Les stocks, au 31 août 1936, étaient au total de 9.470.000 quintaux, auxquels il fallait ajouter le stock de sécurité, soit 2.038.000 quintaux.

Le prix des blés tendres fut fixé par le Conseil central de l'Office, à 140 francs par quintal à compter du 1^{er} septembre 1936, avec une majoration mensuelle de 1 franc jusqu'au 31 janvier 1937, de 1 fr. 50 pour les mois suivants. Ce prix s'entendait pour un blé loyal de 72 kg. à l'hectolitre. Des barèmes de majoration et de réfaction étaient établis : au-dessous d'un poids spécifique de 67 kg. le blé n'était plus considéré comme loyal et marchand.

Pour les blés durs, le prix fut fixé à 145 francs pour un poids spécifique de 78 kg. 5 à 80 kg.

Le financement de la récolte 1936 était l'objectif

(24) Tous les renseignements qui suivent sont tirés du premier Rapport sur le Fonctionnement de l'O. N. I. B. pendant la campagne 1936-37 (J. O. du 4 juillet 1939, Annexe administrative, p. 849.

principal de l'Office du blé : 1° des avances provisoires furent faites aux coopératives pour un montant de 47.700.000 francs.

2° Les effets émis par les coopératives en contrepartie des blés qu'elles détenaient furent escomptés par les Caisses régionales de Crédit agricole et réescomptés par la Caisse nationale de Crédit agricole (2.678 millions) qui elle-même dut faire appel à la Banque de France (1.575 millions).

Signalons que les coopératives ont acquis 85 % et les négociants 15 % environ des blés livrés par les producteurs ; c'est dire la part médiocre laissée au commerce, même surveillé.

III. — Le projet de loi MONNET « tendant à régler les « rapports entre producteurs agricoles, commerçants et « industriels par la conclusion de conventions collectives « fixant les conditions de vente de produits agricoles « pour une branche de production » (25).

Le titre de ce projet de loi était peut-être un peu long, mais il semblait assez anodin. Des accords de ce genre existaient déjà entre des groupements de producteurs et leurs acheteurs, par exemple pour la betterave et le lait de brebis à Roquefort, et la première partie du projet MONNET (articles 1^{er} à 6) se bornait à codifier les modalités de la convention librement conclue. Jusque-là le projet ne pouvait soulever aucune objection.

La deuxième partie du projet, relative à l'extension obligatoire de la convention collective, était beaucoup

(25) Cf. le texte du projet de loi : Chambre des députés, documents parlementaires 1936, n° 1.363, p. 889.

plus révolutionnaire et fit écrouler tout le projet après des débats parlementaires assez agités. Le ministre de l'Agriculture pouvait en effet rendre obligatoire, pour l'ensemble des producteurs, tout ou partie d'une convention collective (même conclue sur un point du pays par une coopérative et un seul acheteur). Bien plus, le Ministre pourrait prendre l'initiative d'une organisation obligatoire des relations entre producteurs et acheteurs, ou même imposer par arrêté le projet en préparation. Par ces conventions, le prix des denrées agricoles serait fixé pour une durée de trois ans.

Tout le projet repose sur une fausse assimilation : le paysan n'est pas le salarié de l'acheteur de ses produits ! Ce n'est peut-être pas aller trop loin que de soutenir que le projet tendait à « faire supporter aux « paysans la rançon de la politique que l'on a pratiquée « en faveur de certaines autres catégories » (26).

La Commission de l'Agriculture de la Chambre approuva chaleureusement le projet qu'elle qualifia « d'effort nouveau vers l'organisation générale de la « production agricole française pour la mettre à l'abri « de l'insécurité actuelle qui est l'un des facteurs les « plus importants de la désertion des campagnes » (27) !

Il est vrai que la Commission des boissons, plus prudente, préférait écarter la viticulture de ces conventions collectives, en faisant très justement remarquer que le vin n'est pas un produit homogène (28).

(26) R. Maspétiol, *Economie paysanne*, pp. 118 et ss.

(27) Rapport Blanchet. Doc. parl., Chambre des députés, 1937, n° 1.795.

(28) Avis de la Commission des boissons. Doc. Parl., Chambre des députés, 1937, n° 1.795.

M. MONTIGNY s'opposait à ce projet qui aurait permis au Gouvernement d'exercer, sans garantie sérieuse, « une véritable dictature sur la vie économique agricole, sur les conditions de vente et sur les prix des « produits agricoles » (29). Ce sont d'ailleurs ces garanties qu'exigeaient l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture (séance du 4 février 1937) pour accorder au Gouvernement le droit d'extension obligatoire des conventions collectives. (Parmi les précautions envisagées : l'extension de la convention collective ne devrait être demandée que par des organisations professionnelles groupant plus de 50 % des producteurs intéressés, l'avis conforme des Chambres d'Agriculture serait nécessaire.)

La Commission de l'Agriculture du Sénat, après une étude remarquable des expériences étrangères en matière agricole démolissait complètement le projet gouvernemental qu'elle qualifiait de « projet prématuré » et proposait avant l'adoption d'un projet, même révisé, une « grande enquête » ; on ne saurait mieux noyer un projet de loi (30).

De tout ce qui précède on peut dégager la conclusion suivante : à la veille de la guerre actuelle, la politique agricole française présentait les deux caractéristiques suivantes : 1° les intérêts agricoles étaient pris en tutelle par les pouvoirs publics ; 2° les préoccupations politiques et sociales de l'heure étaient la grosse préoccupation des autorités publiques dans l'établissement des prix des denrées agricoles.

(29) Débats Parlementaires, 1937. Chambre des députés, séance du 11 février, p. 477.

(30) Rapport Béret, Doc. Parl. Sénat, 1937, n° 480.

§ 2. — L'AGRICULTURE AMÉRICAINE
ET L'EXPÉRIENCE ROOSEVELT

Après l'agriculture française, du type familial, il est particulièrement intéressant d'étudier la vie agricole des Etats-Unis. Le contraste est frappant : le paysan au sens européen du mot est rare aux Etats-Unis, le fermier américain est un « businessman » dont le niveau de vie ne diffère guère de celui du citadin, c'est dire que ses besoins sont très supérieurs à ceux des paysans français et qu'il ne peut se contenter de vivre des produits de son exploitation.

L'exploitation américaine est souvent de taille considérable, elle nécessite donc un nombreux personnel, et des machines, autrement dit les frais généraux y sont considérables. De plus la monoculture est très fréquente et les crises économiques se font sentir très rudement ; d'autre part le fermier américain n'a pas pour sa terre l'attachement atavique du paysan français, il se décourage beaucoup plus vite.

Quelle était la situation des Etats-Unis quand le président ROOSEVELT arriva au pouvoir ? Son prédécesseur, M. HOOVER, n'avait pu endiguer la plus gigantesque crise économique que l'économie capitaliste ait connue : le revenu national tomba de 79 milliards de dollars en 1929 à 44 milliards en 1933 (31), le nombre des chômeurs oscillait entre 13 et 14 millions.

La situation de l'agriculture était particulièrement tragique ; dès 1929 la dette hypothécaire des fermiers

(31) D'après René Vincent, *L'Expérience Roosevelt*. Paris, 1939, p. 124.

était de 12 milliards de dollars (32), mais le revenu des producteurs était alors estimé à 11.941 millions de dollars ; en 1932, il n'était plus que de 5.331 millions (33).

Une surproduction persistante et la diminution constante des exportations, puis de la consommation intérieure, provoquaient l'effondrement des cours ; c'est ainsi que le prix du blé tomba de 1 dollar à 38 cents le boisseau, de 1929 à 1932 (34). La valeur de la production du coton et du tabac subit le même effondrement (34) :

	TABACS	COTON
1929.....	286 millions de dollars	1.500 millions de dollars
1932.....	107 » »	465 » »

Le prix des denrées agricoles est très inférieur à celui des produits industriels (c'est le phénomène des « ciseaux »), d'où une diminution du niveau de vie des fermiers et une aggravation de la crise industrielle.

M. ROOSEVELT va essayer de donner aux fermiers un pouvoir d'achat équivalent à celui de la période de base juillet 1909-juillet 1914 et de rétablir l'équilibre entre les prix agricoles et industriels, c'est l'objet du Farm relief Act du 12 mai 1933. Toute une administration est créée pour appliquer cette loi : l'Agricultural Adjustment Administration = A. A. A.

La production doit être ramenée à un niveau rentable : la loi charge le Secrétaire à l'Agriculture de provoquer la réduction des surfaces plantées en cultures de

(32) D'après Meynial, « La vie économique aux Etats-Unis ». *Revue d'Economie politique*, 1933.

(33) Rosenstock-Frank, *L'Expérience Roosevelt et le milieu social américain*, p. 122. Paris, Alcan, 1937.

(34) *Id.*, p. 124.

base (35) par toute méthode de coopération volontaire. En échange de ces réductions de culture les fermiers recevront des indemnités qui seront fournies par une taxe à la première transformation (first domestic processing taxes). En même temps un organisme spécial : la Federal surplus relief corporation (F. S. R. C.), est chargé de retirer du marché les quantités excédentaires de produits agricoles (36). Comment ces principes se sont-ils traduits dans les faits ?

Pour le coton, 1.032.000 contrats de réduction furent signés en 1933, portant sur 73 % de la superficie cultivée et correspondant à la destruction du tiers de la récolte (37). 10 millions 1/2 d'acres sont ainsi soustraits à la culture. Les planteurs avaient le choix entre deux modes d'indemnisation : ou bien une prime de 7 à 20 dollars par acre suivant le rendement, ou bien une prime de 6 à 12 dollars et une option sur les stocks de coton du Gouvernement à 6 cents la livre.

L'indemnité de 1933 inférieure au prix du marché fut insuffisante ; la loi BANCKHEAD (21 avril 1934) institua le contrôle obligatoire de la production. L'administration délivra des contingents de production aux planteurs et taxa les productions excédentaires. Grâce à ces mesures, la récolte de coton passa de 13 millions de

(35) Les produits de base furent, à l'origine : le blé, le coton, le maïs, les porcs, le riz, le tabac, le lait et ses dérivés — on y ajouta le 7 avril 1934 : le bétail, le seigle, le chanvre, l'orge, le sorgho, et les cacahuètes ; le 9 mai 1934, le sucre de canne et de betterave.

(36) Fin 1933, la F. S. R. C. acquiert notamment 131 millions de livres de porcs, 45 millions de livres de beurre, etc. (d'après Baudin, *L'Economie dirigée à la lumière de l'Expérience américaine*, Paris, 1941).

(37) Rosenstock-Frank, *op. cit.*, p. 132.

balles en 1929 à 9 millions en 1935, tandis que le revenu des planteurs augmentait de 464 à 877 millions de dollars. Mais l'expérience coûtait 400 millions de dollars, en outre, 281 millions de dollars de salaires avaient été perdus (38).

La réduction de la production du blé fut favorisée par la mauvaise récolte de 1934 due à la sécheresse ; de 1932 à 1934, la réduction des emblavements n'aurait été que de 10 %. Jusqu'au début de 1935 les producteurs avaient reçu près de 160 millions de dollars d'indemnités, mais le prix de la farine augmenta de 75 % en gros, de 50 % au détail. Au total, les consommateurs ont payé, sous forme d'augmentation du prix du pain, de 130 à 150 millions de dollars par an (39).

La politique du président ROOSEVELT se heurtait à deux grosses difficultés : d'une part la nécessité d'un contrôle rigoureux et coûteux pour empêcher la fraude, d'autre part l'augmentation du chômage qu'entraînait la réduction massive de la production agricole. Bien plus, l'expérience fut longtemps décevante car les fameux « ciseaux » persistent jusqu'en 1934 (40).

La parité entre prix de gros industriels et agricoles n'est atteinte et maintenue qu'en 1935 et 1936.

Enfin, triste conclusion pour une expérience commencée avec la publicité tapageuse que les Américains savent organiser, la Cour Suprême des Etats-Unis condamna l'A. A. A. comme contraire à la Constitution

(38) L. Baudin, *op. cit.*, p. 38.

(39) Rosenstock-Frank, *op. cit.*, pp. 144-150.

(40) Base 100 = 1926. En 1934 : prix de gros des produits agricoles, 65,3 ; des produits industriels, 78,4.

(janvier 1936) ; le Gouvernement dut la mettre en veilleuse jusqu'en 1937.

Une nouvelle crise violente éclate en 1937 : le phénomène des ciseaux apparaît de nouveau et les mêmes procédés furent employés : sauver l'agriculture américaine par des dépenses extravagantes, jusqu'au jour où, en 1939, le Parlement américain lassé mit un terme à cette prodigalité inutile : après cinq ans d'A. A. A. les prix des principales denrées agricoles sont inférieurs au prix moyen des cinq années précédentes (41) !

La fameuse théorie du pouvoir d'achat avait fait faillite ! Certes le revenu des agriculteurs a augmenté, mais grâce à la N. R. A. les produits industriels restèrent encore plus chers que les produits agricoles, avantages précaires qui avaient une contre-partie très lourde : des dépenses publiques énormes, une administration envahissante, sans oublier le caractère anti-social et immoral d'une législation qui enrichit ceux qui détruisent leurs propres biens.

Les dirigeants américains se sont lourdement trompés en croyant pouvoir diriger autocratiquement les phénomènes économiques, ceux-ci sont terriblement plus complexes que ne se l'imaginaient les chefs de l'A. A. A.

(41) L. Baudin, *op. cit.*

CHAPITRE II

L'AGRICULTURE ET LE SOCIALISME

§ 1. — LES THÉORIES

La Révolution française, révolution bourgeoise, a cimenté l'union du paysan à sa terre ; la petite propriété paysanne fut la plaie du socialisme, en France du moins. Le premier « communiste » français, Gracchus BABEUF, eut la tête coupée pour avoir proclamé : « Plus de propriété individuelle des terres. La terre n'est à personne ; les fruits sont à tout le monde » (1).

Un siècle plus tard, le parti socialiste affectait souvent de respecter la petite propriété paysanne, il lui était difficile de menacer l'immense masse d'électeurs que constituent les paysans. Mais il n'y a dans cette attitude qu'opportunisme politique fondé sur l'intime conviction que la petite propriété paysanne est appelée à disparaître en vertu des théories marxistes.

MARX lui-même avait été beaucoup plus net que d'habitude en parlant de la propriété du petit paysan : « Nous n'avons que faire de l'abolir : le progrès de « l'industrie l'a abolie, ou est en train de l'abolir » (2).

Le socialisme s'est trompé quand il a cru que la propriété terrienne se concentrerait comme la propriété industrielle, nous avons vu dans notre Première Partie

(1) G. Babeuf, *Le Manifeste des Égaux*.

(2) K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste communiste*.

que c'est l'inverse qui s'est produit. Mais à cette fausse prophétie s'est substitué un phénomène qui revient presque au même : le nombre total des agriculteurs diminue constamment, autrement dit le pays manifeste une évolution du stade agricole au stade capitaliste et industriel. Le terme de l'évolution reste donc le même : le jour où les agriculteurs, même propriétaires, ne seront qu'une petite minorité dans une nation prolétarisée, on pourra socialiser la terre comme on aura socialisé l'usine (3).

D'ailleurs les socialistes français, passé le temps des campagnes électorales, ne manquent pas de franchise ; c'est JAURÈS qui déclara : « La propriété individuelle « agraire doit inévitablement disparaître, la petite com-
« me la grande » (4). Il est suivi par COMPÈRE-MOREL qui s'écrie : « Il est incontestable que la petite propriété « terrienne devra disparaître » (5). Ce qui n'empêcha pas ce dernier de soutenir plus tard une thèse en apparence opposée : « La petite propriété, écrit en effet « M. COMPÈRE-MOREL, fruit du travail de celui qui la « possède et la cultive a droit à notre respect. Et serions-
« nous en régime socialiste que nous ne verrions aucun
« inconvénient à ce qu'elle continuât d'être un instru-
« ment de production possédé et mis en œuvre par son
« propriétaire » (6).

(3) Cf. Salleron, *Un régime corporatif pour l'Agriculture*. Paris, Dunod, 1937, chap. 3.

(4) Congrès socialiste de Toulouse, 1898.

(5) *Idem*.

(6) Compère-Morel, *Le Socialisme et la Terre*. Paris, Librairie populaire, 1936.

En admettant même que les socialistes tolèrent la petite propriété, leur attitude, une fois au pouvoir, amènerait rapidement la ruine du paysan. En effet le socialisme n'a en vue que l'intérêt des consommateurs, c'est-à-dire, en réalité, du prolétariat industriel et à ce titre il est obstinément opposé à toute revalorisation des produits agricoles au niveau des prix industriels, et bien entendu à tout protectionnisme douanier. La politique de classe fut frappante en 1937 quand M. MONNET essaya de « stabiliser » le cours des denrées agricoles par son projet de conventions collectives, quand, en même temps, l'échelle mobile des salaires était à l'ordre du jour des organisations ouvrières. Un socialiste, Henri PITAUD, de la Confédération Nationale Paysanne socialiste, dut avouer brutalement : « Comme toujours, nous « serons une fois de plus roulés ! ... Tout fait penser que « le Gouvernement fera payer à la classe paysanne les « frais des lois sociales ! » (7).

Mais tous les discours sont faibles devant l'expérience soviétique, qui révèle parfaitement le sort réservé aux paysans en régime socialiste.

§ 2. — L'AGRICULTURE ET LE PAYSAN DANS LE RÉGIME SOVIÉTIQUE

Les principes communistes, avant la révolution d'octobre 1917, condamnaient la propriété privée : le sol devait être la propriété collective des travailleurs et il devait être cultivé en commun (8).

(7) *L'Emancipation paysanne*, 20 mars 1937.

(8) J. Lescure, *La Révolution russe, le Bolchevisme, Communisme et Nep*. Paris, Gambier, 1929, p. 82.

Cependant le paysan russe ne pouvait être dépossédé brutalement des terres dont il venait de s'emparer, devançant les autorités soviétiques ; l'exploitation individuelle fut respectée pendant quelques mois.

Le décret du 26 octobre 1917, puis la loi du 19 février 1918, votés par le troisième Congrès panrusse des Soviets socialisent les terres : la propriété privée sur la terre est abolie sans indemnité, l'Etat distribue la terre à celui qui la travaille. Plus précisément : « Le travail est la source générale et fondamentale du droit d'usufruit sur la terre. Ce droit n'est susceptible d'être transmis ni par succession, ni par donation, ni par location, ni par achat-vente » (9). La terre devait être répartie par tête, suivant la capacité de travail. La loi ne fut pas observée : les paysans s'étaient déjà emparés des terres, le travail salarié ne fut pas supprimé, les paysans continuèrent à transmettre leurs terres à leurs enfants.

Le décret du 14 février 1919 entend poser les mesures de passage à l'agriculture socialiste (10). La priorité est accordée aux collectivités dans l'usufruit du sol (entreprises soviétiques, puis communes agraires, les premières du type étatiste, les secondes du type collectif). Mais, de l'aveu même des enquêtes soviétiques, ces entreprises n'ont donné que de très médiocres résultats.

La première période du communisme est un échec : la socialisation des terres se heurta à une très vive résis-

(9) Fr. Perroux, *Les réformes agraires en Europe*. Paris, Domat-Montchrestien, 1935, p. 64.

(10) Art. 3 : Il est indispensable de passer des formes individuelles aux formes collectives de l'exploitation agricole.

tance des paysans exaspérés par des réquisitions massives, effectuées à main armée, à des prix de famine (11) : de 5 % en 1918 à 0,20 % en 1920 du prix du marché.

Les exploitations collectives ne représentent en 1920 que 6 % des terres cultivées et n'emploient en 1921 que 1,4 % des ruraux (12). Ce maigre résultat fut payé très cher : une famine sans précédent fit des milliers de victimes (13) ; la situation agricole est désastreuse en 1921. D'après les études du professeur KONDRATIEFF, Directeur de la statistique soviétique (14) le bilan est le suivant : la superficie des terres ensemencées est passée de 98 millions de déciatines avant la Révolution à 37 millions en 1921, la récolte de blé de 4,7 milliards de pouds à moins d'un milliard et il en est de même pour toutes les cultures ; en outre, le cheptel a considérablement diminué.

Les Soviets durent provisoirement renoncer à leur politique agraire. La N. E. P. (nouveau régime économique) marque un très net retour en arrière. Certes le Code agraire du 30 octobre 1922 proclame à nouveau l'abolition « pour toujours » de la propriété privée de la terre ; les paysans n'ont qu'un « droit d'usage » sur la terre, mais ce droit d'usage devient en fait héréditaire (jusqu'à la mort du dernier membre de la famille). Les entreprises collectives disparaissent peu à peu, les anciennes coutumes rurales réapparaissent : « l'entre-

(11) D'après Lescure, *op. cit.*, p. 146.

(12) J. Lescure, *op. cit.*, p. 156.

(13) Kalinin, dans son rapport au IX^e Congrès panrusse évalue le chiffre des individus souffrant de la faim à 22 millions, dont 5 sur le point de mourir.

(14) Cité par F. Perroux, *op. cit.*, p. 81.

« prise agricole reste attachée à la famille paysanne
« (dvor), qui a résisté aux efforts du communisme
« agraire » (15).

Les réquisitions massives sont remplacées par l'impôt en nature, puis en 1924 par l'impôt en argent, charge très lourde et disproportionnée ; le paysan est le gros contribuable russe.

La production à la fin de la N. E. P. aura atteint ou même dépassé le niveau de 1913, le marché libre s'est développé et la classe des riches paysans (les Koulaks) est réapparue.

Mais l'U. R. S. S. se trouve ainsi construite sur une double base : une industrie socialiste et une agriculture divisée en petites exploitations, la situation ne pouvait être que provisoire.

La N. E. P. est abandonnée en 1928. Le XV^e Congrès du Parti communiste décida d'industrialiser l'agriculture en créant de grandes exploitations agricoles collectives et en répandant l'usage intensif des machines. Au début du premier Plan quinquennal les Soviets voulaient collectiviser 10 % des superficies ensemencées, pendant la durée du plan (16). Mais la résistance des paysans fut acharnée, notamment celle des paysans aisés (les Koulaks) ; aussi, brûlant les étapes, le décret du 6 janvier 1930 ordonna-t-il la collectivisation immédiate et totale de l'agriculture ; d'autre part, pour lutter contre la résistance des riches paysans qui n'hésitaient pas à

(15) F. Perroux, *op. cit.*, p. 86.

(16) J. Lescure, *Le Bolchevisme de Staline* (le Régime des Plans). Paris, Domat-Montchrestien, 1934.

tuer leur propre cheptel, la « liquidation » des Koulaks commença sur une grande échelle.

La collectivisation de l'Agriculture s'est effectuée sous deux formes : le kolkhoze et le sovkhoze. Dans le kolkhoze, ou exploitation collective, tous les travaux sont faits en commun, tous les moyens de production sont collectivisés ; un petit bien est laissé au paysan : maison, jardin, volailles, une vache.

Le kolkhoze est dirigé par l'assemblée de ses membres ou leurs délégués, qui élisent chaque année un Comité de direction ; les travailleurs sont répartis en brigades placées sous l'autorité d'un chef responsable. Les difficultés de ce mode d'exploitation sont nombreuses d'après les journaux soviétiques eux-mêmes : l'organisation du travail est mal faite car les cadres changent trop souvent, les frais généraux sont élevés, enfin la répartition des produits de l'exploitation est très compliquée (17) : elle s'effectue en principe selon le travail fourni.

Le sovkhoze est une entreprise d'Etat, le paysan n'y est qu'un travailleur salarié. La récolte est en entier propriété de l'Etat. Le sovkhoze est souvent de taille gigantesque : le « géant » couvre 220.000 hectares et a produit en 1930 : 1 million de tonnes de blé (18) ; il est le plus souvent spécialisé.

Où en est la collectivisation ? Fin 1933 on dénombrait : 224.500 kolkhozes ayant absorbé 15.200.000 exploitations individuelles (soit 66 %) et 10.800 sovkhozes.

(17) Cf. F. Perroux, *op. cit.*, p. 114.

(18) F. Perroux, *op. cit.*, p. 119.

84,5 % des surfaces emblavées en céréales étaient collectivisées (19).

La résistance des « Koulaks » avait été acharnée. STALINE les accusait d'avoir détruit, de 1929 à 1933 : 17 millions de chevaux, 29 millions de têtes de gros bétail, 96 millions de moutons et de chèvres et 9 millions de porcs (20). Il est vrai qu'en contre-partie, si l'on peut dire, 5 millions de paysans ont été exécutés ou déportés de 1931 à 1933 (21).

La presse soviétique, nous l'avons déjà dit, n'a pas caché le mauvais fonctionnement des exploitations collectives ou publiques ; quant au sort des paysans, il a été révélé par les étrangers qui ont travaillé en U. R. S. S. (22) ou par de simples voyageurs, même favorables au régime, comme André GIDE : les paysans vivent dans une misère et une saleté innommables, à côté des bâtiments neufs du parti et des silos ultra-modernes. Tout cela malgré des moyens matériels énormes et des ressources naturelles exceptionnellement favorables (23).

A ne considérer que les statistiques triomphales des plans quinquennaux, l'expérience soviétique n'a déjà que partiellement réussi en agriculture où les résultats sont disproportionnés aux moyens mis en œuvre, mais vue du point de vue de l'existence des paysans, du point de vue humain, c'est un échec et une leçon terribles.

(19) Rapport de Staline au XVII^e Congrès du Parti Communiste (janvier 1934).

(20) Rapport de Staline au XVII^e Congrès du Parti Communiste.

(21) D'après Salleron, *op. cit.*, p. 74.

(22) Cf. par exemple, *J'ai été ouvrier en U. R. S. S.* (1932-35), par A. Smith. *Rev. Universelle*, 15 février 1937.

(23) Il est vrai que 81 % des tracteurs travaillant en 1931 exigeaient une revision complète (XVI^e Congrès du Parti Communiste).

§ 3. — QUE PEUT ESPÉRER L'AGRICULTURE FRANÇAISE
DU SOCIALISME MARXISTE ?

De tout ce qui précède il semble bien qu'il y ait incompatibilité totale entre le socialisme marxiste et une agriculture telle que la nôtre, fondée sur la propriété privée et l'exploitation familiale, et cela quelle que soit l'attitude opportuniste que puisse adopter momentanément un régime socialiste. Le socialisme condamne à mort la classe paysanne en ne voulant voir dans le paysan qu'un producteur comme le mineur ou le métallurgiste ; c'est ce qu'avait fort bien saisi M. LE ROY-LADURIE, secrétaire de l'Union Nationale des Syndicats agricoles, quand il écrivait en 1937 :

« Si les marxistes veulent s'engager sur les trois
« points suivants : 1° sauvegarde du patrimoine fami-
« lial ; 2° fin du libéralisme douanier aux frontières ;
« 3° abandon de la lutte des classes et en même temps,
« abjuration de cette hérésie initiale du marxisme :
« l'industrialisme, facteur exclusif de progrès humain,
« alors nous n'hésiterons pas à déclarer qu'au point de
« vue politique parlementaire nous n'avons pas à avoir
« d'opinion sur eux en tant que parti ! » (24).

Evidemment, mais que resterait-il du marxisme ?

(24) J. Le Roy-Ladurie, *Vers une politique paysanne*. Congrès Syndical paysan de Caen (5-6 mai 1937). Paris, Flammarion, 1937.

CHAPITRE III

LA CORPORATION ET L'AGRICULTURE

Entre l'Etatisme auquel ont été amenés, nous l'avons vu, tous les pays, même partisans en principe du libéralisme économique, et l'agriculture prolétarisée de l'U. R. S. S. un certain nombre de pays ont adopté la solution corporative. En quoi consiste le corporatisme, quel est notamment son intérêt pour l'agriculture, c'est ce que nous allons étudier dans les pages suivantes.

§ 1. — LA « CORPORATION »

Les théoriciens de l'économie politique distinguent généralement le corporatisme « d'association » du corporatisme d'Etat ; le premier étant spontané, le second imposé par l'Etat. Mais dans une étude des réalités, comme la nôtre, la distinction est de peu d'intérêt, d'une part parce que le corporatisme d'association n'existe en fait nulle part et qu'il ne peut éviter l'intervention de l'Etat, seul juge des intérêts supérieurs de la nation, d'autre part parce que le corporatisme d'Etat n'est, en principe du moins, que provisoire ; il crée les organes nécessaires, forme les cadres qui permettront, ... plus tard, d'envisager une certaine autonomie des corporations.

Dégageons plutôt les caractères généraux d'un régime corporatif.

La Corporation est un organisme professionnel ou interprofessionnel ; l'entreprise, unité du régime libéral, n'est plus qu'une fraction de la branche d'activité qui la concerne. Dans le régime corporatif, c'est la Corporation qui est l'Unité économique ; dans cette économie de groupe, l'équilibre économique s'établit entre les Corporations (c'est d'ailleurs ce qui rend très insuffisant le corporatisme « d'association » qui laissera toujours subsister des entreprises « dissidentes », si l'intervention de l'Etat ne se manifeste pas).

La Corporation unit tous les facteurs de la production : capital, talent, travail ; elle est ainsi également opposée à la lutte de classes qui sévit dans les économies libérales, et à la dictature d'une seule classe, dans l'économie bolchevico-marxiste. On conçoit que cette paix sociale ne peut s'établir que par un changement quasi-miraculeux de la mentalité humaine, ou par une action ferme et persévérante de la Corporation, aidée par les pouvoirs publics.

Enfin, juridiquement, la Corporation est un organe de droit public : elle seule représente la profession toute entière et même si l'adhésion à la Corporation n'est pas obligatoire ses règlements s'imposent à tous ses ressortissants ; il en résulte évidemment une diminution de l'autonomie des entreprises et un frein à la libre concurrence ; d'autre part, vis-à-vis de l'Etat, c'est la création de droits professionnels particuliers, et en quelque sorte un démembrement de sa souveraineté. La notion de prix fixé par le libre jeu de l'offre et de la demande disparaît : prix et profits sont réglementés par la Profession et l'Etat.

On comprend que le Corporatisme suppose une certaine conception de l'Etat ; car le Corporatisme a des fins non seulement économiques, mais encore politiques et morales. Il modifie profondément la conception classique du rôle de l'Etat.

En fait, à la base du Corporatisme, il y a toujours la double notion de la primauté de la Nation et de l'Intérêt général sur l'individu et l'intérêt particulier ; et le corporatisme prétend réaliser cette primauté, soit par persuasion, soit par voie d'autorité. En effet, dans tous les régimes corporatifs, nous retrouvons la même défiance de l'individu laissé à lui-même (1) et la conviction que le libéralisme qui laisse les intérêts opposés en présence est incapable d'aboutir à un régime stable et harmonieux. Seule la profession organisée et contrôlée par l'Etat est capable de réaliser cette harmonie (2).

§ 2. — LA CORPORATION ET L'AGRICULTURE

Le régime corporatif, pour ses laudateurs, serait celui qui permettrait le mieux, tout en satisfaisant aux nécessités du progrès technique, de conserver cependant la nature propre de notre agriculture, c'est-à-dire le régime de la petite exploitation.

(1) M. Salazar va jusqu'à parler des « tendances vicieuses de l'humanité » (*Une Révolution dans la paix* ; Paris, 1937, p. 148).

(2) La bibliographie du Corporatisme est déjà considérable ; parmi les ouvrages récents qui comportent une étude des caractères généraux du corporatisme, citons : M. Manoilescu, *Le siècle du Corporatisme*, Paris, 1934 ; M. Bouvier-Ajam, *La doctrine corporative*, Paris, 1937 ; G. Pirou, *Essais sur le Corporatisme*, Paris, 1938 ; F. Perroux, *Capitalisme et Communauté de Travail*, Paris, 1938 ; L. Baudin, *Le Corporatisme*, Paris, 2^e éd., 1942.

Les avantages d'un tel régime ont été maintes fois prônés par tous les défenseurs de la petite propriété paysanne (3) : il assure, nous disent-ils, une grande stabilité à la nation ; en effet des millions de paysans attachés à leur toit et à leurs champs sont un élément de calme et d'équilibre dans un pays, ils forment une base saine d'où les villes tirent et renouvellent leurs populations ; démographiquement les familles paysannes sont les plus nombreuses ; enfin militairement la masse de l'armée est de plus en plus formée de paysans puisque le nombre des ouvriers nécessaires aux fabrications de guerre ne cesse d'augmenter. Economiquement les avantages de la petite exploitation ne sont pas moindres : la petite exploitation produisant un peu de tous les produits qui lui sont nécessaires, le paysan vit en grande partie sur ses propres récoltes ; cette indépendance de l'agriculteur atténue la misère des crises, car tant que la terre produit, la nourriture est du moins assurée.

Le fait que les paysans supportent vaillamment des diminutions considérables de leurs revenus ressort de la baisse considérable de la valeur de la production agricole qui, de 103 milliards de francs en 1929 était tombée à 30 milliards en 1934 (4).

D'ailleurs, pour l'industrie et le commerce, la présence d'une masse considérable de paysans assure une clientèle intérieure stable, c'est pourquoi toute baisse

(3) Cf. notamment, M. Salleron, *Un régime corporatif pour l'agriculture*. Paris, Dunod, 1937, pp. 78 et ss.

(4) Cf. 1^{re} Partie

du pouvoir d'achat des agriculteurs a une répercussion immédiate sur l'économie générale du pays.

Admettons donc la valeur humaine, sociale et économique d'un tel régime ; or nous avons vu que ni le libéralisme, ni l'étatisme et encore moins le marxisme n'étaient capables de sauver l'agriculture, ainsi organisée. La Corporation, c'est-à-dire l'agriculture dirigée et défendue par les paysans eux-mêmes semble bien être la dernière planche de salut d'une agriculture basée sur la petite exploitation familiale, isolée en face d'une Industrie et d'un Commerce disposant de capitaux énormes et utilisant un prolétariat sans cesse croissant.

D'ailleurs, pour faire œuvre durable, il ne suffirait pas de conserver purement et simplement la structure actuelle de notre agriculture. Celle-ci a incontestablement besoin d'être renouvelée, mais cette tâche était rendue impossible par les difficultés immenses auxquelles se heurtaient les paysans. Une agriculture renouvelée, dirigée par sa corporation, peut avoir encore un bel avenir, notamment en s'orientant toujours plus vers des productions de qualité.

Ainsi se dégage la double fin d'un régime corporatif en ce qui concerne l'Agriculture : conserver et fortifier ce qui fait la valeur sociale de sa structure actuelle, améliorer constamment les méthodes et les genres de culture et par là augmenter le niveau de vie des paysans.

Nous allons voir dans les pages suivantes ce qui a été tenté, et en partie réalisé, dans cet ordre d'idées, en Allemagne, en Italie et au Portugal.

§ 3. — LE SYSTÈME CORPORATIF ET L'AGRICULTURE,
A L'ÉTRANGER

1° *L'Allemagne*

A) *La situation de l'Agriculture allemande avant 1933* (5). — L'Allemagne est beaucoup plus industrialisée que la France, mais la population paysanne y reste considérable. D'après la Deutsche Wirtschaftkunde, il y avait en 1925 :

14.373.000 personnes employées dans l'agriculture (soit 23 % de la population) réparties dans 5.140.000 entreprises. Comme en France, c'est l'exploitation moyenne qui domine dans la majeure partie de l'Allemagne ; à l'Est seulement la grande propriété est prépondérante. 88 % des exploitants sont propriétaires, la proportion est donc encore plus grande qu'en France (75 %). Pour achever de caractériser, schématiquement, l'agriculture allemande, nous ajouterons que pour les années 1931-32 la valeur totale de la production agricole, tant végétale qu'animale, était estimée à 10,123 milliards de marks (d'après le Konjunktur statistisches Handbuch).

Mais cette agriculture, malgré son importance, était incapable de suffire à l'alimentation des quelques 65 millions d'Allemands de la République de Weimar. En 1932, par exemple, nous pouvons dresser le tableau suivant :

(5) D'après R. Bertrand, *Le Corporatisme agricole et l'Organisation des marchés en Allemagne*. Paris, Thèse de droit, 1936. 1^{re} Partie.

Sucre, pommes de terre.....	production excédentaire
Lait, veau, porc.....	100 % des besoins
Céréales	96 % » »
Légumes, lard.....	90 % » »
Saindoux	50 % » »
Corps gras végétaux	1 % » »

Le déficit est considérable pour les corps gras ; mais ce tableau lui-même donne une fausse idée de la réalité, car certaines productions (viande, lard) ne sont possibles que grâce à des importations massives de fourrages et d'autres aliments pour le cheptel (6).

Bref, les besoins alimentaires du Reich n'étaient couverts par la production nationale que dans une proportion comprise entre les 2/3 et les 3/4.

Bien plus le chancelier HITLER trouva, à son avènement, une agriculture complètement bouleversée par la crise économique qui sévissait depuis 1929 : la chute des prix agricoles mondiaux paralysait l'exportation des produits en excédent (pommes de terre, seigle, sucre, bière) ; d'autre part la consommation intérieure diminuait massivement, si bien que le pouvoir d'achat des paysans se trouvait encore restreint. Enfin les prix agricoles étaient très inférieurs aux prix industriels ; nous retrouvons ici le phénomène des « ciseaux » (Preisschere), avec toutes les conséquences qu'il entraîne pour l'agriculture.

L'agriculture allemande était très endettée : le capital de sa dette était de 12,4 milliards de marks en 1933 et les intérêts de 1 milliard par an (7) : de nombreuses

(6) 1931-32 : importation de 1.463.000 t. de fourrages, 2.000.000 t. de tourteaux.

(7) H. Laufenburger, *L'Economie allemande à l'épreuve de la guerre*, Paris Librairie de Médecis, 1940, p. 21.

exploitations étaient vendues et tombaient entre les mains de spéculateurs.

Pour remédier à la crise agricole tous les moyens que nous avons vu utiliser en France furent employés : protectionnisme rigoureux, dénaturation des excédents de récolte, limitation de certaines cultures, etc...

Mais le mal était trop profond, de simples mesures économiques sans plan d'ensemble ne pouvaient redresser la situation. Des réformes de structure, tout un plan de renaissance, tant morale que sociale et économique, était nécessaire pour sauver l'agriculture allemande, c'est ce que tenta le III^e Reich, nous allons voir comment et jusqu'à quel point il y réussit.

B) *Le programme.* — Dans les célèbres « Vingt-cinq Points » de 1920 qui constituent le programme de base du parti national-socialiste, seul l'*article 17* faisait allusion à l'agriculture, en exigeant notamment une réforme agraire conforme aux besoins nationaux et des mesures propres à arrêter toute spéculation sur les terres ; c'était un peu vague. A vrai dire, l'attention des nationaux-socialistes sur l'agriculture ne fut éveillée que plus tard, par la crise économique et par les ouvrages de DARRÉ et de ROSENBERG.

En mars 1930, à Munich, une réunion des fonctionnaires du parti fut entièrement consacrée à l'étude des problèmes de l'agriculture, il en sortit un important manifeste qui est à la base de la politique agraire du III^e Reich (8). Tout ce programme est fondé sur l'importance « biologique et économique » de la paysannerie pour

(8) Parteiamtliche Kundgebung über die Stellung der N S D A P zum Landvolk und zur Landwirtschaft. München, 6 mars 1930.

le Reich. C'est la théorie du sang et du sol (Blut und Boden) dont l'union dans la paysannerie constitue la force de la race : « Le gouvernement du Reich veut « conserver la paysannerie comme source du sang du « peuple allemand » (9).

Le programme des premières réalisations était indiqué par DARRÉ : « Tout droit agricole est bienfaisant qui « limite la charge hypothécaire de la ferme, qui pro- « nonce son indivisibilité, qui fixe par une loi le droit « de transmission par héritier unique et qui veille à ce « que le dédommagement des non-héritiers se fasse « dans le cadre des possibilités économiques de la « ferme... Le droit familial des paysans est la clef de la « prospérité ou de la déchéance de la classe des « paysans » (10).

Les premières mesures du III^e Reich ne furent que l'application de ce programme :

1^o Revision de toutes les dettes agraires dont le fardeau fut considérablement allégé ;

2^o Réforme des impôts qui frappaient l'agriculture ;

3^o La loi sur le « bien agricole héréditaire » (29 sept. 1933). Cette loi a pour but de « protéger les exploi- « tations agricoles contre l'endettement et le morcelle- « ment par héritage » (11). Les idées fondamentales de la loi sont résumées dans son préambule : la propriété agricole a une contenance minimum d'une « Ackernäh-

(9) Préambule de la loi sur le bien agricole héréditaire (29 septembre 1933).

(10) W. Darré, *La Race* (trad. fr. de *Blut und Boden*). Paris, Sorlot, 1939, p. 106.

(11) Préambule du Reichserbhofgesetz ».

rung » (étendue suffisante pour nourrir une famille) et au maximum 125 hectares.

Elle est un bien héréditaire (*Erbhof*) si elle appartient à une personne ayant les capacités requises d'un Paysan.

Le propriétaire d'un bien héréditaire est un Paysan (*Bauer*). Seul peut être paysan celui qui est citoyen allemand, de sang allemand et honorable. Les propriétaires d'autres exploitations agricoles ne sont que des agriculteurs (*Landwirt*).

Le Bien héréditaire se transmet indivisiblement à l'héritier de droit (*Anerbe*) (12). Les droits des autres héritiers se limitent aux autres biens du paysan.

Le droit à l'héritage de l'héritier unique ne peut être ni aboli, ni limité par testament (art. 24, 1^o). Enfin le bien héréditaire n'est ni vendable, ni hypothécable, sauf autorisation et contrôle des pouvoirs publics et de la corporation.

L'« *erbfhof* » n'est frappé par aucun impôt de succession ou droit de mutation.

Une juridiction spéciale appelée à connaître des litiges de succession est créée, elle comporte trois échelons : le Conseil des héritiers de droit, le Conseil des Biens héréditaires et le Conseil central du Reich des biens héréditaires.

Le paysan, à l'abri des spéculations immobilières et des successions, peut travailler dans une sécurité com-

(12) L'ordre des héritiers de droit est fixé par l'article 20 : au 1^{er} degré : fils et petit-fils ; 2^e degré : père ; 3^e degré : frère ; 4^e degré : fille ; 5^e degré : sœur. Il est unique, à égal degré de parenté le droit de l'aîné (ou du cadet suivant l'usage de certaines contrées) prime tous les autres (art. 21).

plète. Mais, en contre-partie des avantages qui lui sont ainsi réservés, il doit faire fructifier son bien dans l'intérêt de la nation entière ; d'ailleurs il est sous le contrôle des autorités publiques et de la Corporation, susceptible d'être déchu de ses droits en cas d'indignité.

La politique agricole du III^e Reich a un triple but :

— un but social : établir un nouvel ordre qui supprime la lutte de classe et préserve l'existence de la paysannerie ;

— un but économique : assurer un revenu convenable (*standes-gemäss*) au paysan ;

— un but politique : « accroître par tous les moyens « le potentiel de la production agricole afin d'atténuer « autant que possible la servitude alimentaire vis-à-vis « de l'étranger » (13).

Pour réaliser ce triple but, l'agriculture allemande a été solidement encadrée dans une organisation corporative : le « Reichsnährstand » (R. N. S.) (ou corporation alimentaire). Nous allons décrire cette organisation extrêmement complexe, puis nous verrons comment le système fonctionne et quels résultats ont été obtenus.

C) *La Corporation alimentaire* (Reichsnährstand) (R. N. S.) (14). — Les plans étaient prêts quand les nationaux-socialistes arrivèrent au pouvoir, aussi la réalisation ne tarda-t-elle point et fut menée avec une rare vigueur.

Tout d'abord, le ministre de l'Agriculture du Reich, M. DARRÉ, procéda à une unification des institutions

(13) H. Laufenburger, *op. cit.*, p. 23.

(14) Pour tout ce qui suit, cf. Bertrand, thèse citée, III^e partie, chap. II.

agricoles qui étaient nombreuses, variées et vivaces : syndicats agricoles, coopératives, syndicats du commerce agricole.

La loi du 13 septembre 1933 est la loi de base de la Corporation ; à vrai dire, ce n'est qu'une loi de principe. Elle se borne à autoriser le ministre à organiser la Corporation et les marchés par voie d'ordonnances.

Ce sont ces ordonnances qui contiennent le statut légal de la Corporation ; elles furent rapidement mises sur pied :

Première Ordonnance du Reichsnährstand (8 déc. 1933). Elle pose les principes : la corporation est l'organe de la paysannerie et de l'agriculture allemande, et délimite très vaguement le rôle de la Corporation : elle devra inspirer à ses membres le sentiment de leurs devoirs envers le peuple et l'Etat ! Enfin, le Reichsnährstand sera placé sous l'autorité du « Chef des paysans du Reich » (*Reichsbauernführer*) qui se confondit avec le ministre DARRÉ.

La deuxième Ordonnance du 15 janvier 1934, s'occupe plus spécialement des institutions coopératives. Le mouvement coopératif est soumis au contrôle du R. N. S., mais une assez large autonomie lui est réservée.

La troisième Ordonnance (16 février 1934) rattache à la Corporation, sous certaines conditions, le commerce et les industries transformatrices de produits agricoles.

L'organisation des marchés agricoles est confiée à une section spéciale de la Corporation (*quatrième Ordonnance*, 4 février 1935). Enfin, la *cinquième Ordonnance* crée des juridictions spéciales à la profession agricole (26 février 1935).

1° *Qui fait partie de la corporation alimentaire ?*

La corporation est *obligatoire* pour tous les producteurs agricoles (propriétaires et exploitants), pour les coopératives agricoles et pour le commerce et les industries agricoles.

La corporation est *obligatoire*, le système est totalitaire ne l'oublions pas. Non seulement les règlements corporatifs s'appliquent à tous les agriculteurs, sans quoi pourrait-on seulement parler de corporation, mais l'inscription, l'adhésion et la participation effective aux travaux de la corporation sont obligatoires. Nous nous trouvons incontestablement en présence d'un corporatisme d'Etat.

Les coopératives agricoles font partie de la Corporation, individuellement et par leurs fédérations. Elles conservent leur autonomie, et le ministre de l'Agriculture est président du Groupement National des Coopératives.

Les coopératives ont été respectées parce que précieuses pour l'organisation des marchés. Observons, à titre indicatif, qu'au 1^{er} août 1935 : 42.265 coopératives agricoles étaient dénombrées, dont 20.000 caisses de crédit agricole, 4.075 coopératives d'achat, 7.500 coopératives laitières, etc...

Le commerce et les industries agricoles sont répartis en dix catégories qui englobent tout ce qui touche de près ou de loin à l'agriculture, à la pêche, à la forêt (du commerce de bétail, à la fabrication des conserves de poissons, en passant par la minoterie, la boulangerie, etc...). Le cadre ainsi compris est très large et dépasse de beaucoup, nous le verrons plus loin, ce que, en

France, la loi du 2 décembre 1941 comprend dans la Corporation agricole. C'est qu'en Allemagne le souci d'organiser les marchés agricoles a été prédominant et ce souci a fait entrer dans la Corporation agricole de nombreuses professions commerciales et industrielles, qui en France n'ont de rapports professionnels avec l'agriculture que dans certains groupements interprofessionnels, mais n'ont point accès à la Corporation agricole proprement dite.

Quelles sont les conséquences de l'adhésion au R. N. S. ? Ce sont essentiellement : l'obéissance aux ordres et règlements corporatifs, le paiement des taxes corporatives, enfin un régime juridique spécial.

2° *Comment la Corporation alimentaire est-elle organisée ?*

L'organisation du Reichsnährstand est complexe, touffue, mais l'abondance des organes créés ne doit pas nous tromper, le système autoritaire (*Führerprinzip*) qui est à sa base, comme à celle de toutes les institutions nationales-socialistes, lui donne une grande vigueur et assure la rapidité des ordres et une prompte exécution.

A la tête de la Corporation : le *Chef des Paysans du Reich* (*Reichsbauernführer*) nommé par le Chancelier (c'est le ministre de l'Agriculture). Il est assisté d'un état-major de collaborateurs personnels, chargés essentiellement des missions de propagande et d'information.

Puis, une administration centrale de la Corporation, avec, à sa tête, un chef de l'administration nommé par le *Reichsbauernführer*. Cette administration comprend une section chargée des services généraux, et trois sections spéciales dont nous verrons plus loin le rôle.

Trois collèges consultatifs ont été prévus ; deux seulement fonctionnent : 1° le Conseil Paysan du Reich et 2° le Congrès Paysan du Reich qui se réunit annuellement à Goslar ; ce Congrès est l'occasion de manifestations de propagande politique ou militaire, qui n'ont que peu de rapport avec l'agriculture. Le *Thing* régional ou local est resté à l'état de projet.

Enfin, la Corporation comprend une organisation territoriale. Tout le Reich est divisé en paysanneries : paysanneries locales, paysanneries de cercles et dix-neuf paysanneries de Pays, ayant chacune un chef nommé à leur tête.

Toute cette organisation comporte fatalement un grand nombre d'employés et le danger de bureaucratisation n'a pas échappé aux dirigeants ; il est en partie écarté, car la plupart de ces employés sont eux-mêmes agriculteurs et acceptent bénévolement ce surcroît de besogne. Il n'en reste pas moins que des taxes corporatives assez lourdes sont nécessaires pour subvenir aux frais de cet ensemble complexe.

3° Attributions et fonctionnement de la Corporation agricole.

La Corporation a une compétence quasi-universelle : tous les aspects de la vie du paysan, toutes ses activités, intéressent le *Reichsnährstand* : formation politique et culturelle, intérêts économiques, questions sociales, etc... Nous avons vu que l'administration de la Corporation, outre une section générale, comprenait trois sections spéciales. Les tâches multiples qui incombent à la Corporation sont réparties entre ces trois sections, la première

s'occupant spécialement de l'Homme, la seconde de l'Exploitation et la troisième des Marchés.

Première Section : l'Homme. — La Corporation est chargée de la formation politique et culturelle de la paysannerie (Ordonnance I du R. N. S. du 8 décembre 1933 : la Corporation doit inspirer à ses membres le sentiment de leurs devoirs envers le peuple et l'Etat...). Propagande politique tout d'abord : la Corporation exalte le national-socialisme et fortifie la fidélité de la paysannerie au régime. Par formation culturelle, il faut entendre le développement intellectuel et technique de la paysannerie. Et le III^e Reich s'est attaché à cette besogne avec tous les moyens à sa disposition : presse spéciale, conférences à la radio et au village, films et tournées théâtrales. Enfin, par l'affiliation à l'institution « La Force par la Joie » (*Kraft durch Freude*) le paysan a les mêmes avantages, en matière de loisirs, que les masses ouvrières : voyages, sports, etc...

Deuxième Section : l'Exploitation. — Il s'agit, d'une part, d'améliorer la production et par là le ravitaillement de la nation, d'autre part, d'assurer une meilleure gestion aux exploitations pour le plus grand bien de la paysannerie elle-même. L'enseignement agricole est organisé, les recherches agronomiques largement subventionnées ; des méthodes simplifiées de comptabilité agricole sont mises à la disposition des entreprises. La corporation tient des statistiques, facilite l'achat de machines (en limitant les types... et les prix) et d'engrais. En collaboration avec le service du Travail, le *Reichsnährstand* fait effectuer des travaux d'amélioration du

sol : drainages, irrigation, reboisement; travaux effectués à peu de frais par les jeunes gens du Service du Travail.

Troisième Section : le Marché. — Dans la troisième section de l'administration corporative, un premier groupe s'occupe des institutions agricoles qui ont été intégrées au R. N. S. Un second groupe, de beaucoup le plus important, s'occupe de l'organisation des marchés.

Pour organiser les marchés agricoles, les organes créés sont nombreux et variés ; l'ère des essais, des tâtonnements, a duré particulièrement longtemps.

1° *Les organismes d'Etat.* — Ce furent les premiers créés. Ils ne dépendent que du ministre de l'Agriculture; nous trouvons tout d'abord les quatre offices nationaux créés d'avril 1933 à mars 1934 : Offices des Céréales et fourrages, du Bétail et des produits animaux, des Produits laitiers, des Corps gras. Ils ont deux fonctions essentielles :

a) diriger l'importation : l'Office délivre des bons d'achat aux importateurs, ou achète directement à l'étranger ;

b) diriger le commerce intérieur en organisant le stockage et la répartition des produits ; en fait l'exécution de cette tâche considérable est transférée à des organes corporatifs.

Le Commissaire du Reich aux produits animaux coordonne l'action des offices et des organes corporatifs.

2° *Les organes corporatifs* prévus par la loi du 13 septembre 1933 : si la Corporation dirige directement le marché (§ 2) nous trouvons un délégué et des coopératives (cas du houblon, de la laine).

Les groupements obligatoires (§ 3) ou Unions de marchés (*Marktverband*) sont passés par deux stades.

A. Les « *Unions économiques* » qui groupent toutes les entreprises de même nature à un stade de transformation d'un produit agricole. De très nombreuses unions économiques furent créées ; citons l'U. E. des fabricants de lait condensé, celle des fabricants de fécule, de margarine, etc... Elles avaient pour rôle d'adapter la production à la consommation et d'organiser la profession. Ce fut un échec ; des tendances au monopole se révélèrent et presque toutes les U. E. furent supprimées (celle de la margarine existait encore avant la guerre de 1939).

B. Les « *Fédérations nationales* » (*Hauptvereinigung*) groupent au contraire toutes les professions intéressées à un produit. Ce sont des groupements interprofessionnels. Citons les Fédérations nationales des céréales, du lait, des œufs, de la viande, des pommes de terre, du sucre, des légumes, fruits et vins, de la brasserie, de la pêche, etc...

4° *L'Action du R. N. S.*

Augmenter l'indépendance alimentaire de l'Allemagne était peut-être le premier objectif du R. N. S. Tout a été mis en œuvre pour accroître la production : les superficies cultivables ont été utilisées au maximum, mais, depuis 1936, les grands travaux et les fortifications ont réduit la surface des cultures de 100.000 hectares au moins par rapport à 1933 (15). Par contre, des résultats remarquables ont été obtenus en ce qui concerne le ren-

(15) D'après H. Laufenburger, *op. cit.*, p. 25.

dement, grâce à l'emploi intensif de machines agricoles et d'engrais (16).

L'Allemagne manquait particulièrement, nous l'avons vu plus haut, de matières grasses et de textiles naturels : la production du colza, du lin et du chanvre a été très poussée ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants (17) :

Colza

1935 (avec la Sarre) ..	33.555 ha.	59.000 t. d'huile (36 %)
1939 (avec les Sudètes)	46.452 ha.	128.000 t. et tourteaux

Lin

86.000 tonnes de filasses par an pour la période 1933-37	
146.000 tonnes en.....	1938

Chanvre

25.000 tonnes de filasses en	1935
59.000 tonnes » » »	1938

De même, pour améliorer l'approvisionnement des villes, la culture des fruits et légumes et l'élevage de la volaille se sont développés. Le cheptel avait légèrement augmenté, mais la consommation de viande augmentait également, si bien que la situation reste la même.

D'après M. LAUFENBURGER dans son étude sur l'*Economie allemande à l'épreuve de la guerre*, la situation avant le conflit actuel serait la suivante : la production des textiles naturels reste très insuffisante (6 % des

(16) D'après H. Laufenburger, *op. cit.*, p. 25, l'augmentation des rendements à l'hectare serait la suivante :

	1929-34	1938
Seigle	17,3 quintaux	18 quintaux
Froment	20,1 »	26,6 »
Avoine	19,2 »	25,6 »
Orge	20 »	26,7 »
Pommes de terre.....	156,9 »	173,3 »

(17) Chiffres cités par H. Laufenburger, *op. cit.*, p. 28.

besoins en 1938) ; d'ailleurs, l'effort du III^e Reich porte davantage sur la fabrication de textiles artificiels. La production en pommes de terre et en sucre continue à être suffisante ; celle des céréales l'est également, sauf dans les années exceptionnellement mauvaises. Enfin, en ce qui concerne les corps gras, le déficit reste très important, puisqu'à une consommation d'environ 21.5 millions de tonnes ne correspond qu'une production de 12 millions de tonnes.

Un gros progrès avait été accompli, mais malgré tout, le déficit en produits alimentaires restait important. Le gouvernement allemand a pu, dans une certaine mesure, le réduire, en dirigeant la consommation par les prix et par le rationnement.

Mais le R. N. S. n'a pas seulement un but autarcique : il s'agissait également d'assurer un revenu convenable aux paysans et d'empêcher une répercussion intégrale de la valorisation des produits agricoles sur le consommateur. Les chiffres indiqués par l'Institut für Konjunkturforschung en 1937 semblent assez satisfaisants à ce double point de vue (18) :

	Avril 1933	Avril 1937
Prix de gros agricoles.....	100	127
Coût de la vie.....	100	111,7

Ces résultats n'ont pu être obtenus que par une politique des prix très serrée.

La loi de l'offre et de la demande ne doit plus fixer le prix des denrées agricoles qui sont des produits vitaux pour la nation et non des matières à spéculation.

(18) Cités par P. Pflimin et H. Laufenburger, *La Nouvelle structure économique du III^e Reich*. Paris, Librairie Générale de Droit, 1939, p. 86.

Le « juste prix » doit tenir compte de tous les intérêts en cause : ceux du producteur, du commerçant, du consommateur, et des intérêts supérieurs de la Nation. C'est donc un compromis. En ce qui concerne plus particulièrement les prix agricoles : le paysan ne domine pas ses prix de revient au même degré qu'un industriel : les conditions naturelles et les impondérables (intempéries) restent difficilement modifiables. Cependant, le prix de revient de l'entreprise la plus défavorisée ne servira pas forcément de base au « juste prix ». L'intérêt national, c'est-à-dire en l'occurrence la rareté du produit, pourra l'exiger, sinon le juste prix se rapprochera du prix de revient moyen, modifié éventuellement par des considérations économiques ou sociales. Enfin le « juste prix » doit assurer au paysan un niveau de vie décent (19).

Le juste prix ainsi fixé et stabilisé (20) déterminera les conditions de l'offre et de la demande, il servira de régulateur au marché (*Marktregulierung*).

Afin que la revalorisation des produits agricoles ne se répercute pas entièrement sur le coût de la vie, le profit des intermédiaires, négociants et transformateurs a été contrôlé et limité, leur nombre a été réduit ; le profit variable s'est transformé en un taux fixe du chiffre d'affaire.

En outre, la hausse du prix des denrées vitales est « diffusée » : c'est ainsi que le prix de la tonne de seigle

(19) Cf. H. Laufenburger, *La réorganisation économique et sociale de l'Allemagne*, Paris, 1941, pp. 18 et ss.

(20) Les prix ont été, en principe, stabilisés au 17 octobre 1936 (ordonnance du 26 nov. 1936).

a été relevé de 160 à 180 marks en avril 1937 ; le poids de cette hausse n'a pas été supporté par les utilisateurs de seigle, mais pris, au moyen de taxes compensatrices, sur les bénéfices des sucreries, des meuneries et des brasseries. La hausse du seigle a donc été financée exclusivement par des prélèvements sur des bénéfices qui n'autorisent aucune hausse des prix des industries qui les subissent (21). Tant qu'il y aura des bénéfices à amputer le consommateur ne subira donc aucune répercussion.

Pour que le système fonctionne, il est nécessaire que les autorités publiques par l'intermédiaire du R. N. S. puissent suivre le produit de la production à la consommation ; s'il y a des fuites dans le circuit, il y a « marché noir » et l'équilibre péniblement atteint est rompu.

Ce contrôle permanent est effectué par les Unions Economiques ou par les Fédérations nationales ; prenons par exemple le circuit du blé (22) : le paysan, depuis l'ordonnance du 27 juillet 1937, doit livrer l'intégralité de sa récolte à la Fédération Nationale des Céréales. Celle-ci alloue à chaque moulin un contingent d'écrasement de base (moyenne 1927-32) et un contingent annuel de mouture selon les besoins du marché. Les boulangers à leur tour, ont vu leur fabrication limitée à certains types de pains, dont le prix est fixé bien entendu.

S'il n'y a pas d'industries transformatrices, le contrôle est plus difficile : le bétail est vendu obligatoirement sur certains marchés ; pour les fruits et légumes, les producteurs doivent déclarer leurs envois et les com-

(21) Pflimin et Laufenburger, *op. cit.*, p. 100.

(22) Pflimin et Laufenburger, *op. cit.*

merçants ou utilisateurs leurs besoins. La grande victime du système, c'est le commerçant qui tend à ne plus être qu'un distributeur à rétribution fixe !

Il est assez difficile de juger les résultats obtenus par le Reichsnährstand dont l'action a été faussée par l'effort exigé de tout le pays pour le réarmement et la guerre.

D'autre part, si le système nous paraît, à juste titre, d'un étatisme rigoureux, il ne faut pas oublier que le R. N. S. est inséparable des théories totalitaires nationales-socialistes et même de la conception allemande de l'Etat.

Cependant, ces deux points étant admis, on peut dresser le bilan de l'activité du R. N. S. avant l'ouverture des hostilités en 1939.

La décadence de la paysannerie allemande en tant que classe sociale a été nettement arrêtée ; le paysan a retrouvé sa sécurité grâce au nouveau statut juridique des propriétés ; par le service obligatoire du travail les jeunes gens des villes sont régulièrement mêlés aux travaux des champs, le fossé entre citadins et paysans s'est donc comblé ; par contre, l'œuvre de colonisation intérieure n'a eu que peu de succès, largement contrebalancé par l'appel de main-d'œuvre provoqué par l'équipement autarcique de la nation : l'agriculture manque de main-d'œuvre.

Le niveau de vie des paysans a été amélioré, mais les prix de revient ont tendance à augmenter du fait de la loi du rendement décroissant (23).

(23) D'après le Dr Reischle (chef d'Etat-Major du R N S), le solde passif de l'agriculture allemande pour l'exercice 1937-38 serait de 4,5 milliards de marks.

En ce qui concerne l'indépendance alimentaire du Reich, le premier souci des dirigeants allemands, de gros progrès ont été réalisés nous l'avons vu, mais l'extension des cultures sous l'influence des prix élevés trouve dans la loi naturelle du rendement décroissant et dans l'inélasticité de la production agricole, des limites difficilement franchissables (24).

2° *L'Italie*

L'Italie reste un pays fortement agricole : le recensement de 1931 dénombrait 19.713.898 ruraux, soit 48,6 % de la population. Les petits propriétaires y sont nombreux, ils représentent 1.537.862 familles, soit 38,4 % des familles paysannes, mais les 9/10 d'entre eux ne possèdent pas plus d'un demi-hectare et doivent travailler chez autrui. Toutes leurs parcelles réunies n'atteignent que 3 millions d'hectares sur un territoire agricole de 22 millions d'hectares (25).

En outre, le prolétariat agricole est encore nombreux (1.360.036 familles), sa situation est assez misérable : ce sont des journaliers. Ce sont eux qui après la grande guerre, aux cris de « La terra ai contadini », occupèrent les fermes et assiégèrent les grandes exploitations. Le fascisme rétablit l'ordre, mais le problème subsista, aggravé par l'arrêt de l'émigration.

Le corporatisme italien n'est pas l'application d'un schéma préétabli, il s'est adapté peu à peu au milieu et

(24) Laufenburger et Pflimin, *op. cit.*

(25) G. Jacquemyns, *La politique rurale de l'Italie fasciste*. Bruxelles, 1936, p. 24.

aux circonstances. C'est en ce sens qu'il est opportuniste et empirique (26).

C'est en 1921 que furent constitués les premiers syndicats fascistes, dès juin 1922 les syndicats fascistes comptent 470.000 membres, dont 275.000 ruraux (27) ; malgré les éléments avancés du parti fasciste (Rossoni) le principe du syndicat mixte est rejeté.

La loi du 3 avril 1926 intègre le syndicalisme dans l'Etat fasciste : le syndicat n'est plus un instrument de lutte des classes, la grève et le lock-out sont interdits, les conflits sociaux sont réglés par une magistrature du travail, à large base professionnelle. Le syndicat doit servir le régime : pour être reconnu, il faut que ses dirigeants soient agréés par le parti.

Par contre le syndicat, dès lors qu'il groupe un dixième des salariés de la profession et de la circonscription, a le monopole de la représentation professionnelle ; l'adhésion au syndicat n'est pas obligatoire, mais ses prescriptions s'imposent à tous.

L'organisation syndicale est simple : à la base le syndicat local, au deuxième degré la Fédération provinciale, au sommet les Fédérations nationales et la Confédération nationale. C'est ainsi que pour l'agriculture il existe deux Confédérations nationales, l'une pour les employeurs, l'autre pour les employés.

La Confédération nationale fasciste des agriculteurs réunit 6 Confédérations nationales et 92 Fédérations provinciales dont chacune comprend 4 syndicats provin-

(26) L. Baudin, *Le Corporatisme*. Paris, 2^e éd., 1942, p. 62.

(27) Rosenstock-Franck, *L'Economie corporative fasciste en doctrine et en fait*. Paris, 1934, p. 37.

ciaux (agriculteurs ne cultivant pas directement, cultivateurs, propriétaires de terres affermées, et dirigeants salariés de grandes entreprises agricoles).

La Confédération nationale fasciste des travailleurs de l'agriculture réunit également 6 Confédérations (petits cultivateurs propriétaires, colons et métayers, salariés et journaliers, ouvriers spécialisés, pâtres et bergers, employés forestiers) et 92 Unions provinciales (28).

Le décret du 2 juillet 1926 créa le Ministère des Corporations et le Conseil National des Corporations, mais l'élaboration du système corporatif fut longue et ce n'est que huit années plus tard que la Corporation reçut son statut : la loi du 5 février 1934 (29).

La Corporation est créée par décret du chef du Gouvernement, sur proposition du Ministre des Corporations et après avis du Comité Corporatif Central (qui était chargé de la réalisation de l'édifice corporatif). Elle est présidée par un Ministre ou un sous-secrétaire d'Etat, ou par le Secrétaire du parti fasciste ; comme on le voit la liaison entre les pouvoirs politiques et la direction économique de la Nation est très étroite, puisque les hauts dignitaires du Gouvernement sont en même temps à la tête des Corporations.

Le décret de création d'une Corporation fixe le nombre de ses membres, leur origine (parti fasciste, syndicats), les sections qui seront établies à l'intérieur de la Corporation. La Corporation ne supprime pas le

(28) Tableau dressé au 1^{er} janvier 1932 par L. Rosenstock-Franck, *op. cit.*, p. 420.

(29) Cf. Lescure, *Le nouveau régime corporatif italien* (loi du 5 févr. 1934).

Syndicat, elle lui est supérieure, et bon nombre de ses membres sont membres dirigeants des syndicats.

L'article 8 de la loi du 5 février 1934 fixe les pouvoirs de la Corporation ; ils sont très étendus, dictatoriaux même, et la Corporation est réellement la tête de la profession.

En matière de contrats collectifs, de salaires, de prix, de production et de circulation des produits, la Corporation dispose de pouvoirs quasi-absolus et toutes ses décisions ont force légale une fois approuvées par le chef du Gouvernement.

En outre, des accords entre les Corporations assurent le contrôle de l'ensemble de l'activité économique ; enfin les Corporations ont un rôle consultatif vis-à-vis des administrations, et servent d'organe suprême de conciliation en matière de conflit collectif du travail.

Le système peut paraître excessivement centralisé et autoritaire, mais il ne faut pas oublier le but dans lequel il a été créé : donner au Gouvernement un moyen d'action efficace sur l'économie italienne ; on ne peut juger sainement le système corporatif italien qu'à travers la politique générale fasciste. Or en matière économique et sociale, le régime italien a toujours tendu à développer au maximum les ressources d'un pays plutôt pauvre afin d'assurer autant que possible son indépendance économique, d'autre part à faire supporter cet immense effort au pays en contrôlant sévèrement les prix et en maintenant la paix sociale.

A ce double point de vue répondent les Corporations, totalement intégrées dans le régime et cependant professionnelles.

22 Corporations furent créées successivement, englobant chacune toute une branche de la production. La corporation italienne pour une production donnée comprend tout le cycle de la production du produit brut au produit fini, englobant toutes les industries de transformation et les commerces s'y rattachant, c'est ce qu'en France nous appelons un Groupement Interprofessionnel.

Les huit premières Corporations intéressent l'agriculture (créées par le décret du 29 mai 1934). Ce sont :

1°	La Corporation des Céréales,	avec 8 sections et 36 membres			
2°	»	de l'Horticulture, de la Floriculture et des fruits..	» 7	» » 32	»
3°	»	de la Viticulture	» 8	» » 32	»
4°	»	de l'Huile.....	» 7	» » 25	»
5°	»	de la Betterave et du Sucre....	» 6	» » 15	»
6°	»	de l'Elevage et de la Pêche....	» 10	» » 42	»
7°	»	du Bois	» 10	» » 33	»
8°	»	des Prod. text.	» 20	» » 52	»

Huit Corporations avec 76 sections, cela peut paraître beaucoup pour la seule agriculture, mais dans chacune de ces corporations il y a en fait des sections qui représentent des professions qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'agriculture, ce sont des commerces et des industries de transformation, qui n'auront aucune place dans la Corporation agricole française, sinon dans les groupements interprofessionnels où ils seront en rapport avec les producteurs.

Je donnerai, à titre d'exemple, le tableau des sections de la Corporation des Céréales (30) :

SECTIONS	MEMBRES	
1° Culture des céréales	7 employeurs	7 salariés
2° Industrie du battage.....	1 »	1 »
3° Minoterie, riz et pâtes.....	3 »	3 »
4° Boulangerie	1 »	1 »
5° Commerce des céréales et des produits dérivés	3 »	3 »
6° Techniciens agricoles.....	1 membre	
7° Coopératives	1 »	
8° Artisans	1 »	
	plus 3 repr. du parti fasciste	

Le « cycle de production » est bien complet : la Corporation des Céréales peut ainsi travailler en tenant compte de tous les intérêts mis en jeu ; on peut discuter sur la répartition des membres (les producteurs n'ont que les 2/5 des membres de la Corporation, en tenant compte il est vrai des trois représentants du parti, neutres professionnellement) mais il serait éminemment dangereux de laisser des pouvoirs aussi étendus aux seuls producteurs par exemple. Pour donner un autre exemple, dans les vingt sections de la Corporation du Textile il n'y en a que quatre qui soient réellement agricoles : ce sont la 2^e section : élevage du mouton ; la 4^e : élevage des vers à soie ; la 5^e : culture du mûrier ; la 9^e : culture du lin et du chanvre.

Chaque corporation est un organe de l'Etat, elle ne possède pas la personnalité juridique, ses fonctions essentielles sont, en résumé :

(30) Pour le détail des autres corporations, cf. Bodin de Galemberg, *Le Régime Corporatif Italien*. Thèse de droit, Paris, 1935 (t. 85), pp. 48 et ss.

d'établir des règles générales de travail,
de maintenir la paix sociale,
d'ordonner et d'améliorer la production.

Ajoutons qu'en 1934, M. MUSSOLINI était président de toutes les Corporations, la liaison entre le Politique et l'Economique est solidement assurée et le Politique prime l'Economique. L'Etat fasciste intègre complètement l'activité corporative. Il ne peut d'ailleurs y avoir de doute sur ce point ; le Conseil National des Corporations nous a donné lui-même une définition de la Corporation italienne (31) :

« Le Conseil national des Corporations :

« définit les Corporations comme l'instrument qui,
« sous l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale,
« organique et unitaire des forces productives, en vue
« du développement, de la richesse, de la puissance
« politique et du bien-être du peuple italien ;

.. .. .

« Assigne comme tâches spécifiques aux Corpora-
« tions, celles de conciliation, de consultation, avec
« caractère obligatoire dans les problèmes de plus
« grande importance, et par l'entremise du Conseil
« National des Corporations, celle d'édicter des lois
« régulatrices de l'activité économique de la Nation. »

Cette motion est très nette : la Corporation fasciste est intégrée et pour ainsi dire identifiée à l'Etat. Il ne peut en être autrement dans l'esprit du chef de l'Etat italien qui déclarait, quelques jours plus tard : « Pour
« faire le Corporatisme plein, complet, intégral et révo-

(31) Motion votée le 13 novembre 1933.

« lutionnaire, il faut trois conditions : un parti unique, « un Etat totalitaire, une période de très haute tension « idéale... » (32).

La nature de la Corporation fasciste étant ainsi définie, par ses auteurs eux-mêmes, quelle fut son action en matière agricole ?

L'ordre a été rétabli dans les campagnes, sans les Corporations à vrai dire, mais le fait n'en est pas moins appréciable.

Les Corporations, malgré leur appareil solennel, ont travaillé ; par exemple, à l'ordre du jour de la première réunion de la Corporation de l'Elevage et de la Pêche (7 janvier 1935) les questions qui intéressaient l'agriculture étaient les suivantes : 1° défense de l'industrie fromagère (mesures prises : contrôle de la qualité, proposition de tarifs douaniers, propagande pour l'exportation). 2° Mesures à prendre pour augmenter la consommation du lait et ses emplois industriels (propagande intérieure, installations frigorifiques, matières synthétiques tirées de la caséine), etc... (33).

Mais comme l'action du gouvernement italien se confond en fait avec l'action des Corporations, ce sont les grandes lignes de la politique rurale fasciste que nous allons brièvement décrire.

1° *La colonisation interne* : des phénomènes de migration saisonnière ou continue étaient inévitables en Italie où des régions très pauvres coexistent avec des

(32) Discours de Mussolini au Conseil National des Corporations, le 19 novembre 1933.

(33) Cf. Bodin de Galembert, thèse citée, p. 91.

régions fertiles. Les montagnes se dépeuplaient, la vallée du Pô se surpeuplait.

Un Comité permanent pour les migrations internes avait été créé en 1924, il avait surtout un rôle d'Etude. Le décret du 26 juin 1930 le transforme en Commissariat pour la migration et la colonisation interne. La loi du 9 avril 1931 lui assigne un double but : lutter contre le chômage en facilitant le transfert momentané des travailleurs en vue des travaux saisonniers ou temporaires; créer des nouveaux centres de vie en transplantant définitivement un grand nombre de familles.

C'est ainsi que de 1930 à 1933, 31.149 personnes ont été transférées à l'intérieur du royaume, et 7.243 aux colonies (34).

Après 1933, l'activité du Commissariat s'est accrue au fur et à mesure que s'achevaient les travaux de bonification intégrale.

2° *La politique de ruralisation et la bonification intégrale* : Le fascisme voulait être un mouvement essentiellement rural (35). Il se défie des grandes villes, foyers d'agitation politique ; il leur reproche, à juste titre, d'affaiblir la race tant quantitativement que qualitativement.

Et surtout la ruralisation vise à assurer l'autonomie de l'Italie en matière alimentaire.

La bonification ne consistait, à l'origine, qu'en de simples travaux d'assainissement de régions rendues

(34) D'après G. Jacquemyns, *op. cit.*, p. 51.

(35) Discours de Mussolini aux paysans de Pescarolo (24 octobre 1924).

malsaines par des eaux stagnantes ; son but essentiel était de lutter contre la malaria (36).

Au moment de la marche sur Rome, les travaux de bonification s'étendaient à 1.120.000 hectares, dont 597.000 achevés et 623.000 en cours. De 1822-1891 à 1912-1921, la mortalité par la malaria avait diminué des 6/7. Dans les régions bonifiées la population s'était accrue de 64 % et la production d'environ 900 millions de lires par an. Un effort d'un demi-siècle avait porté des fruits (37).

Le fascisme entend faire jouer à la bonification un double rôle : les grands travaux doivent contribuer à absorber le chômage ; l'accroissement de la production doit accroître l'indépendance alimentaire de l'Italie.

La bonification sera intégrale parce qu'elle répond à des fins non seulement économiques mais encore politiques et sociales, parce qu'elle ne se limite pas à des travaux hydrauliques, parce qu'aux travaux publics sont intégrés des travaux privés. Le texte essentiel est la loi MUSSOLINI du 24 décembre 1928 (refondue par le décret du 13 février 1933). En 1929, Arrigo SERPIERI, spécialiste de la question, est nommé sous-secrétaire d'Etat à la bonification intégrale.

L'activité bonificatrice prévue porte sur 2.358.000 hectares marécageux soumis à bonification hydraulique, sur 5.585.000 hectares soumis à la culture extensive et à transformer du point de vue foncier, sur une superficie égale de terrains montagneux, soit près du tiers du royaume ! (38).

(36) Par exemple : la loi Baccarini du 25 juin 1882.

(37) D'après G. Jacquemyns, *op. cit.*, p. 83.

(38) D'après G. Jacquemyns, *op. cit.*, p. 105.

Le montant des travaux prévus par la loi MUSSOLINI était évalué à 7 milliards (39), ils devaient durer quatorze ans.

La participation de l'Etat est en moyenne de 68 % pour les travaux de bonification hydraulique, de 42,5 % pour les travaux d'irrigation du Sud et des Iles, de 40 % pour ceux du Nord, de 25 à 30 % pour la construction des villages (40).

Comment sont organisés les travaux ? Le rôle prépondérant est assuré par le consortium de bonification, qui n'est qu'une association syndicale de propriétaires. C'est un organe de droit public, il lève des impôts pour exécuter les travaux que l'Etat lui concède. Les consortiums, bien que subventionnés par l'Etat, ont eu de grosses difficultés financières. En 1934 il y avait 1.292 consortiums intéressant une superficie de 6.143.403 hectares (41).

D'autre part une grande partie des travaux de bonification ont été concédés à l'œuvre nationale des Anciens Combattants, notamment dans les « Marais Pontins ». L'œuvre achète les terres soumises à bonification, exécute les travaux, fait construire des fermes qu'elle loue ou vend à terme à des colons pauvres. C'est ainsi que dans les « Marais Pontins » plus de 41.600 hectares avaient été assainis ; jusqu'en 1936, trois centres ont été inaugurés : Littoria, Saubaudia et Pontinia.

Ces travaux, très coûteux, absorbent une main-

(39) Rosenstock-Franck, *op. cit.*, p. 337.

(40) *Idem*.

(41) G. Constanzo, *La bonification intégrale en Italie*, Institut International d'Agriculture. Bulletin mensuel, Rome, XXV^e année, n° 5, mai 1934, p. 178.

d'œuvre considérable et permettent d'installer de nombreuses familles rurales. Ils contribuent à l'amélioration de la production agricole italienne. Mais en Italie le sol et le relief limitent plus qu'ailleurs les possibilités, c'est pourquoi le régime fasciste s'orientait vers une politique impériale. La politique rurale n'a eu que des résultats limités ; le système des corporations de produit favorise peut-être l'action économique du Gouvernement, mais brise l'unité de la classe paysanne.

Si, quittant l'agriculture, nous envisageons l'ensemble du système corporatif italien, nous sommes obligés de constater une évolution très marquée vers l'étatisme.

La loi du 5 février 1934 avait déjà accentué la primauté de l'Etat en mettant les Corporations sous l'autorité directe du chef du Gouvernement et en leur accordant des pouvoirs très étendus en matière de normes, d'accords entre syndicats et de tarifs ; or, pour toute cette réglementation très importante, c'est en définitive le Chef du Gouvernement qui décide par un décret.

La guerre d'Ethiopie et les sanctions économiques décidées par la Société des Nations ont accentué cette orientation : la Corporation est devenue l'instrument de l'autarcie, son seul but n'est plus que de « réaliser le « plus rapidement possible le maximum d'autonomie « dans la vie économique de la nation » (MUSSOLINI, 23 mars 1936).

Cependant il faut reconnaître que cette emprise de l'Etat sur toute la vie économique de la nation n'est pas le résultat d'un plan préconçu du fascisme, mais plutôt l'effet d'événements politiques : la révolution fasciste et

la nécessité de rétablir l'ordre dans la rue et dans les usines, la crise économique mondiale, enfin la guerre et les sanctions.

3° *Le Portugal*

Nous avons décrit deux systèmes corporatifs, différents l'un de l'autre, mais tous deux créés pour des fins essentiellement politiques. Le Portugal, sous la direction de M. SALAZAR, assigne de toutes autres fins au Corporatisme ; la conception du rôle de l'Etat n'est plus totalitaire : « Au Portugal l'Etat est supérieur aux individus » et aux corps constitués, mais il n'est pas tout-puissant » et il reconnaît des limites d'ordre moral. De plus on « ne veut pas introduire l'Etat dans la vie privée, ce que » MUSSOLINI a été obligé de faire » (42).

Le corporatisme portugais n'est inspiré par aucun exemple étranger : il ne se réfère qu'à la tradition corporative médiévale portugaise, il reste fidèle aux théories sociales de l'Eglise catholique exprimées dans l'Encyclique « *Quadragesimo Anno* ».

M. SALAZAR a d'ailleurs très nettement indiqué les limites qu'il assignait au nouvel ordre qu'il crée :

« ...il faut éloigner de nous la tendance à la formation de ce qu'on pourrait appeler l'Etat totalitaire. »
« L'Etat qui subordonnerait tout sans exception à l'idée »
« de nation ou de race par lui représentée, en morale, »
« en droit, en politique et économie, se présenterait »
« comme un être omnipotent, principe et fin de lui-même, auquel devraient être assujetties toutes les »

(42) Déclaration de M. Pereira, Secrétaire d'Etat aux Corporations, dans Léon de Poncins, *Le Portugal renaît*. Paris, 1936, p. 124.

« manifestations individuelles ou collectives, et pourrait
« donner naissance à un absolutisme pire que celui
« auquel les régimes libéraux avaient succédé. Un Etat
« pareil serait essentiellement païen, incompatible par
« sa nature avec le génie de notre civilisation chrétienne... » (43).

Quel intérêt présente l'organisation corporative pour l'Etat : elle lui permet de « tirer bénéfice de toutes
« les forces productrices, tout en maintenant les principes de la propriété privée, de l'initiative particulière, de la concurrence modérée et tout en usant de son
« autorité pour réprimer les abus » (44).

Mais les intérêts de la production eux-mêmes « doivent se subordonner non seulement à ceux de l'économie nationale dans son ensemble mais aussi à la
« finalité spirituelle ou destinée supérieure de la Nation
« et des Individus qui la constituent » (45).

C'est pourquoi, nous le verrons plus loin, les vingt-cinq sections de la Chambre Corporative embrassent l'ensemble des activités de la nation : intérêts spirituels et moraux, sciences et lettres, sports, défense nationale, etc...

La Constitution du 13 mars 1933 (modifiée en 1935) consacre le principe corporatif. L'organisation corporative du Portugal s'est faite lentement, M. SALAZAR a voulu que la Corporation entre dans les mœurs portugaises.

Actuellement des organismes très divers coexistent,

(43) Salazar, *Une révolution dans la paix*. Paris, 1937, p. 214.

(44) Salazar, *op. cit.*, préface, p. XXV.

(45) Salazar, *op. cit.*, p. 218.

en outre une terminologie prêtant à confusion rend assez complexe l'étude de l'organisation professionnelle actuelle du Portugal.

On peut distinguer des organismes créés par l'Etat et qui sont sans doute destinés à être remplacés par les Corporations, et les institutions proprement corporatives (46).

Les Commissions régulatrices, les Juntas nationales et les Instituts font partie du premier groupe.

Les Commissions régulatrices sont destinées à harmoniser l'importation avec les nécessités de la production métropolitaine et coloniale. Par exemple la Commission régulatrice du riz a été fondée en 1933, elle contrôle les importations et organise la production du riz dans le cadre impérial ; les résultats obtenus valent la peine d'être signalés (47) :

	IMPORTATION	PRODUCTION
	(en millions de Kg.)	
1932.....	39	34
1935.....	18	51
1937.....	1.000	84

La Commission régulatrice du coton fut créée en 1937, mais dès 1932 une Société pour la production du coton aux colonies avait été subventionnée par l'Etat portugais (8 millions d'escudos). Ici également les résultats sont remarquables puisque la production passa de

(46) Cf. Comité Central de l'organisation professionnelle : le Portugal, son organisation économique, professionnelle et sociale. Document n° 7, 25 décembre 1938.

(47) *Id.*, p. 25.

100 tonnes en 1932 à 11.500 tonnes en 1937, soit de 2 % à 33 % de la consommation (48).

Les Commissions régulatrices sont alimentées par une taxe à l'importation.

Les *Juntas nacionales* sont plus spécialement chargées de l'organisation de l'exportation : la junta des fruits, la junta du liège, celle des résineux ont organisé le contrôle de la qualité, le calibrage des fruits, créé une marque nationale, toutes mesures qui ont permis d'augmenter les exportations.

Les *Instituts* contrôlent également la qualité des produits destinés à l'exportation (Institut des vins de Porto, Institut des Conserves), ou bien ils sont un rôle de coordination : Institut national du Pain.

Les organismes proprement corporatifs comprennent, en ce qui concerne l'agriculture, des organismes primaires : les *gremios*, des organismes secondaires : les Fédérations régionales ou nationales, des organismes centraux : le Conseil corporatif et la Chambre corporative.

A la base, les *gremios* ou syndicats. Il en existe deux catégories :

1° Le *gremios* proprement dit ou *gremios* de produit, c'est un groupement patronal spécialisé. Il est créé sur l'initiative du ministère de l'Agriculture : il est obligatoire pour les entreprises de la catégorie ; le cadre du *gremios* est soit le district (ex. : la meunerie), soit la région (ex. : exportateurs de vins de Porto). Le *gremios* fixe les prix, réglemente le commerce et sert d'organe consultatif auprès des pouvoirs publics.

(48) *Idem.*

2° Le « *gremios da lavoura* » ou *gremios* agricole : c'est le groupement professionnel des paysans (loi du 20 mai 1937) ; le *gremios* de produits, quand il existe, constitue une section spécialisée au sein du *gremios* agricole. Il est créé en principe un *gremios* agricole par circonscription municipale (49) ; toutefois, à la commune subsiste parfois une « Maison de culture » qui n'est autre qu'un ancien syndicat local et qui tient le rôle d'une délégation du *gremios*. Les *gremios* agricoles ont avant tout un rôle social : ils doivent avant tout améliorer le sort des populations rurales (création de coopératives, de caisses de crédit agricole) ; parfois ils se chargent de vendre les produits pour le compte de leurs adhérents.

Les organismes secondaires : ce sont les grandes associations spécialisées : Fédérations des producteurs de blé (décret du 28 mai 1932), Fédération Nationale des Industriels de la Meunerie (décret du 18 juillet 1934), les Fédérations régionales de Viticulteurs, et les Fédérations provinciales de *gremios* agricoles, créées par la loi du 20 mai 1937.

Ce sont les Fédérations qui sont chargées de l'œuvre admirable des « Maisons du Peuple » (décret du 23 septembre 1933). Cette institution qui groupe tous les chefs de famille de chaque commune est chargée de la prévoyance et de l'assistance dans le cadre communal. En outre, par son rôle éducatif, elle contribue à améliorer le niveau social des populations rurales.

Les organismes centraux n'ont pour le moment qu'un rôle consultatif : aucune Corporation n'a été créée,

(49) Groupe de plusieurs communes.

mais la Chambre corporative (décret du 27 novembre 1934) existe déjà avec ses vingt-cinq sections dont quatre concernent l'agriculture, ce sont les sections des céréales et de l'élevage, des vins, des produits forestiers, des productions agricoles non différenciées ; elle n'a qu'un rôle consultatif.

Le Conseil Corporatif, créé par le décret du 15 août 1934 et composé de ministres et de professeurs, n'est qu'un organe d'étude pour tout ce qui concerne la mise sur pied du régime corporatif.

Quel rôle doivent assumer les organes corporatifs ? il est triple : social, économique et politique (50).

En matière sociale la Corporation et ses organes à tous les degrés sont chargés de l'éducation professionnelle, du placement de la main-d'œuvre, de la conclusion des contrats collectifs, de la création et du contrôle des institutions de prévoyance. Economiquement la Corporation doit établir et faire observer les règles générales obligatoires relatives à la discipline interne de la profession et à la coordination des activités.

Enfin, politiquement, les organes corporatifs prennent part à l'élection des Conseils municipaux et des Conseils de province, ainsi qu'à la constitution de la Chambre corporative.

Le corporatisme portugais est une création de l'Etat, mais le rôle de celui-ci n'est que provisoire, « l'organisation corporative deviendra, sous le haut contrôle des pouvoirs publics, le type de l'économie auto-dirigée : pour chaque branche de la production elle assurera à la fois la solidarité des intérêts du capital et

(50) Cf. Comité Central de l'Organisation Professionnelle, *op. cit.*

« du travail dans l'ensemble de la production et l'équilibre libre entre les branches différentes » (51).

L'expérience corporative portugaise progresse lentement, et, surtout en ce qui concerne les masses rurales, c'est une œuvre d'éducation de longue haleine. Des résultats importants ont cependant été obtenus jusqu'à présent : assainissement des marchés du vin et du blé, développement des exportations, action sociale des Maisons du Peuple, etc...

Il n'est pas inutile d'insister encore sur l'esprit qui a présidé à la réforme corporative portugaise, esprit qui pourrait être avantageusement retenu pour la reconstruction de l'Economie française.

Le chef du gouvernement portugais, M. SALAZAR, était professeur de Science financière à l'Université de Coïmbres, son œuvre est avant tout une grande réussite financière ; sans déflation, ni inflation, le Portugal a retrouvé un équilibre financier et monétaire qui était pour le moins très compromis. Le système corporatif portugais n'est pas une improvisation, il a été médité et conçu par un intellectuel, qui parvenu au pouvoir, sans s'être le moins du monde imposé, entend réaliser entièrement son plan.

La réforme de M. SALAZAR présente de plus un caractère moral très prononcé. Des notions trop oubliées président à l'édification du nouveau Portugal : respect des valeurs spirituelles, protection de la famille, et pour cela moralisation de l'individualisme qui doit cesser d'être égoïste et anti-social. Cette révolution pacifique réhabilite les notions de hiérarchie, de travail, de soli-

(51) Salazar, *op. cit.*, Préface, p. XXV.

darité. On voit que toutes ces règles, vieilles comme le monde, s'imposent aux peuples dans les périodes de crise ; on ne peut qu'admirer M. SALAZAR d'en avoir fait la base de la rénovation de son pays ; l'effort portugais mérite, pour cela, d'être suivi avec sympathie.

*
**

Nous avons décrit trois expériences, très différentes les unes des autres. Mais ces trois pays : l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, dans la reconstruction totale de leurs économies respectives, ont essayé de sauvegarder, par la Corporation, la structure propre de leurs agricultures. Bien plus, ils reconnaissent que sans une paysannerie saine et vigoureuse, la santé sociale et économique de la Nation est compromise, sinon impossible.

C'est également de cette réalité, trop longtemps méconnue, qu'est sortie l'actuelle Corporation paysanne française.

TROISIEME PARTIE

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE EN FRANCE AVANT LA LOI DU 2 DÉCEMBRE 1940

L'agriculture française était préparée au Corporatisme par une organisation professionnelle très complète, sinon parfaitement coordonnée. La plupart des institutions précorporatives que nous allons étudier dans les chapitres suivants sont passées avec quelques modifications dans l'organisation corporative, aussi allons-nous les décrire avec suffisamment de précision pour donner, nous l'espérons, une idée de tout ce qui avait déjà été fait en matière d'organisation professionnelle, en agriculture.

Dans un premier chapitre, de beaucoup le plus important, nous étudierons les institutions professionnelles : syndicats, coopératives, mutuelles, etc... ; dans le deuxième chapitre, les institutions de droit public : Chambres d'agriculture, Assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture.

Avant la loi du 2 décembre 1940, on pouvait distinguer sommairement cinq grandes organisations professionnelles :

I. L'Union Nationale des Syndicats Agricoles,

II. La Fédération de la Mutualité et de la Coopération,

III. L'Union Nationale des Coopératives agricoles,

IV. La Confédération Nationale des Associations agricoles,

V. Les Chambres d'Agriculture.

Mais une organisation d'ensemble manquait à ces organismes de bases différentes, cantonnés chacun dans une sphère d'action limitée, et surtout toute cette organisation professionnelle n'était pas intégrée dans l'Etat en tant qu'institution de droit public ; toutes ces associations pourtant représentatives de toute l'agriculture française ne pouvaient qu'émettre des vœux. Dotez-les de larges pouvoirs économiques et sociaux comme elles le réclamaient souvent, ce sera la Corporation.

CHAPITRE PREMIER

SYNDICATS ET INSTITUTIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

§ 1. — SYNDICATS

Le paysan est resté longtemps isolé. Certes des associations qui prétendaient représenter et défendre l'agriculteur existaient depuis fort longtemps en France : en 1757 les Etats de Bretagne créent la première Société d'Agriculture ; l'arrêté du Conseil du Commerce, du 1^{er} mars 1761, donne naissance à un grand nombre de Sociétés d'Agriculture, toutes imprégnées de l'esprit du XVIII^e siècle, où les « beaux esprits » et les « salons » parlent beaucoup d'agriculture ; c'est l'époque des Physiocrates, et le problème de la circulation des grains et des farines passionne l'opinion publique, c'est-à-dire cette partie de la bourgeoisie et de la noblesse qui s'intéresse de plus en plus à la vie de l'Etat.

Toutes ces sociétés accomplissent, il faut le reconnaître, une fort belle œuvre technique : le sol est amélioré par des travaux de grande envergure : défrichement, drainage, reboisement ; des cultures nouvelles sont introduites : comme celle de la pomme de terre, d'autres sont réadaptées et modernisées : culture du mûrier et élevage du ver à soie ; mais la vie du paysan reste sans changement, il reste le principal contribuable, et ses revendications, qui d'ailleurs ne peuvent guère s'expri-

mer, sont étouffées par l'agitation des villes où philosophes, bourgeois et aristocrates libéraux ont évidemment beaucoup plus de facilités à se faire entendre des pouvoirs publics.

Bref, au début de la Révolution, le sort du paysan était semblable, sinon inférieur, à ce qu'il avait été sous Saint Louis !

La Révolution provoque beaucoup d'espérances dans les campagnes, mais les paysans n'en seront pas les principaux bénéficiaires. Certes les rentes féodales sont supprimées, mais beaucoup étaient déjà disparues ou en voie de disparition. La possibilité de racheter les rentes foncières perpétuelles ne profite qu'aux gros fermiers, de même la vente des biens nationaux dont les gros acquéreurs furent les bourgeois des villes.

Au ^{xix}^e siècle le paysan demeure aussi isolé et son sort médiocre contraste avec l'immense développement industriel et commercial de la nation.

La loi du 20 mars 1851 autorise bien la création de « Comices agricoles », mais ces associations dont l'activité était strictement technique sont viciées par l'action des clans locaux et surtout des partis politiques.

*La loi du 21 mars 1884
et le syndicalisme agricole*

Désormais la libre association entre cultivateurs est possible, mais les débuts du syndicalisme paysan furent très lents ; rien ne préparait les paysans à cette activité, alors que les ouvriers des villes étaient habitués à l'association par les sociétés secrètes qui pullulèrent au ^{xix}^e siècle ; les paysans manquent surtout de chefs

syndicaux. Enfin peu à peu des cadres se constituent, des syndicats se créent un peu partout : en 1886 c'est la formation de l'Union des Syndicats des Alpes et de la Provence, et de l'Union centrale des Syndicats agricoles.

En 1886 il n'existait encore que 93 Syndicats agricoles, répartis dans 60 départements. Mais ensuite, le développement du syndicalisme agricole se fit très rapidement et à un rythme étonnant, comme l'indiquent les chiffres suivants (1) :

En 1900.....	2.069 syndicats avec	512.794 membres
En 1920.....	6.519 » »	1.083.957 »
En 1930.....	14.968 » »	1.910.538 »

En résumé, à l'heure où la Corporation agricole est en voie de création, l'agriculture « organisée » comprend au minimum : 15.000 syndicats, 2 millions de membres, plus de 280 Unions de syndicats (dont 50 grandes Unions régionales). On voit quel chemin fut parcouru depuis les 93 syndicats de 1886.

Tout ce qui précède concerne ce qu'on peut appeler les Syndicats de défense professionnelle. Il existe en outre un certain nombre d'autres syndicats dont l'objet est plus spécial ; la statistique agricole de la France, publiée par le Ministère de l'Agriculture, en a dressé un tableau dans les « Résultats généraux de l'Enquête de 1929 » (2) :

Syndicats de défense professionnelle.....	14.886
(dont 13.312 pratiquaient l'achat en commun)	
Syndicats de lutte contre les ennemis de la culture..	1.892
Syndicats d'élevage.....	2.872

(1) Dénombrement du Ministère du Travail. Salleron, *Un régime corporatif pour l'agriculture*, p. 121.

(2) Paris, Imprimerie nationale, 1936 (paru en février 1937).

Syndicats d'outillage (battage ?)	2.374
Syndicats d'aviculture	336
Syndicats de pisciculture.....	57
Syndicats de sériciculture.....	97
Syndicats autres.....	1.430

soit un total de 23.944 syndicats agricoles de tous genres.

Chiffre sans doute assez exact car il est repris dans le « Rapport sur les opérations faites par les Caisses Régionales de Crédit agricole mutuel pendant l'année 1937 » (3) qui dénombre, environ, 24.000 syndicats agricoles de tous genres et 2 millions d'agriculteurs syndiqués.

En résumé : 15.000 syndicats locaux et 9.000 syndicats spécialisés, 2 millions de syndiqués.

Ajoutons que le syndicalisme agricole a, dès le début, adopté l'organisation qu'elle devait conserver jusqu'à la loi du 2 décembre 1940 : à la base le syndicat local, puis l'Union régionale ou départementale, au sommet l'Union nationale. L'Union nationale des Syndicats agricoles, dont le secrétaire général était M. LE ROY LADURIE, groupait la grosse majorité du syndicalisme agricole.

L'organisation corporative hérite de tout cet ensemble syndical que le législateur a eu la sagesse de conserver.

Au lieu d'être un instrument de lutte des classes, une machine de guerre sociale, le syndicalisme paysan est devenu un outil de travail, aux emplois souples et variés. L'objet essentiel du syndicat agricole a toujours été l'achat en commun, et la rétrocession sans bénéfice, de toutes les marchandises et instruments nécessaires

(3) *Journal Officiel*, 7 janvier 1939. Annexes administratives, p. 33.

à l'exploitation des propriétés des adhérents. Par le syndicat le paysan n'est plus isolé en face des puissantes entreprises capitalistes qui lui fournissent ses engrais, ses machines agricoles, etc...

Un arrêt de la Cour de Cassation, du 29 mai 1908 (4) provoqué par l'activité commerciale d'un syndicat agricole, interdit bien toute opération commerciale, c'est-à-dire laissant un pourcentage « bénéficiaire » (qui en fait ne couvre que les frais de gestion du syndicat ou qui est souvent ristourné en grande partie). Mais l'émoi fut tel dans les milieux agricoles que les pouvoirs publics fermèrent volontairement les yeux jusqu'au moment où la loi du 12 mars 1920 accorda aux syndicats et aux Unions la pleine personnalité civile.

Cependant l'activité des syndicats agricoles revêt bien d'autres aspects ; nous n'en signalerons que les principaux :

Le Syndicat étudie les mesures économiques et les réformes législatives que peut exiger l'intérêt de l'agriculture, il étudie l'application des lois et règlements, les mettant à la portée de ses adhérents ; il favorise l'enseignement agricole, créant des écoles, des cours, des journaux de vulgarisation scientifique ; il maintient l'émulation par des concours-expositions, par des primes, etc...

Le Syndicat procure à ses adhérents les semences, les plants, les engrais, les machines, etc... et par là il peut guider le choix des agriculteurs, favoriser le progrès technique (c'est ainsi que la généralisation de l'emploi des engrais chimiques peut être attribuée en majeure

(4) Cf. *Dalloz Périodique*, 1909, I, p. 25; Syndicat de Cousenvoye avec une note importante de M. Salmon-Legagneur.

partie à la propagande des syndicats agricoles). Par le contrôle des engrais, des semences, des produits du sol, le Syndicat favorise constamment une production de *qualité*.

Le syndicalisme agricole est étroitement lié à la floraison des institutions agricoles de toutes sortes : Coopératives, Assurances, Caisses de crédit, etc... que nous décrirons plus loin.

Enfin, par son œuvre sociale, le syndicalisme agricole a bien mérité de survivre ; ici les réalisations varient avec les régions : Caisses dotales en Lorraine, Caisse d'allocations familiales dans l'Île-de-France, l'Aisne, puis un peu partout ; en Bretagne, ce fut l'organisation de l'émigration vers la Dordogne où, en 1934, on comptait 1.000 domaines occupés par 12.000 bretons. Mais partout c'est l'union des hommes de bonne volonté, l'union des intérêts en apparence divergents pour le plus grand bien commun : les Commissions d'arbitrages fonctionnaient dans la plupart des Unions régionales ; en Bretagne une commission paritaire rédigeait un bail-type de fermage, en 1926 (5).

Quelle était la « doctrine » du syndicalisme agricole, son point de vue sur l'incontestable décadence de l'agriculture française ? Il ressort pleinement des conclusions de M. J. LE ROY LADURIE, Secrétaire général de l'U. N. S. A. au Congrès Syndical Paysan de Caen (5-6 mai 1937) (6). Il dégage sept points sur lesquels les paysans français et leurs organisations professionnelles étaient

(5) Cf. Salleron, *op. cit.*, pp. 140 et ss.

(6) Cf. J. Le Roy-Ladurie, *Vers une politique paysanne*. Flammarion, 1937. pp. 47 et ss.

unanimes ; on remarquera la très grande vigueur et la précision de ces revendications :

« *1^{er} Point* : Dans la nation, les paysans ont les
« mêmes droits économiques que les patrons d'industrie
« et les mêmes droits sociaux que les ouvriers d'indus-
« trie... ;

« ... comme producteurs ... mêmes droits que le
« patron d'industrie à une rémunération économique du
« travail (nous ne voulons plus que les denrées de la
« ferme soient assimilées aux matières premières, dont
« les cours doivent épouser le plus possible les fluctua-
« tions du marché mondial) ;

« ... comme travailleurs, la plupart d'entre nous
« sont libres et autonomes, détiennent leurs outils et
« parfois leur terre ; nous n'admettons plus que pour
« ce motif ils se trouvent pratiquement exclus du béné-
« fice des lois sociales.

« *2^e Point* : Dans l'Etat, mêmes droits pour les
« paysans syndiqués, que pour tous les autres Français
« syndiqués.

« ... Tout d'abord, étude et avis préalables par les
« syndicats paysans corporatifs de tout projet ou pro-
« position de loi agricole, soumis au Parlement... Dans
« le secteur de la Profession, le Parlement ne doit plus
« usurper nos droits.

« ... Ensuite, consultation officielle des Syndicats
« paysans sur les questions d'intérêt général, à chaque
« fois, et dans les mêmes conditions, où soit la C. G. T.,
« soit toute autre formation syndicale, viendrait à for-
« muler son avis.

« 3^e Point : Dans le Gouvernement, primauté du
« problème paysan, et instauration d'un ministère de
« l'Agriculture stable, dirigé par un professionnel et non
« plus, quels que soient sa valeur et ses mérites, par un
« homme politique.

« 4^e Point : Dans les Services publics : Banque de
« France, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Trans-
« ports, Radio, Office de l'Azote, etc., représentation
« permanente des syndiqués, par des mandataires libre-
« ment élus par eux.

« 5^e Point : Dans la Profession, indépendance com-
« plète des institutions corporatives paysannes, vis-à-vis
« de l'Etat et des partis politiques.

« En conséquence, nous sommes :

« contre les Offices de vente, étatistes et non pro-
« fessionnels,

« contre la nationalisation de la Mutualité agricole,

« contre l'étatisation et le monopole du crédit agri-
« cole,

« contre la fonctionnarisation des coopératives,

« contre le cumul du mandat politique et du man-
« dat professionnel.

« 6^e Point : Pour nos syndicats, les devoirs et les
« droits, les pouvoirs et les responsabilités nécessaires
« à la gestion de la profession.

« 7^e Point : Pour la famille, code successoral paysan
« afin d'assurer, avec la pérennité de l'héritage, la sta-
« bilité de la famille rurale, et l'exemption intégrale des
« droits, lors des mutations paysannes en ligne directe. »

..

On a vu quelques années plus tard, en 1940, ces « revendications être à la base de la rénovation de l'agriculture française par cette Corporation que les Syndicats paysans réclamaient dans les « Résolutions » du même Congrès (7).

« Les paysans syndicalistes sont résolus à poursuivre leur action sans relâche ni merci jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'intégration dans l'Etat des professions organisées en corporations.

« ... Dans le cadre de ce redressement économique à base paysanne et de cette réforme corporative, devant la faillite de tous les autres systèmes, le Syndicalisme se déclare prêt à résoudre selon sa formule propre, mutualiste et paritaire, tous les problèmes économiques et sociaux qui se posent en agriculture. »

§ 2. — LES COOPÉRATIVES

Le mouvement coopératif est étroitement lié au développement du syndicalisme agricole dont souvent il n'est qu'une émanation.

D'ailleurs la distinction du syndicat et de la coopérative est souvent assez malaisée à établir : presque tous les petits syndicats sont en fait des coopératives d'achat en commun ; ce n'est que dans les grands syndicats, dans les Unions régionales, que la fonction économique et la fonction sociale sont nettement séparées.

On a souvent défini la coopération : « Un phénomène économique d'association par lequel les producteurs se sont défendus contre les grandes sociétés

(7) J. Le Roy-Ladurie, *op. cit.*, p. 57.

« de capitaux qui remplaçaient les commerçants « locaux » (8). Cette définition met en lumière le caractère essentiel de la coopération : c'est un phénomène de défense contre les grandes sociétés ; c'est ce qui explique qu'à l'origine du moins, c'est-à-dire de 1884 à 1914 (si l'on excepte les vieilles fruitières du Jura) la plupart des coopératives aient été des coopératives d'achat en commun, d'engrais notamment.

Nous avons déjà signalé dans quelle infériorité économique se trouvait le paysan isolé quand il devait traiter avec de puissantes sociétés pour l'achat de ses engrais, de ses machines, de ses semences, etc... Contrairement à ce que prétendent certains adversaires de la coopération, celle-ci n'a pas pour objet de supprimer les intermédiaires, mais au contraire dans bien des cas la coopérative remplace le petit commerçant local qui a dû fermer boutique ou se résigner à ne plus être que l'agent d'une grande société ! La coopérative, gros acheteur, obtient des marchés intéressants, contrôle la qualité de ses achats, toutes choses que ne peut guère se permettre un petit acheteur.

La coopérative agricole n'est pas davantage un instrument de socialisation, car si elle protège l'agriculteur contre le capitalisme anonyme elle ne peut que fortifier l'exploitation familiale, la propriété privée.

Enfin un dernier reproche est fait aux coopératives : on les accuse de conduire à l'étatisme, et les événements de ces dernières années semblent bien justifier ce grief ; mais il ne faudrait tout de même pas oublier que toute

(8) Remy Goussault, *Syndicats paysans*. Flammarion, 1937, p. 59.

la doctrine du syndicalisme agricole, tous ses dirigeants, tous les congrès des organismes agricoles ont énergiquement protesté contre cette étatisation qui s'opère bien malgré eux.

Ces griefs si souvent faits à la coopération s'expliquent en grande partie par l'existence d'autres coopératives qui n'ont rien à voir avec l'agriculture : de fausses coopératives qui ne sont en réalité que des entreprises individuelles camouflées ou des sociétés à succursales multiples qui offrent à leur clientèle des primes, des ristournes infimes. Mais tous les reproches que nous avons énumérés, s'appliquent essentiellement aux coopératives de consommation qui, elles, sont bien un moyen de transformation sociale (9). Leurs dirigeants n'ont jamais caché leur désir de voir s'établir un régime où la possession des instruments de production passerait aux mains des consommateurs.

On comprendra tout de suite que l'agriculteur, qui est bien le premier des producteurs, n'ait que défiance pour un tel système qui ferait dépendre sa vie des « consommateurs » ainsi organisés. Aucune confusion n'est donc possible entre le mouvement coopératif agricole et les théories d'une révolution (ou d'une évolution) coopérative.

Le développement de la coopération agricole est parallèle à celui du syndicalisme, car les fruitières du Jura, vieilles de plusieurs siècles, restent une exception. Dès la loi de 1884, de nombreuses coopératives d'approvisionnement se fondent dans tout le pays, ce seront les

(9) Communication de M. Louis Leroy dans Rémy Goussault, *op. cit.*, p. 60.

plus nombreuses jusqu'à la grande guerre ; dans une seconde période, les coopératives de transformation et de transformation-vente se développeront rapidement, enfin dans une troisième période certaines coopératives s'étatisent ou tout au moins perdent leur indépendance : par exemple les coopératives de blé.

Vis-à-vis des coopératives, l'attitude des syndicats agricoles fut tout de suite très nette. C'est ainsi que dès le premier Congrès de l'Union Nationale des Syndicats agricoles, à Lyon en 1894, les milieux syndicaux prirent une position fort nette, qu'ils ne devaient d'ailleurs jamais abandonner : le rôle des coopératives doit être d'aider les syndicats agricoles, sans jamais pouvoir les supplanter.

... Le Congrès recommande de préférence la création de coopératives (d'approvisionnement) à côté d'une Union de syndicats et s'étendant à une seule région (10).

Un autre thème revient fréquemment, c'est la nécessité pour les coopératives de sauvegarder leur indépendance vis-à-vis de l'Etat, et pour cela d'éviter de recourir aux avances des Caisses régionales de Crédit, méfiance qui pouvait paraître exagérée, mais qui, nous le verrons, s'est trouvée amplement justifiée.

La coopérative agricole n'a jamais eu de statut juridique très net ; la loi du 5 août 1920 n'est pas la Charte de la coopération agricole comme le croit couramment le public, c'est une loi qui permet aux coopératives d'obtenir près de la Caisse Nationale de Crédit agricole, des possibilités de financement.

(10) Cité par Augé-Laribe, *Syndicats et coopératives agricoles*. Paris, A. Colin, 2^e éd., 1938, p. 26.

Aussi les coopératives ont-elles adopté les régimes juridiques les plus variés : à l'origine le Syndicat est une véritable coopérative, mais la distinction s'établit d'une part par l'arrêt de Cassation du 29 mai 1908, qui interdit au Syndicat toute activité commerciale, ce qui était alors son principal objet, puis par l'article 5 (nouveau) de la loi du 12 mars 1920 qui limite l'activité commerciale des syndicats en leur interdisant de distribuer des bénéfices, même sous forme de ristournes.

La Coopérative, elle, peut réaliser des bénéfices, ils sont répartis entre les adhérents au prorata du montant des affaires traitées par chacun d'eux avec la Coopérative.

Actuellement les coopératives se présentent sous les formes les plus diverses : sociétés civiles (art. 1832 et suivants du Code Civil), sociétés anonymes. Mais la plupart d'entre elles ont dû se conformer aux prescriptions de la loi du 5 août 1920 et du décret-loi du 31 août 1937 (11) qui déterminent à quelles conditions les groupements agricoles peuvent recevoir des avances du Crédit agricole. Ces prescriptions peuvent se ramener aux six points suivants (12) :

1° la Coopérative doit présenter un caractère professionnel, donc être constituée uniquement d'agriculteurs ;

2° le capital doit être formé de parts nominatives ;

(11) Ce décret-loi reprend la plupart des conclusions du rapport de MM. Cramois et Labbé au C. N. E. sur le mouvement coopératif agricole et ses possibilités de développement (15 mars 1937). *J. O.*, 11 avril 1937, Annexes adm., p. 127.

(12) Cf. Pirou, *Traité d'Economie Politique*. Les cadres de la vie économique. Fascicule II, l'Agriculture et le Commerce. Paris, Sirey, 1941, p. 146.

3° les bénéfices sont répartis selon le principe coopératif : 5 % au maximum aux parts, le reste au prorata des opérations ;

4° la gestion de la Coopérative doit être démocratique : le nombre des voix dont peut disposer un associé est limité ;

5° la fonction de membre du Conseil est gratuite. A la dissolution de la Coopérative, l'excédent est dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole ;

6° la coopérative ne doit acheter que les marchandises utiles à l'exploitation des associés et ne vendre que des produits provenant de leurs exploitations.

La classification des coopératives par branche d'activité est malaisée, car bien des coopératives ont plusieurs attributions. On peut cependant les classer en trois grandes catégories :

1° Les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement. Ce rôle est le plus souvent rempli par les syndicats agricoles, mais il existe aussi des coopératives spécialement constituées à cet effet. Elles permettent aux agriculteurs d'obtenir, dans de meilleures conditions que s'ils étaient isolés, les produits dont ils ont besoin dans leurs exploitations. Ce sont les plus anciennes.

2° Les coopératives de production, de conservation, de transformation et de vente. Ce sont actuellement les plus nombreuses. La coopérative de transformation apporte aux agriculteurs les avantages de la technique industrielle que seules les très grandes exploitations pourraient utilement employer ; l'agriculteur en a très

bien vu les avantages : meilleur rendement (pressoirs mécaniques), utilisation des sous-produits, etc...

La coopérative de vente est le dernier stade de la coopération agricole, celui auquel le paysan fut le plus longtemps rebelle, comme touchant le plus à son indépendance : plus de marchandage, rigoureux contrôle de la qualité, etc... Les agriculteurs français se sont cependant rendu compte des avantages considérables que les coopératives de transformation et de vente peuvent leur apporter, particulièrement en période de crise. Il n'est besoin que de citer l'étonnant développement de l'Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou, fondée en 1888, dont les recettes totales sont passées de 20,6 millions de francs en 1900 à 457 millions en 1927 (7.293 tonnes de beurre en 1900, 20.000 t. en 1927).

3° Les coopératives d'utilisation en commun de matériel. Elles permettent l'emploi d'un matériel trop coûteux pour de petits ou moyens cultivateurs. Elles rendent de grands services pour le battage des céréales, les labours profonds, le défonçage, etc...

Le dénombrement exact des coopératives est malaisé à établir ; chaque année le *Journal Officiel* publiait un « Rapport sur les opérations faites par les Caisses régionales de Crédit agricole », mais nombre de coopératives vivaient de leurs propres ressources et échappaient ainsi au recensement.

Le dernier de ces rapports, concernant l'année 1937 (13), évalue à 8.000 le nombre total des coopéra-

(13) J. O., 7 janvier 1939, Annexe administrative, p. 33.

tives, dont 7.500 de production, transformation, vente et de services. Il cite notamment :

- 717 caves coopératives groupant 100.000 viticulteurs et pouvant loger 10 millions d'hectolitres. Ces coopératives sont groupées en Unions et Fédérations régionales et en une Confédération nationale qui réunit 650 caves ;
- 363 distilleries coopératives vinicoles ;
- 45 distilleries coopératives de betteraves qui, en 1937, ont produit 557.000 hectolitres d'alcool ;
- 8 sucreries coopératives ;
- 2.213 Coopératives laitières de tout ordre ;
- 1.161 Coopératives de blé (au 1^{er} septembre 1937), dont la capacité de stockage était de 20 millions de quintaux ;
- 117 meuneries et meuneries-boulangeries coopératives ;
- 600 boulangeries coopératives ;
- 64 huileries, etc... ;
- 1.850 Coopératives de matériel agricole, etc., etc...

Il existait en outre 80 Unions ou Fédérations régionales et une dizaine de Fédérations nationales.

Pour en finir avec la coopération agricole, signalons que ces dernières années elle a sans cesse évolué vers l'étatisme, par l'attribution quasi-automatique de subventions, par l'emprise du Crédit agricole (qui lui-même perd de plus en plus son caractère mutualiste), par l'exonération fiscale et par tous les contrôles, toutes les tutelles que ces « faveurs » comportent ; par exemple :

Le décret-loi du 8 août 1935 impose l'agrément des pouvoirs publics, après avis du Conseil supérieur de la Coopération agricole (où les professionnels sont en minorité), aux coopératives qui veulent bénéficier des exonérations fiscales.

Les Coopératives de blé ont perdu toute liberté réelle :

Pour la création : agrément préalable de l'Office et des Comités départementaux qui ont le pouvoir de limiter le rayon d'action des coopératives existantes, de provoquer la création de coopératives nouvelles, etc...

Dans leur fonctionnement : les Coopératives de blé sont devenues de simples bureaux administratifs sans aucune possibilité d'initiative.

En 1939, la coopération agricole se trouvait en voie d'étatisation ; il est à espérer que dans le nouveau Statut de l'agriculture elle reprendra sa place et tout son rôle d'organisation libre, auxiliaire indispensable du syndicalisme agricole.

§ 3. — LA MUTUALITÉ AGRICOLE

L'essor de la mutualité agricole date de la loi du 4 juillet 1900 qui exempta des droits fiscaux de timbre et d'enregistrement les Caisses d'assurances mutuelles agricoles, sous la triple condition qu'elles soient constituées sous la forme syndicale, qu'elles soient gérées gratuitement, enfin qu'elles ne réalisent pas de bénéfices.

L'assurance mutuelle agricole se développa rapidement, protégeant l'agriculteur contre les principaux fléaux de la vie rurale : l'incendie, la mortalité du bétail,

la grêle ; puis la législation des accidents du travail fut étendue à l'agriculture par la loi du 15 décembre 1922 donnant une vive activité à la branche des accidents.

La mutualité agricole fonctionne à trois échelons : local, régional et national. Il existait deux Fédérations de la mutualité agricole : celle de la rue de la Ville-l'Evêque et celle du boulevard Saint-Germain.

Les cultivateurs font partie d'une caisse locale, les caisses locales adhèrent à une caisse régionale et les caisses régionales se réassurent à une caisse centrale ou nationale.

Les caisses centrales, qui ne sont que des organismes de réassurance, ont leur siège à Paris. Elles étaient au nombre de quatre par Fédération, une par risque (incendie, accidents, grêle et mortalité du bétail).

On aura une idée du développement de la mutualité agricole par les chiffres suivants que nous empruntons à M. SALLERON, chiffres arrondis qui totalisent les résultats des deux Fédérations, donnant un aperçu général pour l'année 1935 (14) :

Incendie	
Caisses locales	18.000
Capital assuré	40 milliards
Accidents	
Caisses locales	16.000
Salaire assuré	2.500 millions
Grêle	
Caisses locales	1.000
Valeur assurée	250 millions
Bétail	
Caisses locales	3.000
Valeur assurée	450 millions

(14) M. Salleron, *op. cit.*, p. 128.

La mutualité rend à ses adhérents des services considérables ; ne cherchant pas à faire de bénéfice, ses tarifs sont très avantageux et les excédents sont de plus ristournés aux sociétaires ; le coût des assurances se trouve ainsi réduit au strict minimum.

Un second groupe de Caisses d'assurances mutuelles agricoles a été rendu nécessaire par les obligations que les lois sociales et familiales ont imposées aux agriculteurs (assurances sociales en 1930, et allocations familiales en 1936) (15). Ce groupe de caisses ne fonctionne qu'à deux échelons : régional et central.

La Caisse centrale de secours mutuels agricoles gère les assurances sociales agricoles par l'intermédiaire de 52 Caisses régionales, groupant 670.587 assurés sociaux obligatoires (fin 1939) ; d'autre part la Caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles constituait les pensions des assurés sociaux agricoles.

En ce qui concerne les allocations familiales, la Caisse centrale d'allocations familiales mutuelle agricole par l'intermédiaire de 48 Caisses régionales groupait, à la fin de 1939 : 250.000 adhérents.

Le groupe de la mutualité sociale et familiale épargne aux agriculteurs, dans la mesure du possible, les multiples formalités administratives qui lui rendraient odieuses ces lois « sociales » ; d'autre part la mutualité agricole s'applique à assouplir les prescriptions souvent fort étroites de la législation qui, le plus souvent, ne tient aucun compte ni des besoins, ni des conditions tout à fait spéciales de la vie agricole.

(15) Cf. article de M. de Vignemont, « La Mutualité agricole ». *Syndicats corporatifs paysans* du 24-1-1941.

Bien gérée, ayant des réserves puissantes, la mutualité agricole prouve avec force que l'agriculture est capable de gérer ses propres intérêts avec ses propres dirigeants.

§ 4. — LE CRÉDIT AGRICOLE

Les Caisses de crédit mutuel, aux termes de la loi du 3 août 1920, modifiée par la loi du 14 juillet 1929, sont des « sociétés coopératives » ; mais elles ne le sont plus guère que de nom ; nous allons voir par quel processus rapide elles se sont transformées, en fait, en succursales de la Caisse Nationale de Crédit agricole.

Le Crédit mutuel agricole comprend des caisses locales et régionales, constituées sous le régime des lois de 1920 et 1929, organes mutualistes, et un établissement public : la Caisse Nationale de Crédit agricole, dont les fonds, prêtés par l'Etat, servent à faire des avances aux organismes agricoles et notamment aux Caisses locales et régionales de crédit mutuel. C'est par ce mécanisme des avances, que les Caisses de Crédit agricole ont perdu toute indépendance, car la Caisse Nationale contrôle rigoureusement les opérations des caisses qui ont reçu des avances de l'Etat.

D'après le rapport au Président de la République publié au *Journal Officiel* du 26 novembre 1936, le nombre des caisses locales affiliées aux caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat était de 6.114 (au 31 décembre 1935) avec 575.872 sociétaires ; les caisses régionales sont au nombre de 98, certains départements en ayant deux (16).

(16) Salleron, *op. cit.*, pp. 133-134.

En outre, un certain nombre de caisses ne reçoivent pas d'avances de l'Etat. L'Enquête agricole de 1929 dénombre approximativement : 1.363 caisses locales avec 79.138 adhérents et 1.826 caisses rurales, à responsabilité solidaire et illimitée, avec 169.502 sociétaires ; ajoutons que ces caisses rurales sont fédérées dans une Union qui a son siège à Nantes (16).

Les décrets-lois du 28 septembre 1935 et du 31 août 1937 ont considérablement augmenté la mainmise de l'Etat sur le Crédit mutuel agricole ; je n'en citerai comme preuve que les quelques mesures suivantes, suffisamment significatives.

1° Les caisses locales et régionales sont étroitement contrôlées lors de leur création et quant à leurs dirigeants. Les caisses locales qui veulent faire des opérations avec les caisses régionales doivent y être autorisées ; la Caisse Nationale de Crédit agricole approuve la nomination du Directeur et de l'Administrateur délégué des caisses régionales et celles-ci ont dû obligatoirement soumettre un plan de regroupement des caisses locales, prévoyant des délimitations de secteur, et même des suppressions de caisses.

2° Les caisses locales et régionales ont perdu toute liberté de fonctionnement : le décret-loi du 28 septembre 1935 crée un fonds de garantie entre les caisses régionales, il est géré par la Caisse Nationale. Mais c'est surtout le décret-loi du 31 août 1937 qui paralyse totalement l'initiative des caisses mutuelles ; en effet, d'après ce texte : les pouvoirs publics fixent les taux maxima des dépôts et des prêts, il oblige les Caisses régionales à déposer l'excédent de leurs dépôts dans la caisse d'un

comptable, ou à la Banque de France, ou à la Caisse Nationale ; de même les dépôts des caisses locales sont immédiatement transmis aux caisses régionales qui en assurent la gestion.

Enfin le bilan, le compte des pertes et profits et le projet de répartition des excédents annuels doivent être soumis à l'approbation des caisses régionales pour les caisses locales, de la Caisse Nationale pour les caisses régionales, un mois au moins avant l'Assemblée Générale.

Il faut également signaler les dispositions vraiment inouïes du décret-loi du 31 août 1937 : « Lorsqu'il aura
« été constaté après exercice du contrôle prévu par le
« décret-loi du 30 octobre 1935, qu'une caisse de crédit
« agricole mutuel n'observe pas strictement les pres-
« criptions légales ou réglementaires en vigueur, celle-ci
« se verra privée par décision du ministre de l'Agricul-
« ture, après avis du ministre des Finances, des exoné-
« rations fiscales prévues par la présente loi...

« L'établissement contre lequel cette mesure aura
« été prise ne pourra porter le titre de Caisse de Crédit
« agricole mutuel, ni se réclamer de la législation parti-
« culière au crédit agricole et se trouvera en consé-
« quence, placé sous le régime de droit commun des
« sociétés. »

On voit que la porte est ouverte aux actes les plus arbitraires.

Après toutes ces « réformes » les caisses locales et régionales ne sont plus des organismes mutualistes que de nom, ce sont en fait des succursales de la Caisse

Nationale. Il serait à la fois plus logique et plus honnête de l'avouer ; au lieu d'être les caisses d'épargne des agriculture du décret du 25 mars 1852. La loi du 20 mars appel à l'argent de l'Etat, y gagnant certainement des facilités, mais au prix de leur liberté.

Si le crédit agricole n'est plus mutuel, il n'est guère plus professionnel (tout au moins avant la loi du 20 novembre 1940) ; pour ne citer qu'un exemple, la Commission Plénière qui contrôlait le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale avait une composition pour le moins étrange ; en effet, sur ses trente membres, deux cinquièmes étaient délégués par les caisses régionales, deux cinquièmes étaient nommés par le ministre de l'Agriculture et des Finances, et un cinquième composé de parlementaires.

La loi du 20 novembre 1940 (17), si elle ne diminue pas l'emprise de l'Etat sur le crédit agricole, tend du moins à lui redonner un caractère professionnel : la Caisse Nationale de Crédit agricole passe sous l'autorité direct du ministre de l'Agriculture (le ministre des Finances gardant un contrôle purement financier) ; le Conseil d'administration et la Commission plénière sont dissous et remplacés par un Comité de Gestion de onze membres nommés par arrêté du ministre de l'Agriculture ; et l'article 2 précise :

« ... ne peuvent être administrateurs des Caisses
« régionales que les agriculteurs n'exerçant pas d'autres
« professions que la profession agricole et n'ayant pas
« été investis d'un mandat politique ».

(17) Cf. le texte de la loi du 20 novembre 1940, en Annexe I.

§ V. — LES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES

Ce n'est qu'après la grande guerre qu'apparut cette nouvelle forme d'association agricole : l'association spécialisée, par produits. Jusqu'à cette époque, le syndicalisme tel qu'il était organisé semblait suffisant pour assurer la défense professionnelle de l'Agriculture.

Mais la guerre accentua, d'une part, certains phénomènes économiques déjà perceptibles au début du ^{xx}e siècle, tels que la concentration croissante des industries de transformation des produits agricoles et la disparition concomitante des petites industries locales, le même phénomène se produisant d'ailleurs pour le commerce des denrées agricoles ; d'autre part, après la guerre de 1914-1918 la chute du franc, le déséquilibre économique et social, rendirent plus aigues qu'auparavant les questions douanières et en général tous les problèmes que posait la politique agricole des gouvernements successifs de la France.

Le syndicalisme ne suffisait plus pour défendre pied à pied les producteurs dans l'enchevêtrement quotidien de la politique agricole, d'autant plus que les intérêts des diverses productions n'étaient pas toujours identiques. C'est ainsi que se créèrent les associations spécialisées, beaucoup plus techniques que les syndicats agricoles, donc plus aptes à défendre leurs intérêts, en étudiant attentivement les questions intéressant leurs productions, en suivant de près les débats parlementaires et en intervenant auprès des pouvoirs publics.

Et, en fait, par la masse des intérêts qu'elles représentaient, les associations spécialisées réussissaient par-

fois à se faire entendre, beaucoup mieux que les syndicats ou les chambres d'Agriculture, trop académiques.

Les plus importantes de ces associations spécialisées, qui pour la plupart se créèrent de 1924 à 1930, sont :

l'Association Générale des Producteurs de blé,
la Confédération Générale des Producteurs de lait,
la Confédération Générale des Planteurs de betteraves,

l'Association Générale des Producteurs de viande,
la Confédération Générale des Producteurs de fruits à cidre,

les Associations des Producteurs de lin, de chanvre, de pommes de terre, de fruits et légumes, d'animaux de basse-cour, de chicorée, etc...

Toutes ces associations comprenaient à la fois des producteurs, des syndicats, des coopératives, etc..., mais leurs comités directeurs formés de spécialistes des questions agricoles (18) compensaient ce que cette formation avait d'un peu anarchique.

La plus grande faiblesse des associations spécialisées provenait de ce que pour obtenir quelques résultats elles étaient obligées d'intervenir auprès du Parlement ; c'est dire que seules les productions importantes pouvaient se faire écouter et obtenir un appui des pouvoirs publics. Voilà pourquoi des cultures cependant intéressantes pour le pays, comme celles du lin, du chanvre, des produits oléagineux, étaient en pleine décadence.

(18) Citons MM. Hallé, Leroy, Achard, du Fretay, Goussault, etc... qui étaient secrétaires de ces diverses fédérations.

CHAPITRE II

LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Nous avons vu que plusieurs modes de représentation professionnelle coexistaient en agriculture ; dans le précédent chapitre, nous avons passé en revue les groupements professionnels privés ; dans le présent chapitre, nous abordons la représentation de l'agriculture par des institutions publiques : les Chambres d'Agriculture et l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture.

Le syndicat, en régime démocratique, ne représente que ses adhérents car nul n'est tenu d'adhérer à un syndicat et d'autre part, plusieurs syndicats peuvent exister pour la même profession ou la même région ; aussi les syndicats agricoles, malgré leur développement considérable n'étaient pas les représentants légaux de la profession agricole dans son ensemble.

Au contraire les Chambres d'Agriculture, élues au suffrage universel des agriculteurs étaient aux yeux des pouvoirs publics l'institution représentative légale de l'Agriculture ; nous verrons qu'en pratique cela ne signifiait pas grand chose.

§ 1. — LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Les Chambres d'Agriculture furent précédées de conseils, aux membres nommés par les pouvoirs publics :

Conseils d'Agriculture du ^{xviii}e siècle, Chambres d'Agriculture du décret du 25 mars 1852. La loi du 20 mars 1851 avait prévu l'élection des membres des Chambres d'Agriculture, mais le coup d'Etat du 2 décembre 1851 fit écarter l'élection. Ce n'est qu'en 1919 qu'un nouvel essai fut tenté ; la loi du 25 octobre 1919 se révélant inapplicable, il fallut attendre la loi du 3 janvier 1924 pour voir naître les Chambres d'Agriculture élues, institutions publiques vraiment représentatives de l'Agriculture. Bien plus, le Parlement, peu désireux de voir naître des Chambres élues indépendantes leur retirait toutes ressources propres. Les Chambres n'eurent de nouveau le droit de percevoir des centimes additionnels au principal de la contribution foncière sur les propriétés non bâties que par la loi de finances du 27 décembre 1927.

La loi du 3 janvier 1924 créa dans chaque département une Chambre d'Agriculture qui est « auprès des « pouvoirs publics l'organe consultatif et professionnel « des intérêts agricoles de sa circonscription ».

Ce sont des établissements publics, soumis à une étroite tutelle de l'administration en ce qui concerne leurs ressources et leur activité ; c'est là ce qui explique en partie que les syndicats plus libres vis-à-vis des pouvoirs publics représentaient en fait bien plus la profession agricole que ces conseils départementaux.

Les membres des Chambres d'Agriculture étaient élus au suffrage universel agricole, à raison de cinq élus par arrondissement ; le législateur préféra la représentation territoriale à la représentation par branches de production ou à la représentation par catégories sociales

(propriétaires, métayers et fermiers, ouvriers agricoles...).

Les Chambres devant représenter la profession agricole toute entière, elle ne pouvait pas écarter les très nombreuses associations agricoles, notamment les syndicats. Aussi la loi de 1924 établit-elle deux catégories d'électeurs : 1° les électeurs individuels qui choisissent 4 représentants par arrondissement. L'élection est largement ouverte à tous les agriculteurs : il suffit d'être inscrit sur une liste électorale politique, d'être âgé de vingt-cinq ans, d'être Français ou naturalisé depuis dix ans au moins.

Sont électeurs :

1° les propriétaires ou usufruitiers dont les droits remontent à 5 ans au moins (dans la commune où ils demandent leur inscription) ;

2° les fermiers, les métayers, les colons, etc...

3° les ouvriers agricoles et les parents de l'exploitant ;

4° les femmes chefs d'exploitation.

Deuxième catégorie d'électeurs : les associations agricoles ; elles désignent 1 représentant par arrondissement, chaque association disposant d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses adhérents. Une des critiques les plus souvent adressées aux Chambres d'Agriculture est justement la représentation insuffisante des intérêts corporatifs.

Trois millions et demi environ d'agriculteurs étaient inscrits sur les listes électorales et leur participation au vote atteignait le pourcentage de 50 %, proportion

remarquable si l'on songe que pour les élections aux Chambres de Commerce le pourcentage des votants n'a jamais dépassé 8 % des électeurs (1) ! Les dernières Chambres d'Agriculture, au nombre de 90 avaient 1.985 membres, dont 35 parlementaires, de nombreux conseillers généraux, 706 propriétaires et 7 ouvriers (2). La composition des Chambres a été souvent vivement critiquée, notamment par les partis politiques dits « de gauche » qui leur reprochaient d'être aux mains des grands propriétaires et de ne pas défendre les intérêts des petits exploitants et des ouvriers agricoles.

Les Chambres d'Agriculture tenaient obligatoirement deux sessions par an : en mai et en novembre. Elles pouvaient tenir des sessions extraordinaires sur la demande des deux tiers de leurs membres ou sur convocation du ministre.

Le préfet avait droit d'entrée à toutes les séances ainsi que le Directeur des services agricoles et le Directeur des services vétérinaires. Des commissions préparaient les travaux de l'assemblée plénière et un bureau représentait la Chambre pendant l'intervalle des sessions.

Les ressources des Chambres d'Agriculture ont toujours été très limitées, ce qui réduisait fortement leur liberté d'action.

Les recettes ordinaires étaient constituées par la perception de centimes additionnels au principal de la contribution foncière des propriétés non bâties (au

(1) Philippe Doré, *Les Chambres d'Agriculture et la corporation agricole*. Paris, Sirey, 1941, p. 17.

(2) *Id.*, p. 20.

maximum : 10 centimes additionnels, loi 27 décembre 1927) ; en 1938, 7.879.667 francs pour 90 chambres. S'y ajoutaient : l'intérêt des fonds placés, le produit de la vente des publications, etc..., des subventions départementales ou communales. En 1938, les recettes ordinaires atteignaient : 10.470.831 francs pour les 90 Chambres d'Agriculture, 6 chambres seulement voyaient leurs recettes ordinaires dépasser 200.000 francs.

Les recettes extraordinaires s'élevaient en 1938 à 9.428.134 fr. 97, provenant d'emprunts et de subventions ; elles sont affectées à des réalisations précises.

En résumé, le budget des 90 Chambres était de 19.698.965 francs en 1938, soit environ 219.000 francs par chambre, en moyenne (3).

Les dépenses des Chambres d'Agriculture. — Elles étaient ainsi réparties (4) :

Frais de fonctionnement.....	15 %	des ressources
» de déplacements.....	7 %	» »
Cotisations à l'Assemblée des Présidents et aux Chambres régionales	8 %	» »
Subventions	70 %	» »

On voit que plus des 2/3 des ressources sont employées à des subventions ou à des dépenses avec affectations spéciales ; citons seulement les subventions à des syndicats ou à des associations agricoles, à l'enseignement et l'apprentissage agricole, aux concours et foires agricoles, à la construction de silos, d'abattoirs, etc...

Etant établissements publics, les Chambres d'Agriculture doivent observer les règles compliquées de la comptabilité publique et accepter de multiples contrôles.

(3) D'après Ph. Doré, *op. cit.*, chap. II.

(4) *Id.*, p. 30.

Les Chambres d'Agriculture ont essentiellement des attributions consultatives ; elles sont chargées de donner aux autorités publiques (Gouvernement et Préfet) tous les renseignements et avis qui leur sont demandés sur les questions intéressant l'agriculture ; elles peuvent, sans avoir été consultées, transmettre leurs vœux aux pouvoirs publics, pour toutes les questions d'intérêt agricole.

D'autre part, les Chambres d'Agriculture sont plus spécialement chargées par les Préfets de la codification des coutumes et usages locaux de caractère agricole ; en outre, les Chambres peuvent, sur la demande du Préfet, émettre des avis sur les différends d'ordre collectif entre exploitants et ouvriers agricoles.

Mais les Chambres d'Agriculture peuvent, en dehors de leur rôle consultatif, créer ou subventionner toute entreprise, tous travaux d'intérêt agricole.

Comme on peut le voir, la compétence accordée aux Chambres d'Agriculture est en principe très large, mais nous allons voir ce que fut en réalité leur activité.

Les Chambres d'Agriculture furent souvent consultées par les pouvoirs publics, elles ont émis en outre de nombreux vœux, mais il n'en reste pas moins que les pouvoirs publics se soucièrent fort peu de la « haute autorité des Chambres d'Agriculture ». Seule l'Assemblée des Présidents, comme nous le verrons plus loin, exerça une certaine influence, encore assez faible, sur l'orientation de la politique agricole française.

En matière de codification des coutumes d'usages locaux de caractère agricole, sur lesquels se basent bien des décisions judiciaires, un travail considérable a été

accompli : les usages ont été codifiés dans 71 départements, soumis à l'approbation des Conseils Généraux et distribués aux mairies.

Par contre la loi de 1924 donnait aux Chambres un rôle consultatif en matière de conflits sociaux en agriculture ; ce rôle est resté théorique, ce qui d'ailleurs était préférable étant donné la composition des Chambres, qui, nous l'avons vu, comprenaient presque exclusivement des propriétaires.

Mais c'est essentiellement par leur rôle actif que l'on se rend compte du travail des Chambres d'Agriculture ; or ces malheureux organismes ont toujours souffert de la faiblesse de leurs ressources : ils ont pu cependant subventionner de nombreuses associations agricoles, créer des cours agricoles, instituer des concours, créer des laboratoires, construire des silos ou des abattoirs (Hautes-Alpes), mais tout ceci restait par trop restreint, il y avait désharmonie entre les textes qui créaient de véritables parlements professionnels, élus au suffrage universel des agriculteurs, dotés d'attributions consultatives et d'une grande liberté d'action dans le domaine des réalisations pratiques... et le peu d'influence que ces organismes exerçaient sur l'agriculture française.

Les lois de 1919 et 1924 laissaient aux chambres départementales la possibilité de se réunir pour former des chambres régionales : 14 chambres régionales d'agriculture fonctionnent depuis 1933. Ces organismes n'ont pas de ressources propres et vivent des subventions des chambres départementales, subventions extrêmement modiques (la Chambre régionale de Lyon a le plus gros budget : 136.000 fr. en 1939) ; aussi leur activité fut

forcément très réduite. D'ailleurs les chambres départementales n'étaient pas arrivées à une conception unique du rôle que devaient jouer les chambres régionales. Pour les unes, la chambre régionale devait être une chambre supérieure coordonnant les vœux et les travaux des chambres de sa circonscription, pour les autres elle ne devait être qu'un bureau d'étude chargé de la préparation des sessions des Chambres départementales (5).

Avec ces faibles ressources et ce manque d'organisation, personne ne sera étonné du rôle insignifiant joué par les chambres régionales, alors qu'il semble que, justement sur ce plan régional, une utile collaboration aurait pu réunir les chambres départementales et les différentes associations agricoles.

§ 2. — L'ASSEMBLÉE PERMANENTE DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

C'est l'organisme national de la représentation légale de l'agriculture. Dès 1927 les Présidents des Chambres d'Agriculture se réunissent au moins deux fois l'an pour coordonner l'action des Chambres d'Agriculture ; un secrétariat permanent fut créé, ainsi qu'un organe périodique : *Les Travaux des Chambres d'Agriculture*. L'Assemblée était alimentée par les cotisations volontaires des Chambres d'Agriculture, c'est-à-dire par une fraction variable (de 1/20 en 1929 à 2/10 en 1933) du produit d'un centime additionnel.

En droit, cette Assemblée n'était qu'une réunion privée dont l'avis, ou les vœux, ne s'imposaient ni aux

(5) Cf. Ph. Doré, pp. 59 et ss.

chambres départementales, ni aux pouvoirs publics. En fait, grâce à l'Assemblée, les vœux de la majorité des chambres se dégageaient très nettement ; il est même remarquable que les motions les plus importantes étaient votées soit avec une forte majorité, soit à l'unanimité. De même les pouvoirs publics étaient pleins d'égards pour cette Assemblée, mais il ne fallait pas moins que les vœux émis par l'Assemblée soient ratifiés par les chambres départementales, pour représenter légalement les desiderata de l'agriculture française.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a mis fin à cette situation paradoxale en faisant de l'Assemblée un Etablissement public, « organe consultatif et représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'agriculture métropolitaine ».

L'Assemblée permanente reste composée des Présidents des Chambres d'Agriculture, chaque chambre départementale disposant d'une voix à l'Assemblée, quelle que soit l'importance agricole du département. Les sessions sont préparées par un Comité permanent général élu, et par les commissions.

Pour fournir leur cotisation à l'Assemblée, les chambres départementales sont autorisées à percevoir un centime additionnel supplémentaire (le onzième) ; les ressources annuelles de l'Assemblée s'élevaient ainsi à 1.300.000 francs ; en outre, un emprunt de 3 millions à la Caisse Nationale de Crédit Agricole fut autorisé pour l'acquisition de l'immeuble de la rue Scribe à Paris.

L'Assemblée des Présidents a parfaitement collaboré avec les Chambres d'Agriculture, sans pour cela les supplanter ; dans ses commissions les représentants

des grandes associations de producteurs étaient appelés à donner leurs avis. Par contre, bien que fréquemment consultée par le Gouvernement, l'Assemblée n'a pas réussi à établir une collaboration suivie avec le Parlement, comme le prévoyait le décret du 14 novembre 1935 ; cela a tenu surtout à l'obstination butée du Parlement, qui s'est toujours refusé à admettre la participation de délégués de l'Assemblée aux délibérations des commissions parlementaires, même à titre consultatif.

Les travaux de l'Assemblée des Présidents permettent de dégager le point de vue des organisations agricoles françaises sur les grands problèmes de l'heure : idées intéressantes puisque pour la plupart elles sont à la base de la nouvelle organisation de l'agriculture française (6).

L'Assemblée et les Chambres étaient unanimes à proclamer la faillite de l'économie libérale, à rejeter l'intervention de l'Etat et à réclamer l'organisation de la profession par elle-même, seul système qui permette de préserver la liberté et l'indépendance si chères aux paysans français.

La même unanimité demandait de sérieuses barrières douanières pour protéger les produits agricoles nationaux.

Le retour à la terre ne devrait être favorisé que par la revalorisation des produits agricoles (qui d'ailleurs, entraînant le relèvement du pouvoir d'achat de la moitié de la population ne peut être que favorable aux autres branches de l'activité économique) par une réforme de

(6) D'après les comptes-rendus de l'Assemblée Permanente.

l'enseignement agricole et par une politique résolument familiale. On croirait lire le sommaire des mesures qui sont prises depuis 1940 !

Enfin, en matière de législation sociale, l'Assemblée des Présidents a toujours demandé que le Parlement se borne à poser les principes des lois sociales, les modalités d'application à l'agriculture ne devant être fixées que par région, après avis des Chambres d'Agriculture et des organisations professionnelles intéressées.

En résumé, si l'œuvre pratique des Chambres d'Agriculture et de l'Assemblée des Présidents fut peu considérable, d'une part à cause de leurs ressources très faibles, d'autre part à cause de l'indifférence, sinon de l'hostilité des pouvoirs publics, du moins leurs travaux ont-ils permis de dégager une doctrine très nette qui est à la base de l'œuvre de rénovation actuelle.

QUATRIEME PARTIE

L'ORGANISATION CORPORATIVE DEPUIS LA LOI DU 2 DECEMBRE 1940

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 2 DECEMBRE 1940

§ 1. — SES ORIGINES

La loi du 2 décembre 1940, dont nous donnerons le texte plus loin, est la Charte nouvelle de l'Agriculture française ; ce n'est pas une loi révolutionnaire, mais l'aboutissement d'une évolution dont nous avons tracé l'histoire précédemment. Toutes les institutions que nous avons décrites sont conservées dans la Corporation agricole mais unifiées, coordonnées, et dotées du pouvoir réglementaire. L'idée d'une « Corporation paysanne » n'a pas brusquement surgi en 1940. Depuis plusieurs années, parlementaires et dirigeants syndicalistes de l'agriculture multipliaient les projets et les appels à l'opinion publique où l'idée de Corporation était à l'honneur.

Citons, dès 1935, la proposition de résolution de M. André BARDON, député (1), tendant à inviter le Gouvernement : 1° à pratiquer une politique de revalorisa-

(1) Chambre des députés, Doc. parlementaires, n° 5.846, p. 217, 1935.

tion des produits du sol ; 2° à organiser la représentation corporative des différentes branches de la production nationale. Et M. BARDON ajoutait : « L'agriculture s'est « bornée jusqu'à présent à donner des mandats en blanc « à des partis politiques qui tous l'ont déçue. Elle est « fille majeure : qu'on lui remette enfin le soin de ses « intérêts matériels et moraux ; elle est capable et digne « d'en assurer elle-même la gestion. »

Les deux propositions de loi de M. MARGAINE, en 1935 et 1936 (2) présentaient un plan d'organisation de l'Agriculture basée sur la coopération. A la base la Coopérative communale spécialisée, puis la Fédération départementale et nationale, avec en outre des Unions départementales et une Union Nationale Agricole.

Tous ces projets étaient d'ailleurs établis à une époque de surproduction et n'avaient guère que des fins économiques.

Parmi les publicistes et les économistes, nombreux sont ceux qui, dans une réforme de l'Etat, faisaient une place d'honneur à la Corporation (3), mais nous devons chercher les origines de la Corporation agricole, la seule qui nous intéresse actuellement, dans les travaux de ces syndicalistes dont nous avons déjà vu l'immense effort en faveur du bien-être et de l'indépendance des paysans français.

C'est ainsi qu'en 1934 se tint à Paris le Congrès du cinquantenaire du syndicalisme agricole, dont les

(2) *Id.*, Doc., n° 5.300, 1935, n° 123, 1936.

(3) Citons le projet du Comité de Salut économique (*Association Agricole*, 28 août-4 septembre 1934), les XI propositions de M. René Dommange (*Revue Hebdomadaire*, 21 avril 1934), la brochure de M. Baconnier, *Le Régime Corporatif*, etc...

travaux furent publiés sous ce titre significatif : « Vers la Corporation agricole ». On sent très nettement dans cet ouvrage que les dirigeants de l'Union nationale des Syndicats agricoles estimaient, à juste titre, que le syndicalisme agricole avait atteint un développement suffisant pour prendre en main la direction de l'agriculture française.

Le 22 juin 1935, l'Assemblée de la Confédération Nationale des Associations agricoles approuvait le rapport de sa commission d'études sur le régime corporatif (4). Elle estimait que l'organisation corporative agricole devait trouver sa base fondamentale dans une organisation syndicale évoluée associant l'ensemble des professions agricoles. A la base le syndicat local, de caractère général, aurait « vocation corporative générale ». L'adhésion resterait libre, mais les décisions corporatives seraient obligatoires pour tous. A l'échelon départemental, l'avant-projet de loi établi par la C. N. A. A. transformait les chambres départementales d'agriculture en chambres corporatives agricoles : 1° en attribuant l'élection de leurs membres : pour moitié (au lieu de 1/5) aux groupements corporatifs ; pour moitié (au lieu de 4/5) au suffrage universel agricole ;

2° en leur attribuant des pouvoirs « corporatifs ».

Enfin une chambre corporative nationale serait formée (un délégué élu par chaque chambre départementale).

Citons également le programme du « Comité d'Action Paysanne » (septembre 1935) qui dans sa con-

(4) Cf. le texte de ce rapport dans M. Salleron, *Un régime corporatif pour l'Agriculture*, op. cit., p. 239.

clusion réclamait également l'instauration d'un régime corporatif (5).

Plus récemment encore, le Congrès Syndical paysan de Caen (5-6 mai 1937) (Union Nationale des Syndicats agricoles) dont nous avons déjà cité les conclusions, réclamait « l'intégration dans l'Etat des professions organisées en corporations ».

Il serait injuste d'omettre les travaux de M. Louis SALLERON, qui depuis plusieurs années préparaient cette loi du 2 décembre 1940, consécration d'une longue évolution de l'organisation professionnelle de l'Agriculture, et tout particulièrement son livre, *Un régime corporatif pour l'Agriculture*, auquel nous nous sommes souvent reporté, et ses articles très nombreux, dont les plus importants viennent d'être réunis dans *Naissance de l'Etat corporatif* (Paris, Grasset, 1942).

§ 2. — LA LOI DU 2 DÉCEMBRE 1940 (6),
MODIFIÉE PAR LES LOIS DU 28 DÉCEMBRE 1941 (7),
DU 27 FÉVRIER 1942 (8) ET DU 27 AVRIL 1942 (9)

*Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,
Le Conseil des Ministres entendu,*

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation corporative de l'Agriculture a pour objet de promouvoir et de gérer les

(5) Cf. L. Salleron, *op. cit.*, p. 249.

(6) *J. O.*, 7 décembre 1940.

(7) *J. O.*, 30 décembre 1941.

(8) *J. O.*, 28 février 1942.

(9) *J. O.*, 28 avril 1942.

intérêts communs des familles paysannes dans le domaine moral, social et économique.

TITRE PREMIER

De l'organisation syndicale

ART. 2. — L'organisation corporative est fondée sur le Syndicat Agricole local, à cadre communal ou intercommunal. Ce Syndicat, qui réunit les familles paysannes d'un territoire, est dit corporatif.

Il ne peut exister qu'un seul Syndicat Agricole Corporatif pour une même circonscription locale.

Tous les Syndicats Agricoles Corporatifs locaux sont tenus d'adhérer à l'Union Agricole Corporative régionale ou départementale.

Toutes les Unions Agricoles Corporatives régionales ou départementales doivent participer à l'organisation nationale corporative définie à l'article 8.

Les organisations corporatives agricoles sont régies par les dispositions du Livre III du Code du Travail.

Les règlements corporatifs sont obligatoires pour tout professionnel syndiqué ou non.

ART. 3. — Les chefs d'exploitation, les salariés et les propriétaires exploitant ou non peuvent adhérer au Syndicat Agricole Corporatif local.

Auront également la faculté d'adhérer, les artisans ruraux tels qu'ils seront définis par un décret pris pour l'application de la présente loi.

L'adhésion du chef de famille entraîne la participation à la vie syndicale de tous les membres de la famille qui travaillent avec lui sur la même exploitation.

Le régime des étrangers dans la profession agricole sera précisé par décret.

ART. 4. — Le Syndicat Corporatif Agricole local est présidé par un syndic assisté, s'il y a lieu, de syndics adjoints nommés par l'Union Corporative Agricole régionale sur proposition du Syndicat local.

ART. 5. — Le régime du travail, les conditions juridiques d'exploitation du sol et, généralement, tous les

rapports professionnels des membres de la profession entre eux, adhérents ou non au Syndicat Agricole Corporatif local, sont fixés par des règlements. Ces règlements sont établis par des commissions paritaires, constituées au sein du Syndicat Agricole Corporatif local ou d'une réunion de plusieurs Syndicats Corporatifs locaux, et composés de représentants des diverses catégories d'intérêts.

Ils sont proposés à l'organisation corporative régionale qui peut les modifier ou les unifier.

Les règlements adoptés par l'Organisation Corporative régionale sont enregistrés par les directeurs des Services agricoles compétents. Ils peuvent être déferés, s'il y a lieu, par le commissaire du Gouvernement visé à l'article 6, au ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Dans ce cas, ils ne sont applicables qu'après avoir été homologués dans le délai d'un mois au plus. Passé ce délai, et en l'absence d'une décision ministérielle, ils sont applicables de plein droit.

Toute grève ou tout lock-out au sujet de leur exécution sont interdits.

ART. 6 (nouveau) (Loi du 26 décembre 1941). — L'union régionale corporative est présidée par un délégué régional assisté par un conseil régional corporatif. Le nombre des membres de ce conseil régional est fixé par le Conseil National Corporatif. Il ne peut excéder dix-huit pour le territoire d'un département. Le délégué et les membres du Conseil sont nommés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition de l'assemblée générale des syndics transmise par le Conseil National Corporatif visé à l'article 8 (10).

Un commissaire du Gouvernement, nommé par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, assiste aux Assemblées des Syndics et aux réunions du Conseil de l'Union Régionale.

(10) Voici le texte ancien du premier alinéa de l'article 6 : « ARTICLE 6. « — L'Union Corporative Régionale est présidée par un délégué régional assisté « d'un Conseil de douze membres au plus ; le délégué et les membres du Conseil « sont nommés par le Ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition « de l'Assemblée Générale des Syndics transmise par le Conseil National Corpo- « ratif visé à l'article 8. »

Le délégué régional ou à défaut le commissaire du Gouvernement pourra constituer des Commissions paritaires et entendre les représentants des Commissions paritaires des Syndicats locaux.

La Commission prévue au Titre V de la présente loi établit, sous réserve d'homologation du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, la répartition géographique des Unions Corporatives régionales ou départementales ; elle provoque et contrôle les transformations internes et les fusions, comme les créations d'Unions Agricoles Corporatives régionales.

L'actif des organisations qui se fondront en une Union Corporative sera dévolu à cette Union. Toute disposition tendant à soustraire tout ou partie de l'actif à cette destination est frappée de nullité à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 7. — L'Union Agricole Corporative régionale est, à l'échelon de la région ou du département, le centre actif et représentatif de l'activité professionnelle paysanne du territoire. Elle groupe les Syndicats Corporatifs locaux dont les syndics constituent l'Assemblée Générale de l'Union.

Elle a capacité pour régler dans le cadre de la législation :

a) Les questions relatives au travail, à l'organisation de la prévoyance, de l'assurance et de l'assistance, aux conditions d'habitat et d'hygiène, à l'allègement du travail des femmes, et, d'une manière générale, à toutes les conditions de la vie paysanne ;

b) Les questions relatives à l'apprentissage et à la formation des jeunes ruraux ;

c) Les questions relatives à la discipline générale et à l'honneur de la profession ;

d) Dans les conditions prévues au Titre III de la présente loi, ou directement s'il y a lieu, les questions relatives à la production, à la vente, aux débouchés, aux prix et, d'une manière générale, à l'ensemble de l'économie agricole.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne dérogent pas à la législation en vigueur en ce qui concerne la fixation des prix.

Les décisions de l'Union Agricole Corporative régionale sont soumises à l'agrément du Conseil Corporatif National.

A défaut de décision prise par l'Union Corporative régional, le délégué régional et, à défaut, le commissaire du Gouvernement soumet ses propositions au Conseil National Corporatif.

ART. 8. — La réunion des délégués régionaux des Unions Corporatives régionales ou départementales constitue le Conseil National Corporatif agricole. A ce Conseil sont représentés les groupes spécialisés visés au Titre III, ainsi que les organismes professionnels divers visés à l'article 9.

Le Conseil coordonne et contrôle les activités des Unions Régionales, ainsi que celles des groupes spécialisés et des organismes professionnels.

Le Conseil National propose à l'agrément du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, un Comité permanent de dix membres qui est, auprès de lui, un organisme consultatif.

Un commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du Conseil National et du Comité Permanent. Il peut déférer au ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, toutes les décisions prises par le Conseil National ou le Comité Permanent.

A défaut de décision prise par le Conseil National, le délégué général, et à défaut le commissaire du Gouvernement, soumet ses propositions au ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Le ministre statue dans le délai d'un mois, faute de quoi les décisions deviennent exécutoires de plein droit.

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture est exclusivement chargé des relations entre les pouvoirs publics et l'organisation corporative agricole en ce qui concerne l'étude, la préparation et l'application des dispositions législatives ou réglementaires intéressant la profession agricole et la famille paysanne.

La présente prescription s'applique notamment au Conseil National Corporatif et aux délégués généraux prévus par l'article 19 (11).

TITRE II

Des institutions agricoles de coopération et de mutualité

ART. 9. — Outre les membres individuels constituant l'organisation syndicale, tous les organismes professionnels agricoles régis par une législation particulière et, notamment, les organismes de coopération et de mutualité, font également partie de l'organisation corporative paysanne aux conditions ci-dessous précisées.

L'adhésion aux divers organismes professionnels agricoles : Sociétés Coopératives agricoles, Caisses de Crédit Agricole Mutuel, Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles, Sociétés de Secours Mutuel Agricole, Caisse d'Assurances Sociales Agricoles, Caisses d'Allocations Familiales Agricoles, Coopératives et Syndicats d'Approvisionnements, Syndicats d'utilisation de matériel agricole, Syndicats de vente, Syndicats de contrôle et, généralement, toutes institutions agricoles d'ordre économique et social, implique l'adhésion à un Syndicat corporatif agricole.

Tous les organismes professionnels ci-dessus énumérés doivent constituer une organisation professionnelle unique par branche d'activité, dans les conditions qui seront fixées par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition de la délégation prévue au titre V de la présente loi.

ART. 10. — Les Conseils d'administration des organismes professionnels agricoles, visés à l'article 9 sont composés pour trois cinquièmes de membres élus par leurs sociétaires et pour deux cinquièmes de membres désignés parmi les sociétaires par les Syndicats corporatifs auxquels ceux-ci appartiennent.

ART. 11. — Les organisations professionnelles agricoles visées à l'article 9 doivent, dans les conditions fixées

(11) Les deux derniers alinéas ont été ajoutés par la loi du 28 décembre 1941.

par le Conseil National Corporatif Agricole, verser une contribution annuelle aux Unions Régionales Corporatives ainsi qu'aux organisations spécialisées. Cette contribution est fonction des cotisations et recettes ainsi que des réserves et des possibilités de chaque organisation.

A titre exceptionnel, en vue de favoriser la mise en application de la présente loi, une première subvention sera fournie avant le 30 mai 1941 par les Caisses Mutuelles créées en vertu de la loi du 4 juillet 1900, par les Caisses de Crédit Agricole et par les Syndicats et Coopératives agricoles d'approvisionnement, de vente et de transformation. Le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, fixera, par arrêté, la date de ces versements et leur montant. Les fonds provenant de ces subventions professionnelles seront mis à la disposition de la Commission prévue au Titre V de la présente loi.

Les décisions à prendre pour l'application du présent article par les organisations professionnelles intéressées peuvent l'être par leur Conseil d'administration, sans qu'il soit nécessaire de réunir l'Assemblée générale.

ART. 12. — Les organisations professionnelles visées à l'article 9 sont responsables de l'exécution des articles précédents.

En cas d'inexécution, leur Conseil d'administration sera dissous et le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture nommera une Commission administrative.

TITRE III

Des groupes spécialisés par productions ou catégories de productions

ART. 13. — Dans le cadre de l'organisation corporative professionnelle, pour les diverses productions ou catégories de productions dont l'importance le justifie, des groupes spécialisés sont constitués à l'échelon national et comportent, s'il y a lieu, des sections à l'échelon régional ou local.

Ils sont formés de délégués désignés par l'organisation syndicale corporative et investis par elle des pouvoirs nécessaires.

Ils sont compétents pour traiter tous les problèmes concernant l'organisation et la défense économique des productions considérées.

Ils participent, notamment, à l'établissement et à l'application des règlements interprofessionnels destinés à assurer l'équilibre des marchés et des prix, ainsi qu'à régler les rapports entre la production et la consommation.

Leurs ressources sont assurées par une contribution sur les produits, dont l'importance et les modalités d'assiette et de perception sont fixées par les règlements professionnels et interprofessionnels approuvés par les ministres responsables et le ministre des Finances.

En ce qui concerne les prix et la réglementation des marchés, leurs décisions, après avis du Conseil Corporatif National, sont soumises à l'homologation des ministres responsables et du ministre des Finances.

ART. 14. — Le groupe spécialisé, auquel se rattachent les Coopératives, les Syndicats de vente et les Syndicats de contrôle de la production intéressée, peut comprendre des représentants de ces organismes pour deux cinquièmes au plus des membres de son organe de direction. Participe, en outre, de droit à cet organe de direction, un représentant de l'organisation syndicale corporative de l'échelon territorial correspondant.

Le groupe spécialisé réfère au Conseil Corporatif National pour tout projet ou toute action économique mettant en cause l'intérêt général de l'agriculture.

ART. 15. — Dans les Comités interprofessionnels, provisoires ou non, qui se rapportent à des productions agricoles, les groupes spécialisés représentent l'organisation agricole syndicale corporative.

TITRE IV

Des Chambres Régionales d'Agriculture

ART. 16. — Des chambres régionales d'agriculture sont créées qui ont pour objet exclusif et reçoivent pour mission de promouvoir, en liaison avec les organisations professionnelles et avec les services du ministère de l'Agriculture,

le progrès de l'agriculture par les applications des sciences aux productions agricoles, animales et végétales. Elles peuvent être associées aux travaux des centres, stations ou laboratoires existant dans leurs rayons respectifs. Elles peuvent, s'il y a lieu, créer des centres, stations ou laboratoires de recherches nouveaux. Leurs ressources sont assurées selon les modalités prévues par la loi du 27 décembre 1927 et le décret-loi du 30 octobre 1935. Un arrêté contresigné du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du ministre secrétaire d'Etat aux Finances fixera les conditions d'application du présent article.

Des sections départementales peuvent être constituées au sein des chambres régionales, après avis de la délégation permanente prévue au titre V homologué par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Les chambres d'agriculture créées par la loi du 3 janvier 1924 seront supprimées par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture dès que l'organisation régionale aura été constituée. Jusqu'à leur suppression, leur activité sera limitée aux questions techniques définies ci-dessus.

Les conditions de dévolution de leur actif seront étudiées et proposées par la commission prévue au titre V.

ART. 17. — Les membres des Chambres régionales d'Agriculture sont présentés par les unions corporatives des régions ou des départements intéressés. Ils sont nommés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, lequel peut, en outre, dans la proportion de la moitié au plus, désigner directement des membres qualifiés par leur compétence.

Les directeurs des services agricoles des départements intéressés sont plus spécialement désignés comme conseillers techniques des chambres régionales d'agriculture. Ils sont chargés de veiller à l'exécution des mesures qu'elles adoptent.

ART. 18. — L'assemblée permanente des présidents des Chambres d'Agriculture est supprimée. Un arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture fixera, avant le 30 avril 1941, les modalités de liquidation. Les biens et les

intérêts de l'assemblée permanente sont gérés provisoirement par un comité de trois membres nommés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Pour l'exercice suivant la promulgation de la présente loi, une somme correspondant au total des subventions annuelles prélevées par l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture et par les chambres régionales ou départementales sur leur budget et affectées, au cours des dernières années, aux associations, sociétés agricoles diverses, services professionnels spéciaux ou syndicats, sera prélevée sur les biens de l'assemblée permanente et des chambres d'agriculture et mise à la disposition de la délégation prévue au titre V de la présente loi. Cette somme sera réservée, sous le contrôle du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, aux organisations corporatives et organismes divers qui assumeront les services ayant justifié les subventions antérieures.

Un décret fixera la composition et les conditions de fonctionnement de l'organisme de coordination des travaux des chambres régionales d'agriculture.

TITRE V

Modalités de réalisation et de transition

ART. 19 (nouveau) : Loi du 27 février 1942 (12). — En vue de réaliser le passage de l'organisation profession-

(12) Texte de l'ancien article 19 : « En vue de réaliser le passage de
« l'organisation professionnelle ancienne à l'organisation corporative, le ministre,
« Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, nomme une Commission de trente membres
« au plus, délégués à l'organisation corporative paysanne et désigne son président.

« La Commission a mandat d'étudier et de proposer toute mesure en vue
« de l'application de la présente loi ; d'établir la liaison entre les cadres de
« la vie paysanne et rurale et le Gouvernement ; d'agir aux lieux et places des
« rouages centraux de l'organisation corporative jusqu'à leur création. Elle est,
« notamment, chargée d'élaborer les projets de textes législatifs et d'établir les
« règlements d'application de la présente loi qui seront rendus exécutoires par
« décret pris sur proposition du Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

« Les textes contenant des dispositions financières ou susceptibles d'avoir
« une incidence financière, concernant les finances publiques ou l'économie générale
« du pays, seront contresignés par le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Finances.

« Le Président de la Commission de l'Organisation Corporative Paysanne
« est assisté de délégués généraux, nommés par le Ministre, Secrétaire d'Etat à
« l'Agriculture, etc... »

nelle ancienne à l'organisation corporative, le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture nomme une commission de trente-cinq membres au plus délégués à l'organisation corporative paysanne.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture est président de droit de cette commission ; il désigne son vice-président et fixe, s'il y a lieu, les missions particulières qui peuvent être confiées à certains de ses membres, en collaboration avec les services de la commission.

La commission a mandat d'étudier et de proposer toute mesure en vue de l'application de la présente loi ; d'établir la liaison entre les cadres de la vie paysanne et rurale et le Gouvernement ; d'agir à la demande du secrétaire d'Etat à l'Agriculture, au lieu et place des rouages centraux de l'organisation corporative jusqu'à leur création.

Elle est notamment chargée, à la demande du secrétaire d'Etat à l'Agriculture, d'élaborer les projets de textes législatifs et d'établir les règlements d'application de la présente loi, qui seront rendus exécutoires par décret pris sur proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Les textes contenant des dispositions financières ou susceptibles d'avoir une incidence financière, concernant les finances publiques ou l'économie générale du pays seront contresignés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances.

Les services de la commission sont placés sous l'autorité d'un directeur général nommé par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Le directeur général est chef de l'ensemble des services de la commission.

Un commissaire du Gouvernement, représentant le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, assiste aux réunions de la commission.

ART. 20. — Sur proposition de la Commission de l'organisation corporative paysanne, le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, désigne des délégués régionaux qui sont chargés, dans le cadre d'une région ou d'un département, d'animer et d'orienter la constitution des organisations corporatives et d'assurer l'application de la présente

loi. Ils reçoivent, notamment, tous pouvoirs pour provoquer et réaliser la transformation ou la fusion nécessaire des organisations existantes.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture peut, jusqu'au 30 juin 1941, prononcer la dissolution et la liquidation de tout groupement professionnel agricole public ou privé, qui mettrait obstacle ou s'opposerait au développement de l'organisation agricole corporative.

ART. 21. — Indépendamment des ressources mises à la disposition de la Délégation permanente par les dispositions précédentes, en vue d'assurer le fonctionnement des Services, qui, à l'échelon local, régional ou national, auront pour mission de concourir aux mesures de réalisation et de transition prévues par la présente loi, il est ouvert au ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, un crédit spécial de *trente millions de francs*.

ART. 22. — Toutes les modifications, transformations, fusions sociales, et, généralement, tous actes résultant de l'application de la présente loi sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 23. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

ART. 24. — Le Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, le ministre secrétaire d'Etat aux Finances, et le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi qui sera publiée au *Journal Officiel*.

Signalons encore pour être complet la loi du 27 avril 1942 qui modifie à nouveau l'article 13 de la loi du 2 décembre 1940 :

ARTICLE PREMIER. — Le président de la Commission de l'organisation corporative paysanne et du Conseil national corporatif agricole, lorsque ce dernier sera constitué, dirige l'organisation corporative de l'agriculture ; il assure l'achèvement de sa constitution et son fonctionnement. Il possède à cet effet tous pouvoirs administratifs et ordonnance les dépenses.

ART. 2. — Il est nommé par le chef de l'Etat, sur proposition du chef du Gouvernement.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi, et notamment celles qui sont contenues dans les lois du 2 décembre 1940, du 28 décembre 1941 et du 27 février 1942.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme loi de l'Etat (13).

§ 3. — LES GRANDES LIGNES DE LA NOUVELLE CORPORATION

Nous avons vu qu'à la veille de la loi du 2 décembre 1940 il existait de multiples organisations professionnelles agricoles, très vivantes et très actives, mais qui présentaient un double défaut : d'une part elles ne pouvaient pas parvenir à l'unité, ni à une délimitation exacte de leurs compétences respectives, d'autre part il manquait à tous ces organismes précorporatifs le pouvoir représentatif.

La loi du 2 décembre 1940, qui crée la Corporation agricole, donne à l'organisation professionnelle agricole : l'unité et le pouvoir représentatif, mais elle conserve tous les organismes existants sans les modifier profondément (sauf les Chambres d'Agriculture), s'appuyant ainsi sur les résultats acquis depuis 1884. C'est ainsi que subsistent :

- le syndicalisme à trois échelons,
- la Coopération et les associations spécialisées,
- les Assurances mutuelles et le Crédit agricole,
- les Chambres d'Agriculture.

(13) Par décret du même jour, M. Caziot était nommé Président de la Commission de l'Organisation corporative paysanne.

Ce qui est nouveau, c'est la place prépondérante accordée au Syndicalisme agricole qui devient le centre de la Corporation, toutes les autres institutions agricoles lui étant subordonnées.

L'architecture de la Corporation paysanne est donc la suivante :

au centre le syndicalisme corporatif à triple échelon :

- le syndicat corporatif local ;
- l'Union corporative régionale ou départementale,
- le Conseil National corporatif.

autour de lui et dans sa dépendance :

- les institutions agricoles de coopération et de mutualité ;
- les groupes spécialisés par production ;
- les Chambres Régionales d'Agriculture.

I. — *L'organisation syndicale corporative*

C'est l'armature de la Corporation. La loi a respecté l'ancienne organisation à trois échelons : local, régional, national, mais elle y apporte l'unité. Dans la nouvelle Corporation, le syndicat présente les caractéristiques suivantes :

1° Il est *unique* à chaque échelon : il ne peut exister en effet d'organismes concurrents dans une Corporation : à la base, le syndicat unique, communal en général, car c'est la commune qui est le centre de la vie paysanne, puis une seule organisation régionale : l'Union corporative dont le cadre sera le plus souvent le département, cadre actuel de la vie administrative et judiciaire du pays ; enfin, au sommet, le Conseil National Corporatif

sera l'unique tête de la vie paysanne dont il coordonnera toutes les organisations professionnelles.

2° *Il est hiérarchisé* : le syndicat local doit être nécessairement affilié à l'Union corporative régionale. L'Union Corporative exerce une tutelle sur les syndicats dont elle nomme les syndics, les syndics adjoints et le Conseil d'administration ; en outre, elle contrôle l'activité du syndicat local. L'Union Corporative régionale de son côté doit être affiliée à l'organisme national : le Conseil National Corporatif. Nous verrons que la loi précise avec soin les pouvoirs respectifs de ces différents organismes.

3° *Il est familial*. La Corporation défend les intérêts communs des familles paysannes (art. 1^{er}) ; l'adhésion du chef de famille entraîne la participation à la vie syndicale de tous les membres de la famille qui travaillent avec lui sur la même exploitation (art. 3) ; c'est reconnaître que l'exploitation familiale est le fondement de la classe paysanne française.

4° *Il est mixte*, c'est-à-dire que le syndicat corporatif est opposé au syndicalisme de classe fondé sur l'individualisme. Au-dessus de la défense des intérêts particuliers des différentes catégories sociales (propriétaires, fermiers, ouvriers agricoles, etc...), il existe un intérêt collectif, un bien commun à tous ceux qui vivent de la terre ; c'est ce bien commun qu'à tous les échelons l'organisation syndicale corporative défendra et représentera.

Cependant la loi prévoit la défense des différentes catégories sociales : chaque fois qu'une question est sus-

ceptible de mettre plusieurs catégories d'intérêt en présence, les règlements devront être établis par des commissions paritaires (14) ; mais ces règlements ne seront pas des contrats, mais des actes-règles, qui tirent leur force exécutoire du fait qu'ils sont promulgués par une « autorité » : le Syndicat Corporatif.

5° *Il est obligatoire*, en ce sens que les décisions du Syndicat (les règlements corporatifs) sont obligatoires pour tous les agriculteurs syndiqués ou non (art. 2). L'adhésion au Syndicat n'est pas obligatoire (art. 3), mais nous verrons qu'en fait la quasi-totalité des agriculteurs sera inscrite dans l'organisation syndicale corporative puisque l'adhésion à un organisme de coopération ou de mutualité implique l'affiliation à un Syndicat Agricole Corporatif (art. 9) (15).

Dès à présent on voit que la Corporation agricole française n'est pas une simple imitation des systèmes corporatifs étrangers que nous avons décrits : le Syndicat Corporatif français est unique et mixte alors qu'en Italie les corporations sont spécialisées par produits et que les syndicats d'employeurs et de salariés restent distincts. La Corporation française est hiérarchisée, mais beaucoup moins qu'en Allemagne, puisque la nomination des cadres n'a lieu que sur présentation des candidats par leurs pairs (16).

(14) Art. 5 pour le Syndicat corporatif local.

(15) Cf. plus loin chap. II comment est résolue cette contradiction entre les articles 2 et 9.

(16) Ajoutons que les Corporations italiennes et allemandes ont des fins essentiellement politiques et économiques ; la Corporation paysanne française, elle, ne vise qu'à rendre les paysans maîtres de leur profession.

Examinons maintenant l'organisation nouvelle du Syndicalisme Agricole.

1° Le Syndicat Corporatif local (17) : il est unique comme nous l'avons vu ; tous les agriculteurs, quelle que soit la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent peuvent y adhérer, l'adhésion du chef de famille entraînant celle de tous les membres de la famille travaillant avec lui. La loi réservait provisoirement le cas des artisans ruraux et des étrangers. Le chef du syndicat local, ou syndic est présenté par l'assemblée générale à la ratification de l'Union Corporative régionale.

2° L'Union Régionale (18) est formée par la réunion des syndicats locaux, représentés par leurs syndics. L'Assemblée générale des syndics, propose à la nomination par le ministre les noms du délégué régional et des membres du Conseil Régional. En outre, un commissaire du Gouvernement, dont nous verrons plus loin le rôle, assiste aux réunions de l'Union Corporative Régionale. Par ses attributions, l'Union Régionale doit être « le centre actif et représentatif de l'activité professionnelle paysanne ».

3° Le Conseil Corporatif national (19) est constitué par la réunion des délégués régionaux des Unions Régionales, ainsi que par les représentants des groupes spécialisés et des institutions professionnelles agricoles. Emanant du Conseil Corporatif agricole, un Comité permanent de dix membres jouera auprès du ministre de

(17) Art. 2 à 5.

(18) Art. 6 et 7.

(19) Art. 8.

l'Agriculture le rôle d'un organisme consultatif. Un Commissaire du Gouvernement assiste également aux réunions du Conseil National et du Comité permanent.

La loi prend grand soin d'énumérer les différents pouvoirs de ces organismes :

Le syndicat local est chargé de fixer par voie de règlements, établis par des commissions paritaires, « le régime du travail, le régime juridique d'exploitation du sol et généralement tous les rapports professionnels des membres de la profession entre eux ». En outre, le Syndicat Corporatif coordonne toutes les activités agricoles : il désigne les deux cinquièmes des membres des Conseils d'administration des organismes professionnels visés à l'article 9 (coopératives, mutuelles, etc.), et désigne éventuellement certains délégués qui formeront les groupes spécialisés, à l'échelon local.

L'Union Corporative régionale a des rôles très variés : elle exerce tout d'abord sur les syndicats une véritable tutelle puisqu'elle nomme les syndics et les Conseils d'administration et qu'elle approuve et peut modifier les règlements qui sont établis par les syndicats locaux. Ses pouvoirs propres, prévus par l'article 7 de la loi du 2 décembre 1940, sont très larges ; l'Union régionale a pouvoir de régler dans le cadre de la région :

1° les questions relatives à toutes les conditions de la vie paysanne : travail, prévoyance, assurance et assistance, habitat et hygiène, etc... ;

2° les questions relatives à l'apprentissage ;

3° les questions relatives à la discipline générale et à l'honneur de la profession ;

4° les questions relatives à la vente, aux débouchés des produits, et d'une manière générale à l'ensemble de l'économie agricole.

En outre l'Union régionale, par ses délégués, constitue les groupes spécialisés à l'échelon régional.

Le Conseil National Corporatif, de son côté, coordonne et contrôle l'activité de toutes les Unions corporatives régionales, des groupes spécialisés et des organismes professionnels de coopération et de mutualité.

Pour mettre sur pied cette organisation syndicale corporative, et pour réaliser le passage de l'organisation professionnelle ancienne à la nouvelle organisation corporative, il a été prévu par le Titre V de la loi une « Commission d'Organisation Corporative » chargée de préparer tous les textes d'application de la loi du 2 décembre 1940.

II. — *La mutualité et la coopération*

La loi du 2 décembre 1940 respecte la structure générale de ces organismes, telle qu'elle existait auparavant, mais toutes ces institutions sont rattachées et subordonnées au syndicalisme :

1° pour faire partie de ces organismes, les intéressés devront obligatoirement être affiliés à un syndicat. Ce n'est d'ailleurs pas une chose nouvelle : jusqu'à la loi du 5 août 1920, les agriculteurs ne pouvaient appartenir aux mutuelles et aux caisses de crédit qu'en étant syndiqués (lois du 5 novembre 1894 et du 29 décembre 1906) ;

2° la loi prévoit que les membres des Conseils d'administration de tous ces organismes devront se com-

poser, pour les 2/5, de membres désignés parmi les sociétaires par les organisations syndicales ;

3° enfin les mutuelles et les coopératives devront verser une contribution annuelle aux Unions régionales et aux Associations spécialisées.

Ajoutons que dans la nouvelle organisation corporative, tous les organismes professionnels agricoles devront constituer une organisation professionnelle unique par branche d'activité.

III. — *Les Groupes spécialisés par productions*

Ce sont les anciennes associations de producteurs qui continuent d'exister, mais étroitement rattachées à la Corporation ; en effet, ces groupes spécialisés sont formés de délégués désignés par l'organisation syndicale.

Ils sont exclusivement consacrés à la défense des produits et des marchés ; en outre, ils représentent la Corporation et défendent les intérêts agricoles dans les groupements interprofessionnels.

§ 4. — LES CHAMBRES RÉGIONALES D'AGRICULTURE

Les anciennes Chambres d'Agriculture disparaissent : elles n'ont plus de rôle à jouer en tant qu'organe représentatif de l'agriculture, puisque cette place sera tenue par les Unions régionales. Mais il existera désormais des Chambres régionales d'Agriculture, nommées sur présentation des Unions corporatives ; elles se consacreront uniquement aux problèmes de technique agricole. C'est dire que leur action pourra être efficace, car

en matière de progrès agricole un champ illimité s'ouvre devant elles.

Nous avons décrit la structure de la Corporation nationale paysanne : elle est chargée du gouvernement de la profession, mais n'en reste pas moins soumise à la tutelle de l'Etat. Cette tutelle s'exerce suivant trois modes différents :

1° Le contrôle gouvernemental s'exerce d'abord par les nominations : rappelons que les délégués et le conseil des Unions régionales, le Comité permanent, les membres des Chambres régionales d'Agriculture sont, en définitive, nommés par le Ministre.

2° Les Commissaires du Gouvernement sont, à l'échelon régional et à l'échelon national, les représentants du Ministre ; informateurs du Gouvernement, ils veillent à l'observation des lois et règlements ; ils peuvent déférer au Ministre les règlements qui sont pris par les Unions régionales corporatives et provoquer eux-mêmes la réunion des commissions paritaires.

3° Enfin la tutelle gouvernementale s'exerce encore par l'homologation des règlements établis par les syndicats locaux et les Unions régionales.

La loi du 2 décembre 1940, qui fait du syndicalisme la base de la Corporation agricole, fut bien accueillie par les dirigeants syndicaux ; c'est ainsi que réunis à Paris le 5 décembre 1940, les dirigeants des Unions régionales de la zone occupée, affiliées à l'U. N. S. A. ...

« ... se félicitent de la promulgation de la Charte
« paysanne annoncée par le Ministre de l'Agriculture
« et expriment à M. le Maréchal PÉTAÎN leurs sentiments

« de reconnaissance pour cet acte de rénovation nationale qui ira droit au cœur de la paysannerie. »

Cependant, la « Corporation » suscite des inquiétudes chez les paysans français : les uns y voient à tort une copie servile du fascisme, d'autres, et à plus juste titre, y voient une menace d'étatisme. Sans aller aussi loin que M. PIROU qui prétend que « par la disparition « presque complète de l'élection, par l'importance du « rôle attribué au pouvoir central dans la composition « des divers organismes et dans la surveillance de leurs « délibérations, nous sommes en présence d'une modalité tout à fait typique du corporatisme d'Etat » (20), il est certain que « la corporation paysanne devra lutter « contre l'étatisme, qu'elle doit revendiquer intégralement les pouvoirs que lui donne la loi et qui sont les « garants de sa liberté » (21).

En cette matière, d'ailleurs, les faits et les réalisations compteront plus que les textes.

(20) Pirou, *Traité d'Economie Politique*, tome I, fasc. 2, l'Agriculture et le Commerce. Paris, Sirey, 1941, p. 182.

(21) L. Salleron, *Naissance de l'Etat corporatif*. Paris, Grasset, 1942, p. 240.

CHAPITRE II

LES PREMIERES REALISATIONS

Le programme tracé par la loi du 2 décembre 1940 est fort vaste et il faudra de longs mois avant que la Corporation agricole, avec ses multiples organes, constitue un ensemble capable de fonctionner.

Cependant il eût été dangereux pour l'agriculture de rester inorganisée en face d'une industrie et d'un commerce de jour en jour plus concentrés dans leurs Comités d'Organisation et dont la tendance naturelle est d'accaparer toutes les matières premières. Aussi la Commission de l'Organisation Corporative paysanne, prévue au titre V de la loi du 2 décembre, est-elle chargée non seulement de mettre sur pied la Corporation paysanne, mais encore « d'agir aux lieu et place des « rouages centraux de l'Organisation Corporative jusqu'à leur création ». Dès à présent l'agriculture possède donc un organisme central capable de la représenter auprès des pouvoirs publics et des organes représentatifs des autres activités économiques, et de défendre ses intérêts.

La Commission Nationale a été constituée par un *arrêté du 21 janvier 1941*, M. DE GUÉBRIANT, vice-président de l'Union Nationale des Syndicats agricoles, en a été nommé le président. Les membres de la Commission sont des personnalités marquantes des institutions paysannes, citons au hasard : M. SALLERON, Directeur de

l'Association Générale du Crédit Mutuel et de la Coopération Agricoles, MM. DE BLOIS, Remy GOUSSAULT, dirigeants de l'U. N. S. A., M. GAULT, ingénieur agricole, etc...

Un décret du 11 février 1941 (J. O., 13 février) fixe l'organisation intérieure et financière de la Commission Nationale. Elle reçoit la personnalité civile et des ressources financières : subventions des syndicats et des institutions agricoles, prélèvement sur les biens de l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture, etc...

Ainsi constituée, la Commission Nationale a pu tenir ses premières séances les 3 et 19 février 1941, et, installée dans le vaste immeuble de la rue Scribe, à Paris, siège de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, commencer ses travaux quelques semaines seulement après sa constitution.

En 1941, la Commission Nationale d'Organisation Corporative a tenu six sessions de février à novembre ou en trouvera les compte-rendus détaillés dans le Bulletin publié par cette Commission (1).

L'objet de ces réunions a été très varié, nous en verrons le détail plus loin.

Au cours des derniers mois, la Commission Nationale a vu ses pouvoirs sensiblement diminués au profit du ministère de l'Agriculture. La loi du 28 décembre 1941 précise en effet dans le nouvel article 8 de la loi du 2 décembre 1940 que :

« ...le Ministre de l'Agriculture est *exclusivement*
« chargé des relations entre les pouvoirs publics et l'or-
« ganisation corporative agricole, en ce qui concerne

(1) *Corporation Nationale Paysanne*, 11 bis, rue Scribe, Paris.

« l'étude, la préparation et l'application des dispositions
« législatives ou réglementaires intéressant la profes-
« sion agricole et la famille paysanne.

« La présente prescription s'applique notamment
« au Conseil National Corporatif et aux délégués géné-
« raux prévus par l'article 19. »

Ces nouvelles dispositions font suite à certaines difficultés qui semblaient s'être élevées entre la Commission Nationale et le ministère de l'Agriculture.

C'est ainsi que M. SALLERON avait critiqué assez vivement le Ministre de l'Agriculture dans le journal *Syndicats Corporatifs Paysans*. A propos de la création de trois nouveaux groupements interprofessionnels : ceux des fleurs et plantes à parfum, du lin et de la betterave, il écrivait notamment (2) :

« ... pour les trois lois créatrices, il n'y a aucune
« référence à la loi du 2 décembre 1940, la Commission
« Nationale n'a pas été consultée, les représentants des
« producteurs ne sont pas désignés par la Corporation ;
« or, l'article 13 de la loi du 2 décembre est formel : les
« groupes spécialisés, formés de délégués nommés par
« l'organisation syndicale corporative, représentent
« l'Agriculture dans les groupements interprofession-
« nels... ». « Dans ces conditions, poursuit M. SALLERON,
« les lois récentes... sont véritablement incompréhensi-
« bles. Voilà des textes signés par le Ministre, auteur de
« la loi du 2 décembre, et qui violent cette loi fonda-
« mentale.

« ... Une action tenace et sournoise tente de priver

(2) *Syndicats Corporatifs Paysans*, 1^{er} septembre 1941.

« La Corporation de ses pouvoirs et de ses libertés.
« Cette action sera déjouée ! »

La riposte officielle ne se fit pas attendre. A la séance du 19 novembre 1941 de la Commission Nationale, M. CAZIOT, alors Ministre de l'Agriculture, déclara (3) : que dans une période aussi difficile, la notion d'autorité devant prédominer dans les esprits, il se voit contraint de relever de ses fonctions M. SALLERON, délégué général aux questions économiques et sociales (4).

D'ailleurs, dès le 15 septembre 1941, M. DE GUÉBRIANT en présentant au Chef de l'Etat un premier bilan de l'activité de la Corporation faisait allusion à certaines mesures gouvernementales : « Il serait difficilement
« concevable que les ministres et les diverses autorités
« officielles... pussent s'informer auprès de groupes pri-
« vés non intégrés dans la Corporation, ou encore dési-
« gner dans les Comités Consultatifs pour représenter
« l'Agriculture, des personnalités qui ne seraient pas
« nommées ou présentées par la Corporation... » (5).

La loi du 27 février 1942 (modifiant l'article 19 de la loi du 2 décembre 1940) accentue encore cette mise en tutelle de la Commission Nationale : le Ministre de l'Agriculture en devient président de droit ; d'autre part, elle semble perdre toute liberté de travail puisque ce n'est plus « qu'à la demande du Secrétaire d'Etat à
« l'Agriculture » qu'elle est chargée d'élaborer les projets de textes législatifs et d'établir les règlements d'ap-

(3) *Bulletin de la C. N.* 1^{re} année, n° 3, p. 831.

(4) Arrêté du 18 novembre 1941 (*J. O.*, 3 décembre 1941).

(5) *Syndicats Corporatifs paysans* du 15 novembre 1941.

plication de la loi du 2 décembre 1940 qui seront rendus exécutoires par décret.

Il est vrai que la loi du 27 avril 1942, abrogeant toutes les dispositions antérieures fait nommer le Président de la C. N. et du futur Conseil National Corporatif Agricole par le Chef de l'Etat sur proposition du Chef du Gouvernement et lui donne des pouvoirs étendus : « il dirige l'organisation corporative de l'Agriculture ; « il assure l'achèvement de sa constitution et son fonctionnement. Il possède à cet effet tous les pouvoirs « administratifs et ordonnance les dépenses ». Mais cette loi semble surtout destinée à permettre à M. CAZIOR, ex-ministre de l'Agriculture, de continuer l'élaboration de cette Corporation dont il est le créateur, puisque par décret du même jour, il est nommé Président de la Commission de l'Organisation Corporative Paysanne.

Les quelques difficultés que nous venons de signaler, les « frottements » inévitables qui se sont produits entre la Commission et les services du ministère de l'Agriculture, n'ont eu qu'une importance très relative et n'ont pas empêché la Commission Nationale d'accomplir, comme nous allons le voir, la tâche qui lui était dévolue.

§ 1. — L'ORGANISATION SYNDICALE CORPORATIVE

La première tâche de la C. N. fut le découpage du territoire en régions corporatives : le plus souvent l'aire des groupements existants (c'est-à-dire des Unions syndicales départementales ou régionales) fut maintenue, sauf évidemment pour les régions où tout était à créer.

La Commission Nationale désire d'une part équiper le plus rapidement possible tout le pays d'Unions régionales corporatives qui accompliront le travail « en profondeur » dans leurs cercles respectifs, mais d'autre part une certaine prudence était rendue nécessaire par l'existence de groupements concurrents, par les questions de personnes, parfois très vives dans nos campagnes ; tout impair pouvait déconsidérer la Corporation et en compromettre à l'avance les travaux.

Aussi la méthode suivante fut-elle adoptée : 3 catégories de régions sont distinguées :

Catégorie A : territoires et organisations qui peuvent être habilités immédiatement à entreprendre la construction syndicale et corporative.

Catégorie B : régions dans lesquelles un certain nombre de problèmes doivent être résolus avant qu'un travail constructif puisse être entrepris.

Catégorie C : régions sans organisations syndicales solides, où tout est pratiquement à créer.

Dans les régions classées dans les catégories B et C, l'organisation syndicale corporative est préparée par des tournées de propagande, par entrevues entre dirigeants locaux et délégués de la Commission Nationale. Par contre, dans les régions de la catégorie A, l'organisation corporative est mise sur pied beaucoup plus rapidement par la méthode suivante : parmi les dirigeants du groupement syndical le plus représentatif, ou parmi ceux de plusieurs groupements, la Commission Nationale nomme un Comité Régional d'Organisation Corporative, avec à sa tête, un délégué responsable et éventuellement un délégué responsable adjoint.

Après quelques semaines, si les délégués sont en mesure d'accomplir avec succès leur tâche, la Commission Nationale propose au Ministre ces délégués responsables, qui, nommés officiellement, deviennent les délégués régionaux à l'organisation corporative, prévus par l'article 20 de la loi du 2 décembre 1940.

Au mois de mars 1942, soit en quinze mois, tous les départements étaient en voie d'organisation syndicale corporative (6).

Le Comité Régional d'Organisation Corporative est chargé de la constitution des organes corporatifs prévus par la loi du 2 décembre 1940 : syndicats corporatifs locaux et Union régionale corporative.

A cet effet, les délégués ont tous pouvoirs pour provoquer la transformation du syndicat local ou la fusion des syndicats s'il en existe plusieurs. Ces syndicats ainsi adaptés à la loi du 2 décembre sont homologués, les syndicats sont nommés, et la réunion de ces syndicats formera l'Union régionale.

Les délégués provoquent également l'adhésion à l'organisation corporative des sociétés d'assurances mutuelles agricoles, des coopératives et des groupements spécialisés locaux.

L'édification du syndicalisme corporatif se fait très rapidement : plusieurs milliers de syndicats locaux ont été transformés en syndicats corporatifs et les Unions régionales se constituent de mois en mois. Les premières réunions constitutives ont eu lieu le 28 octobre 1941 pour

(6) Les délégués régionaux à l'organisation corporative ont été nommés par les arrêtés des 13 juin, 26 juillet et 10 novembre 1941, des 14 janvier, 21 et 28 février, 12 et 14 mars, 15 avril 1942.

l'U. R. du Finistère et des Côtes-du-Nord, les 25-29 octobre 1941 pour le Cher, le 20 novembre 1941 pour la Vendée, etc... Chaque réunion se tient en présence des syndics locaux (600 pour le Finistère et les Côtes-du-Nord), sous la présidence du délégué régional à l'organisation corporative ou d'un délégué de la Commission Nationale. Après lecture et approbation des statuts, l'Assemblée, conformément à l'article 6 de la loi du 2 décembre 1940 et aux dispositions des statuts des U. R., propose à la Commission Nationale, qui elle-même la proposera au Ministre, une liste comprenant le nom du syndic régional et un nombre de noms supérieur de moitié au nombre de sièges à pourvoir au Conseil. Quelques semaines plus tard, un arrêté paraît au *Journal Officiel* nommant le Syndic régional et les membres du Conseil ; l'U. R. se trouve ainsi prête à fonctionner. Jusqu'à ce jour, 44 Unions Régionales sont officiellement constituées (7), mais un grand nombre d'autres U. R. ont déjà tenu leurs réunions constitutives.

Si Syndicats locaux et Unions régionales peuvent se constituer très rapidement, c'est que le cadre est prêt ; en effet, des statuts-types ont été établis par la Commission Nationale et approuvés par le Ministre (décret du 28 décembre 1941 pour les statuts-types des U. R., décret du 30 décembre 1941 pour les statuts types des syndicats locaux) (*J. O.*, 2 janvier 1942).

a) *Le syndicat local.* Quelques précisions intéressantes se trouvent dans ces statuts :

(7) Arrêtés des 13 janvier, 14 avril, 22 juin, 1^{er} juillet, 3 août, 8 août, 20 août 1942.

1° Les membres du syndicat : seuls les adhérents volontaires (par opposition à ceux qui ne font partie du syndicat que par leur adhésion à l'un des organismes professionnels agricoles visés par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940) peuvent remplir les fonctions actives (syndic, membre de la chambre syndicale, délégué aux groupes spécialisés, aux conseils d'administration des organismes professionnels agricoles (art. 10, loi du 2 décembre 1940).

2° Souci d'assurer la représentation des diverses « catégories d'intérêt ». C'est ainsi que l'article 8 des statuts prévoit que les membres du syndicat sont répartis en sections : propriétaires exploitants, non exploitants, fermiers, métayers, salariés, artisans ruraux ; les membres de chaque section nomment leurs représentants aux commissions paritaires prévues par la loi du 2 décembre 1940 (art. 5).

3° Le syndicat est administré par un syndic assisté d'un ou plusieurs syndics adjoints (désignés par l'U. R. sur proposition de l'Assemblée générale, pour une période de 4 ans), avec le concours de la Chambre syndicale (membres élus pour 2 ans par l'Assemblée générale) et de l'Assemblée générale des membres du syndicat (c'est elle qui fixe le taux des cotisations, désigne les membres des groupes spécialisés, etc...).

b) L'Union régionale corporative.

1° Le décret du 28 décembre 1941 (J. O. 30 décembre) établit le mode de nomination des délégués régionaux et des membres du Conseil des U. R. Ils sont nommés dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi

du 2 décembre 1940, pour une période de 6 ans ; ils sont renouvelables par tiers tous les deux ans (par tirage au sort pour les deux premières périodes), enfin délégués régionaux et membres du Conseil peuvent être révoqués par le Ministre de l'Agriculture, soit d'office, soit sur la proposition du Conseil de l'Union ou sur celle de l'Assemblée générale, transmise par le Conseil National Corporatif.

Ajoutons qu'à titre transitoire les premiers délégués régionaux et membres des Conseils des U. R. sont nommés pour une période qui expirera le 31 décembre 1942.

L'article 1^{er} de ce décret est complété par le décret du 13 mars 1942 (*J. O.* 19 mars) qui interdit aux délégués régionaux et aux membres du Conseil des U. R. d'avoir un emploi rétribué sur les fonds d'un organisme faisant partie de l'organisation corporative.

2° Le statut-type des Unions régionales (décret du 28 décembre 1941, *J. O.* 2 janvier 1942) rappelle celui des syndicats locaux. Signalons :

— Les pouvoirs étendus du délégué régional (art. 8) pour tout ce qui concerne l'administration de l'Union (pouvoirs financiers, direction du personnel, présidence du Conseil et de l'Assemblée générale).

— Dans l'Assemblée générale, pour permettre la constitution des commissions paritaires, les syndics sont répartis « en sections correspondant aux différentes sections d'intérêt qu'ils représentent, c'est-à-dire, selon qu'ils sont propriétaires, fermiers, etc... » (disposition anormale puisque les syndics font partie de l'Assemblée générale pour représenter les syndicats locaux, et non à titre personnel).

Pour être complet, signalons encore un règlement de la Commission Nationale en date du 16 janvier 1942 concernant les commissions paritaires prévues par la loi du 2 décembre 1940 (8) : à l'intérieur de chaque syndicat local, chaque catégorie d'intérêt (propriétaire exploitant, non exploitant, fermier, métayer, salarié, artisan) désigne à l'occasion de l'Assemblée générale deux représentants et deux suppléants. Le règlement de la C. N. prévoit que les commissions paritaires peuvent être constituées suivant les besoins à l'échelon local, du district, du pays ou de la région.

Rappelons que des décrets devaient préciser la place des artisans et des étrangers dans l'organisation corporative agricole (9). Si, jusqu'à ce jour, la position des artisans ruraux n'a pas été précisée, par contre, la situation des étrangers a fait l'objet d'un décret du 15 février 1942 (*J. O.*, 18 février 1942) :

L'étranger est tenu de faire acte personnel d'adhésion au syndicat, l'adhésion à un organisme professionnel agricole n'entraîne donc pas pour lui l'inscription automatique à un syndicat corporatif ; en outre, cette adhésion est subordonnée à l'agrément du préfet, assisté d'une commission composée du Directeur des services agricoles et de deux membres désignés par le Conseil de l'Union Régionale. Bien entendu, l'agriculteur étranger devra se trouver dans une situation parfaitement régulière.

(8) Homologué par arrêté du 11 mars 1942. On trouvera le texte de ce règlement dans le *Recueil de textes législatifs et réglementaires concernant l'organisation corporative de l'Agriculture*, (mise à jour : mars 1942). Imprimerie Nationale, 1942, p. 33 B.

(9) Art. 3, alinéas 2 et 4 de la loi du 2 décembre 1940.

De plus, le Ministre de l'Agriculture pourra, annuellement, par arrêté pris après avis du Conseil National Corporatif, désigner par origine (des étrangers) et par U. R. le nombre des agriculteurs étrangers à admettre ou à conserver dans la Corporation agricole, Sauf dérogation spéciale accordée par le Conseil de l'U. R., les étrangers ne peuvent pas faire partie de la Chambre Syndicale, ni, *a fortiori*, occuper un poste dirigeant quelconque.

§ 2. — LA COOPÉRATION

La délégation générale à la coopération est chargée d'élaborer le statut juridique et fiscal de la coopération agricole. Elle doit, d'autre part, et provisoirement, assurer la répartition de certains produits nécessaires à la culture.

Le titre II, article 9, de la loi du 2 décembre prévoit que les coopératives devront former une organisation verticale unique par branche d'activité. Or, la délégation générale à la coopération s'est trouvée en face d'une multitude d'organismes aux formes et aux attributions souvent assez mal définies : coopératives proprement dites, syndicats de vente, d'achats en commun, etc..., c'est dire que son premier travail a été un sérieux inventaire.

D'autre part, l'unification présentait une grande urgence pour la branche approvisionnements et achats en commun, car sans une organisation unique et centralisée, l'agriculture risquait de se voir privée de précieuses distributions de matières indispensables à l'Agriculture ; aussi sur la proposition de la Délégation Générale

à la Coopération, la Commission Nationale d'Organisation Corporative a demandé aux pouvoirs publics que cette délégation soit habilitée à constituer le groupement unique chargé des distributions de matières indispensables à l'Agriculture, au moins pour celles de ces matières dont la distribution n'est pas encore réservée à un Bureau de répartition (10).

Dans sa session de mars 1941, la Commission Nationale a fixé les principes de la nouvelle organisation de la coopération agricole. Un principe essentiel : syndicalisme et coopération ne doivent pas former deux organisations verticales sans points de contact. Au contraire, à tous les échelons (local, régional et national), la coopération doit intimement collaborer avec l'Organisation syndicale corporative. Le syndicat local pourra constituer une section spécialisée (achat en commun, ramassage, utilisation du matériel), mais cette section ne sera que l'agent de distribution d'une coopérative. Par contre, à l'échelon régional, syndicat (Union régionale) et coopérative devront être distincts.

L'unification des coopératives par branche d'activité à l'échelon régional pourra se faire suivant deux modalités : Coopération régionale unique ou Union coopérative régionale :

— pour les coopératives d'achat en commun : la meilleure formule serait une coopérative unique d'approvisionnement avec des sections locales.

— pour les coopératives de vente, ce sera soit l'organisation départementale unique par branche d'activité, soit une union coopérative régionale, avec quelques

(10) *Bulletin de la Commission Nationale*. 1^{re} année, fasc. 1, p. 37.

coopératives locales ayant des secteurs bien délimités ; le rôle de l'Union coopérative régionale pouvant être : l'organisation de la vente en commun, l'exportation, le triage et l'emballage, l'installation frigorifique, etc...

— pour les coopératives de transformation et de vente (laiteries, beurreries, fromageries, meuneries, etc.) la seule formule possible d'unification, c'est la formation d'Unions régionales.

— enfin pour les coopératives de service (battage, culture mécanique) le cadre actuel, le plus souvent assez restreint sera respecté, mais la formation pour chaque catégorie d'Unions régionales pourra être intéressante, notamment pour les achats de matériel.

Les coopératives mixtes, c'est-à-dire dont les activités sont multiples : achat en commun, vente, etc... doivent en principe constituer une branche distincte par activité.

Mais comme l'application rigoureuse de ce principe aboutirait à des fractionnements excessifs, notamment pour les petites coopératives, des accommodements, au moins provisoires, sont prévus : par exemple une coopérative de vente se livrant aussi à l'achat en commun, sera considérée, pour cette seconde activité, comme un simple dépôt de la coopérative d'approvisionnement de la région.

Enfin, à l'échelon national, une Union coopérative nationale sera formée par branche d'activité ; ces Unions nationales seront rattachées d'une part à la Délégation générale à la coopération (ou à l'organisme qui lui succédera) pour toutes les questions intéressant le statut de la coopération, d'autre part aux Groupes spécialisés des

produits faisant l'objet de leur activité. Le tout au sein du futur Conseil National Corporatif agricole.

Tel était le vaste plan des travaux de la délégation générale à la Coopération.

L'arrêté du 7 novembre 1941, paru au *Journal Officiel* du 9 novembre (11) constitue une première étape vers l'organisation corporative de la coopération. Il précise les modalités d'unification pour les coopératives et syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat en commun.

A l'échelon régional l'unification sera prononcée par le délégué régional, elle sera réalisée par la fusion en une seule coopérative de tous les organismes existants, dans tous les cas où ceux-ci ont des secteurs d'action communs. L'unification ne se fera sous la forme d'une Union que si plusieurs organismes paraissent devoir être maintenus.

L'article 4 prévoit le cas des coopératives mixtes ; comme la Commission Nationale l'avait souhaité dans sa session de mars 1941, la coopérative mixte (par exemple une coopérative de transformation se livrant également à des opérations d'achat et d'approvisionnement en commun) devra suivant son importance, ou bien constituer une coopérative spéciale pour ses opérations d'achat en commun, ou bien devenir un dépôt de la coopérative agréée dans le secteur.

L'unification est également accomplie à l'échelon national : l'article 5 impose à toutes les coopératives régionales visées à l'article 2 l'affiliation à la Fédération Corporative des Coopératives d'approvisionnement et

(11) Cf. le texte de cet important arrêté en Appendice.

d'achat en commun ; cette Fédération dépendra elle-même du Conseil Corporatif National.

Or la majeure partie des coopératives de cette branche était groupée à l'échelon national dans deux grandes organisations : la Fédération Nationale des Coopératives d'approvisionnement, et l'Union Nationale Syndicale des Groupements d'achat en commun. Ces deux associations, dès le 3 septembre 1941, fusionnaient spontanément ; l'arrêté du 7 novembre homologue cette fusion et charge la Fédération ainsi obtenue de tenir provisoirement le rôle de la Fédération corporative prévue à l'article 5.

La Commission Nationale va fixer par un règlement corporatif les modalités de détail des opérations d'unification.

Bref, d'ici peu, l'importante branche des coopératives d'approvisionnement et d'achat en commun sera organisée d'une façon rationnelle, présentant encore plus de garantie de contrôle et d'économie aux adhérents.

Par ailleurs, le 17 septembre 1941, les deux grandes Associations qui groupaient la presque totalité des coopératives de transformation et vente de céréales décidaient de fusionner ; et un arrêté du 12 décembre 1941 homologuait la convention conclue entre ces deux Associations : l'Union Nationale des Coopératives agricoles de vente et de transformation du blé et la Fédération Nationale des Coopératives de stockage, de vente et de transformation des céréales.

Un arrêté général, *du 12 décembre 1941* (12), fixe

(12) Cf. le texte de cet arrêté en annexe.

les règles d'unification des coopératives agricoles de production, transformation et vente, la branche la plus importante de la coopération.

A l'échelon national, l'unification sera réalisée sous la forme de Fédérations corporatives des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente auxquelles devront adhérer tous les organismes coopératifs départementaux ou régionaux des branches d'activité considérées.

L'article 2 précise que les Fédérations corporatives font partie du groupe spécialisé de leur branche d'activité, elles seront obligatoirement consultées pour toutes les décisions relatives au fonctionnement des coopératives qui leur sont rattachées.

A l'échelon régional l'unification, prononcée par le délégué régional après avis de la délégation générale à la coopération, sera réalisée soit par fusion des organismes existants, soit par leur coordination en une Union régionale, suivant que les secteurs d'action des coopératives peuvent ou non être délimités.

Enfin, comme pour les coopératives d'approvisionnement, les coopératives de production, de transformation et de vente devront être agréées par le délégué régional, après approbation du Commissaire du Gouvernement.

Dès le 13 décembre 1941, un arrêté particulier créait la Fédération corporative des coopératives agricoles de stockage, transformation et vente des céréales, le rôle de fédération étant provisoirement tenu par l'organisme résultant de la fusion, le 17 septembre 1941, des deux associations nationales citées plus haut.

La Fédération corporative des coopératives de céréales sera administrée par un Président assisté d'un Comité de douze membres désignés par le Ministre (dont les deux délégués généraux à la coopération et deux représentants de l'organisme directeur du groupe spécialisé des céréales auquel la Fédération est rattachée).

Entre autres tâches (cf. le texte de l'art. 7) la Fédération corporative est chargée d'étudier avec les délégués généraux à la coopération les modalités de l'unification dans chaque région, et d'assurer la liaison des coopératives avec l'Office interprofessionnel des Céréales, la Caisse Nationale de Crédit agricole et les administrations.

D'autres arrêtés particuliers vont compléter l'unification à l'échelon national de la coopération en formant les Fédérations :

des coopératives vinicoles,

des coopératives laitières (arrêté du 18 février 1942)
(*J. O.*, 6 mars 1942),

des coopératives de vente de fruits et primeurs
(arrêté du 18 avril 1942) (*J. O.*, 28 mai),

des coopératives de productions animales diverses,

des coopératives de service.

Enfin toutes ces Fédérations et celle des Coopératives d'approvisionnement seront unies dans un organe de liaison national, qui au sein du Conseil National Corporatif, étudiera les problèmes communs à toutes les branches de la coopération agricole.

§ 3. — LA MUTUALITÉ

L'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 prévoyait l'unification par branche d'activité de toutes les institutions agricoles. En matière de mutualité cette unification était plus qu'ailleurs nécessaire ; en effet, pour ne considérer que les caisses de réassurance au second degré, c'est-à-dire à l'échelon national, on trouvait une véritable pléthore d'organismes : rappelons que pour les assurances mutuelles (incendie, accidents, grêle, mortalité du bétail) il existait quatre caisses centrales affiliées à la Fédération centrale de la mutualité agricole (rue de la Ville-l'Evêque) et quatre caisses nationales affiliées à la Fédération nationale de la mutualité et de la coopération nationale (boulevard Saint-Germain) ; pour les allocations familiales il existait également deux caisses de surcompensation appuyées sur les deux fédérations, mais en matière d'assurances sociales agricoles, cinq organismes coexistaient ! 1° la Caisse centrale de secours mutuels agricoles ; 2° l'Union nationale mutuelle agricole ; 3° l'Union nationale et familiale de réassurance agricole pour la maladie et la maternité ; 4° la Caisse de réassurance agricole de la Mutualité française ; 5° l'Union nationale pour la réassurance des sections agricoles des caisses départementales d'assurances sociales.

Par une résolution du 30 avril 1941, la Commission Nationale d'Organisation Corporative Paysanne proposa au Ministre de l'Agriculture « d'ordonner, en vertu du « troisième alinéa de l'article 9 de la loi du 2 décembre « 1940 l'unification des organismes nationaux de la

« mutualité agricole... », unification qui va se trouver facilitée par la loi du 5 avril 1941 (13) transférant du Secrétariat d'Etat au Travail au Secrétariat d'Etat à l'Agriculture l'application des assurances sociales agricoles.

L'arrêté du 28 mai 1941 (14) (J. O., 20 juin 1941) pris en exécution de cette résolution, prescrit l'unification par branches d'activité des organisations professionnelles de mutualité agricole, en ce qui concerne les organismes du second degré (à l'échelon national). Cet arrêté crée une Fédération corporative de la mutualité agricole, en partant de l'ancienne Fédération centrale ; toutes les caisses locales, régionales ou nationales doivent obligatoirement adhérer à la Fédération corporative qui sera l'organe supérieur de la mutualité agricole française.

L'unification par branches d'activité des différents groupements nationaux professionnels de mutualité agricole s'effectue par la réunion des organismes nationaux des diverses branches aux caisses centrales adhérentes à la Fédération centrale de la mutualité agricole (Fédération de la rue de la Ville-l'Evêque, qui était en effet la plus importante) ; les fusions prévues ci-dessus devront s'effectuer par voie de conventions entre les Présidents des Conseils d'administration des organismes nationaux.

Enfin (art. 14) : « La Fédération corporative de la Mutualité agricole aura mission de provoquer, en liaison avec la commission de l'Organisation Corporative

(13) Cf. le texte de cette loi en Annexe.

(14) Cf. en Annexe.

« paysanne, la transformation ou la fusion des organisations mutualistes agricoles existantes, en vue de parvenir à l'unification par branche prescrite par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 ».

L'application de l'arrêté du 28 mai 1941 fut très rapide ; les conventions prévues furent promptement établies et signées : le 13 juin 1941, ce fut la signature des protocoles de fusion par les Présidents des Conseils d'administration des Caisses centrales (incendie, grêle, accidents, mortalité du bétail, assurances sociales, allocations familiales) et par les représentants des Conseils d'administration des Caisses nationales correspondantes. Ces protocoles sont ratifiés le 23 juin 1941 par le Ministre de l'Agriculture.

Le 9 juin 1941, l'Union Nationale et Familiale de réassurance agricole pour la maladie et la maternité fusionnait avec la Caisse centrale de Secours mutuels agricoles (homologation ministérielle du 16 juin).

L'arrêté du 28 juin 1941 (paru au *J. O.* du 11 juillet) agréa la Caisse centrale de Secours mutuels agricoles comme unique Union Nationale professionnelle de secours mutuel et de réassurance des organismes agricoles d'assurances sociales, et la Caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles comme unique caisse professionnelle de retraites et d'assurances sociales.

Conjointement, le décret du 28 juin 1941 ordonne la cessation des opérations des Unions non professionnelles de réassurance des organismes agricoles des Assurances sociales et des Caisses d'assurance sociale de la

vieillesse sans caractère professionnel, et la reprise de leurs opérations par les deux caisses centrales.

Tous ces remaniements devaient entraîner une réforme de l'administration des caisses centrales ; l'arrêté du 28 mai 1941 prévoyait deux conseils d'administration pour l'ensemble de ces caisses. Ils furent nommés par les deux arrêtés du 25 juin 1941 (*J. O.*, 9 juillet).

Le premier de ces conseils gèrera les quatre caisses centrales d'assurances mutuelles agricoles (incendie, grêle, accidents, mortalité du bétail). Il comprend quinze membres dont huit représentent les anciennes caisses centrales et sept les anciennes caisses nationales ; le président en est M. LESCOP, membre de la Commission d'Organisation corporative paysanne et président de la Fédération centrale de la Mutualité.

Le second de ces conseils dirigera la Caisse centrale d'allocations familiales mutuelles agricoles, la Caisse centrale de secours mutuels agricoles et la Caisse autonome centrale de retraites mutuelles agricoles ; il comprend cinq membres au nom des anciennes caisses centrales, quatre au nom de l'Union mutuelle agricole et de la Caisse agricole des allocations familiales, deux au nom de l'ancienne Fédération nationale de la mutualité et deux au nom de l'Union nationale de réassurance des sections agricoles des caisses primaires départementales des Assurances sociales ; le président, M. LEGRAND, était président de la Caisse centrale de secours mutuels. La répartition des sièges aux deux Conseils d'administration a été faite en tenant compte le plus exactement possible de l'importance réciproque des anciens organismes,

Les présidents et les vice-présidents de ces deux conseils d'administration forment le conseil d'administration de la Fédération corporative de la Mutualité, dont M. LESCOP a été nommé président.

Toutes les caisses locales et régionales subsistent provisoirement ; mais nous avons vu que l'arrêté du 28 mai 1941 confiait au Conseil Fédéral la mission de continuer l'unification à l'échelon régional et local ; pour procéder à cette unification la Fédération, en liaison avec la Commission de l'Organisation Corporative paysanne devait procéder à de multiples enquêtes sur place avant d'effectuer les fusions ou suppressions nécessaires.

L'arrêté du 19 novembre 1941 (15) (paru au *Journal Officiel* du 9 décembre) fixe les conditions dans lesquelles s'effectuera l'unification par branche d'activité des organismes professionnels de mutualité agricole.

L'article 2 précise que « des arrêtés ... fixeront les
« dates et modalités particulières auxquelles sera réali-
« sée dans chaque région ... par voie de fusion ou autre-
« ment, l'unification des sociétés ou caisses ... et fixeront
« à chaque société ou caisse maintenue ou créée sa cir-
« conscription territoriale et, s'il y a lieu, sa dénominati-
« on et son siège social ».

Les organismes maintenus ou créés par les arrêtés prévus à l'article 2 grouperont de plein droit toutes les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles de leur branche respective ayant leur siège social dans les circonscriptions qui leur seront attribuées. La suite de

(15) Cf. le texte de ces arrêtés en Annexe.

l'arrêté précise les modalités financières et administratives de ces fusions.

L'arrêté du 22 novembre 1941 (15) (paru au *J. O.* du 25 novembre) est pris en application de l'arrêté précédent et de la délibération en date du 19 novembre de la Commission de l'Organisation Corporative paysanne ; il prescrit l'unification des sociétés ou caisses *locales* d'assurances mutuelles agricoles, régies par la loi du 4 juillet 1900, autres que les caisses départementales d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle. Trois modes d'unification sont prévus :

1° si dans une circonscription la caisse la plus ancienne compte le plus grand nombre de sociétaires, les autres caisses lui seront réunies par arrêté du Préfet, pris sur la proposition de la Caisse de réassurance mutuelle agricole au premier degré, à laquelle les caisses intéressées sont affiliées ;

2° dans les autres cas, sur proposition de la Caisse de réassurance au premier degré, les présidents des Conseils d'administration des caisses intéressées pourront conclure des conventions de fusion ;

3° à défaut de convention, les conditions de la fusion seront établies par le Conseil d'administration de la Caisse de réassurance, en présence des présidents des Conseils d'administration des caisses intéressées et rendues exécutoires par arrêté préfectoral.

En ce qui concerne l'unification de la mutualité agricole à l'échelon régional la tâche est très avancée puisque, jusqu'à ce jour, il a été créé, en application de l'arrêté du 19 novembre 1941 (et sauf omission de notre

part) 12 Fédérations départementales ou régionales de la Mutualité agricole (comprenant 21 départements) (16).

§ 4. — LES GROUPES SPÉCIALISÉS

La Commission nationale s'est fixé un plan de travail basé sur les considérations suivantes :

1° les groupements n'auront leur forme définitive qu'après la création de l'organisation syndicale corporative, puisque ce sont les délégués des syndicats corporatifs qui constitueront les groupements spécialisés ;

2° en attendant, les groupements spécialisés recevront un régime provisoire basé sur l'état de chose actuel : les groupements existants procéderont à une réorganisation, ils compléteront notamment leurs effectifs afin de mieux assurer la représentation des productions dont ils s'occupent ; d'autre part les groupes spécialisés indispensables qui n'existent pas encore seront créés le plus rapidement possible.

A cet effet, le délégué général aux groupes spécialisés a soumis à la Commission nationale un plan des groupes spécialisés (et notamment de ceux qui doivent être créés) et des groupements interprofessionnels auxquels ils devront être reliés.

Pour créer les nouveaux groupes spécialisés, un secrétariat spécial a été institué au siège de la Commission nationale, à la date du 1^{er} mai 1941 ; il a arrêté le texte du règlement-type des groupements spécialisés, soumis à homologation, et dans sa séance du 12 juin

(16) Douze arrêtés s'échelonnant du 13 mars 1942 au 21 juillet 1942.

1941 il a établi un processus de réalisation, dont voici les grandes lignes :

à l'échelon national : 1° habilitation des associations existantes ;

2° constitution de divers groupes supplémentaires ;

3° organisation du groupe spécialisé de l'élevage français ;

4° transformation des associations spécialisées habilitées en groupes spécialisés.

à l'échelon régional : par l'intermédiaire des Unions corporatives et des Fédérations de coopératives, préparation des sections régionales de production.

à l'échelon local : dans le syndicat corporatif local, création éventuelle de sections de productions représentées par un syndic adjoint. La réunion de ces syndicats adjoints (pour une même production) constituera, au sein de l'Union régionale Corporative, la section régionale de production.

Par décision du 12 juin 1941 ont été habilitées les associations spécialisées ci-après « pour la défense de leurs productions respectives et la préparation de leurs groupes » :

1° l'Association générale des Producteurs de Blé (A. G. P. B.) ;

2° la Fédération des Associations Viticoles de France et d'Algérie ;

3° la Confédération générale des Producteurs de Lait (C. G. L.) ;

4° la Confédération générale des Planteurs de Betterave (C. G. B.) ;

5° la Confédération nationale des Producteurs de Pommes de terre ;

6° la Confédération nationale des Producteurs de fruits et légumes ; 7° la Confédération nationale Horticole ; 8° la Fédération des Producteurs de Champignons, appelées à former les trois sections du groupe spécialisé des productions Maraîchères, Fruitières, Horticoles ;

9° la Confédération nationale des Producteurs de Chanvre (C. N. P. C.) ;

10° la Confédération nationale des Producteurs de Lin ;

11° la Confédération nationale des Producteurs de Fruits à cidre ;

12° la Fédération des Planteurs de Tabac ;

13° la Confédération nationale des Planteurs de chicorée à café.

Ces associations devront se transformer en groupes spécialisés dans le cadre des dispositions du titre III de la loi du 2 décembre 1940, d'après la structure exposée dans le Tableau des groupes à maintenir ou à créer et suivant le processus établi par le règlement-type du groupe spécialisé (soumis à l'homologation du Ministre de l'Agriculture).

Le service central des groupes spécialisés prépare la création des groupes et sous-groupes, du groupe spécialisé de l'élevage français, il étudie d'autre part la création à bref délai de groupes spécialisés pour les productions suivantes :

— Fibres et textiles divers,

— Plantes oléagineuses,

- Houblon,
- Plantes à parfum et médicinales,
- Animaux de basse-cour,
- Sériciculture,
- Pisciculture,
- Apiculture,
- Paludiers.

La gestion de ces groupes sera, jusqu'à nouvel ordre, assurée par les soins du Service Central. On remarquera qu'il s'agit de productions inorganisées actuellement et dont le développement présente un grand intérêt national.

D'ailleurs, la réalisation des groupes et sous-groupes prévus au tableau général a déjà commencé. C'est ainsi que les 7, 8, 9 juillet 1941 se sont tenues les assemblées constitutives :

1° de la Sous-section « Laine » (rattachée à la section « Elevage Ovin » à créer) ;

2° de la Section des Coopératives de battage (rattachée au groupe spécialisé des céréales à créer).

3° du Groupe spécialisé des productions diverses, comprenant dix sections : soja, plantes à parfum, plantes médicinales, moutarde, réglisse, osier, cardère à fourchon, sorgho à balai, houblon, plantes tinctoriales ;

4° du Groupe spécialisé des Marais salants ;

5° du Groupe spécialisé des produits de basse-cour.

Dans la période du 13 au 22 juillet 1941, les Comités directeurs de ces groupes ont examiné la situation des productions, les projets d'organisation interprofessionnelle, l'établissement des prix.

En même temps étaient lancées de grandes enquêtes préparant la constitution des Groupes d'Elevage et d'Apiculture.

Les 17, 18, 19 et 20 novembre 1941 étaient constitués, avec la collaboration des anciennes associations spécialisées :

— le Groupe National spécialisé des Planteurs de Tabac (17) ;

— la Commission d'Organisation du Groupe National spécialisé de l'Elevage et de la Production des Animaux de Boucherie ;

— la Commission d'Organisation du Groupe National des fruits, légumes et produits horticoles ;

— la Commission d'Organisation du Groupe National Apicole.

Aux mêmes dates, la Commission Nationale a approuvé le programme des réalisations pour novembre-décembre 1941, c'est-à-dire la constitution de :

— la Commission d'Organisation du Groupe National Spécialisé du Lait ;

— la Commission d'Organisation du Groupe National spécialisé des Chevaux, Anes et Mulets ;

— du Comité National de Coordination des Productions animales ;

— du Groupe National spécialisé du Vin (18).

D'autre part, le décret du 28 décembre 1941 (*J. O.*, 30 décembre) pris en application du projet de la Com-

(17) Dont le Règlement, homologué par arrêté du 25 février 1942, a paru au *J. O.* du 12 mars 1942.

(18) Cf. *Bulletin de la Commission Nationale*. 1^{re} année, fasc. 3, pp. 839-845.

mission Nationale, développe et précise le titre III de la loi du 2 décembre 1940, relatif aux groupes spécialisés :

1° Les groupes spécialisés se composent :

— à l'échelon national : des délégués désignés par les U. R. intéressées ;

— à l'échelon régional : des membres choisis par l'U. R. parmi les syndicats intéressés et des représentants d'autres organismes intéressés (les coopératives) ;

— à l'échelon local : des membres du syndicat local intéressés à la défense de la production intéressée.

2° Le Groupe National spécialisé est dirigé par un président délégué assisté d'un secrétaire général (désigné par le Ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition de Conseil National Corporatif) avec le concours d'un bureau et de l'Assemblée générale.

Le bureau comprend : 1° des membres désignés par l'assemblée générale ;

2° des membres représentant les coopératives, les syndicats de vente, etc...

L'assemblée est composée de l'ensemble des délégués des Unions Régionales. Elle désigne ceux de ses membres qui représenteront le groupe spécialisé dans les comités interprofessionnels, ceux qui feront partie du bureau ; elle fixe le règlement intérieur du groupe spécialisé.

A chaque échelon (national, régional, local), un représentant de l'organisation corporative (Conseil National, U. R., chambre syndicale) participe de droit aux travaux du groupe spécialisé.

Ainsi, tant par son recrutement que par une collaboration constante, le groupe spécialisé reste intimement lié à l'organisation syndicale corporative.

§ 5. — LES CHAMBRES D'AGRICULTURE
ET L'ASSEMBLÉE PERMANENTE
DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

La loi du 2 décembre prévoit leur suppression et la création de nouvelles Chambres d'Agriculture nommées, dont le rôle serait de « promouvoir le progrès de « l'Agriculture par les applications des sciences aux « productions agricoles, animales et végétales ».

L'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture a cessé de se réunir et ses biens sont liquidés suivant les modalités indiquées dans l'arrêté du 22 mars 1941 (*J. O.*, 1^{er} mai). Un comité de trois membres nommés par le Ministre de l'Agriculture, assure la liquidation, et la Commission Nationale d'Organisation Corporative Paysanne est chargée de la gestion de ce patrimoine qui sera transféré au Conseil National Corporatif lors de sa création.

Les Chambres d'Agriculture restent en exercice provisoirement, mais les élections de renouvellement ont été supprimées ; elles continuent à percevoir leurs centimes additionnels.

§ 6. — LES SERVICES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX
DE LA COMMISSION D'ORGANISATION CORPORATIVE

La Commission d'Organisation a mis à l'étude les principales questions économiques et sociales intéressant

l'agriculture : la question des salaires, l'application des lois sociales à l'Agriculture, le problème du fermage.

Quelques résultats ont déjà été obtenus : certains salaires agricoles ont pu être relevés, la loi du 5 avril 1941 rattache au ministère de l'Agriculture l'application des lois sociales aux agriculteurs ; enfin, la Commission Nationale a mis à l'étude un projet de réforme du fermage. Ce projet fut préparé par un Comité paritaire de fermage (d'avril à juin 1941) et adopté par la Commission Nationale le 11 juillet 1941. Les rédacteurs de ce projet de loi se sont attachés à augmenter la stabilité des baux ; pour cela, ils préconisent des mesures qui constituent une véritable évolution juridique :

1° les baux seraient stipulés en nature (c'est-à-dire en fonction du prix des principaux produits) et pour une durée de 9 ans en principe ;

2° les baux seraient contrôlés par l'Union Régionale Corporative qui s'appuierait sur le règlement de fermage établi par la Commission paritaire régionale ;

3° la Commission paritaire est juge des dénonciations de bail ou du refus de renouvellement, qui peut donner lieu à indemnité, car le fermier a droit au renouvellement de son bail s'il exploite le fonds d'une manière satisfaisante ;

4° l'indemnité de plus-value sera généralisée, quelle que soit la cause de l'expiration du bail (art. 12 à 14) ;

5° Droit de préemption : en cas de vente du fonds loué, le fermier peut faire tomber la vente réalisée en se portant acquéreur, au prix fixé, dans un délai de quinze jours. A défaut du fermier, ce droit de préemption pour-

rait être exercé par le Syndicat Corporatif local. La terre ne pourrait plus ainsi tomber aux mains des spéculateurs (19).

Mais toutes ces dispositions ne sont encore que des projets. Une loi récente, celle du 15 juillet 1942 (*J. O.*, 18 juillet) institue bien l'indemnité de plus-value en faveur des fermiers, mais elle a le double tort de n'être qu'une réforme très partielle du fermage et d'être extrêmement confuse (20) : le fermier aura droit à une indemnité égale à la moitié de la somme dont chaque fonds a augmenté de valeur, par suite de la bonne culture, à condition que cette augmentation soit de plus du quart. En outre, pour les plantations, constructions ou ouvrages, le bailleur devra soit rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur, soit rembourser, compte tenu du profit retiré par le fermier, le montant des dépenses effectuées et de la valeur de la main-d'œuvre non comprise dans ces dépenses.

Le système manque par trop de précision et de simplicité ; mais il a du moins le mérite de consacrer, enfin, le droit du fermier à l'indemnité de plus-value.

(19) On trouvera le texte de cet avant-projet de loi en annexe.

(20) Cf. sur ce texte l'article de M. Salleron : « Le Statut du Fermage », dans la *Vie Industrielle* du 5 août 1942. D'autre part on trouvera une étude complète du fermage dans le n° 2 des *Etudes agricoles d'Economie Corporative* (Sept. 1941) (Librairie Gle de Droit et de Jurisprudence), avec notamment la proposition de loi Jadé, votée par la Chambre le 17 mars 1928, et le projet Monnet sur la propriété culturale (1937).

CHAPITRE III

L'ACTION DE LA CORPORATION PAYSANNE

Dans ce dernier chapitre, nous voudrions par quelques exemples montrer comment la Corporation agricole, quittant le domaine de sa propre organisation interne, commence à remplir certaines des multiples tâches qui lui incomberont.

C'est ainsi que deux grandes réformes sont actuellement en cours : d'une part le remembrement foncier, d'autre part la refonte de l'impôt sur les bénéfices agricoles ; dans l'un et l'autre cas, les délégués de la Corporation agricole ont leur place réservée :

1° Le décret du 7 janvier 1942 (*J. O.*, 29 janvier 1942) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 9 mars 1941 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement prévoit des commissions communales et départementales de remembrement ; ce sont les syndicats locaux et les Unions régionales qui proposent aux préfets les propriétaires susceptibles d'être nommés membres de ces commissions.

2° En ce qui concerne la réforme de l'impôt sur les bénéfices agricoles (loi du 13 janvier 1941 modifiée le 31 décembre 1941), l'Union Régionale désigne quatre des membres de la Commission départementale des Impôts directs, chargée de fixer les coefficients qui seront applicables au revenu foncier imposable en vue de la déter-

mination du bénéfice forfaitaire. En outre, quatre membres du Conseil National Corporatif feront partie de la Commission Centrale permanente instituée au ministère des Finances.

Dans un autre ordre d'idées, on connaît les besoins en main-d'œuvre de l'agriculture française à l'heure actuelle ; c'est pourquoi les autorités publiques ont dû recourir au service civique rural des jeunes gens et même à la réquisition.

C'est l'Union Corporative régionale qui soumet au Préfet le plan de recrutement et d'utilisation de la main-d'œuvre requise en vue de l'exécution de travaux d'intérêt agricole ; ce sont les délégués de l'U. R. et les syndicats corporatifs locaux qui assureront le contrôle professionnel de l'emploi des jeunes gens astreints au service civique rural.

Plus important encore est le rôle actif attribué à la Corporation agricole en matière de ravitaillement ; on sait que pour approvisionner les centres urbains et les régions déficitaires en certains produits, le Gouvernement a dû se résoudre à « imposer » les régions excédentaires. (Loi du 20 février 1942, *J. O.*, 22 février sur la commercialisation de certaines denrées agricoles.)

Dans ces régions chaque exploitation doit livrer au Ravitaillement Général une quote-part de sa production du produit intéressé. Pour que cette « imposition » ne tourne pas à la spoliation du producteur, la Corporation paysanne a été interposée entre les services du Ravitaillement Général et la ferme. C'est l'Union régionale qui propose le contingent à fournir par chaque commune, le syndic local effectue la répartition du contin-

gent local entre chaque exploitation (arrêté du 20 février 1942 pour les pommes de terre, du 21 mars 1942 pour les produits de basse-cour).

Nul doute que cette méthode ne soit la seule capable de donner des résultats appréciables sans léser les intérêts légitimes et les susceptibilités des producteurs.

Signalons encore la loi du 25 mars 1941 (*J. O.*, 29 mars 1941) sur la protection des végétaux qui autorise les syndicats corporatifs locaux à créer des syndicats de défense contre les ennemis de la culture, la décision A. 19 du 20 avril 1942 (*J. O.*, 17 mai 1942) du répartiteur chef de la section « fontes, fers et aciers » qui attribue au ministère de l'Agriculture un contingent de métaux ferreux et charge les syndics de la Corporation paysanne d'en effectuer la répartition entre les intéressés. De même, les syndicats locaux, partout où ils fonctionnent, ont été chargés de la répartition des engrais, de la ficelle-lieuse pour les battages, etc...

Ceci n'est d'ailleurs qu'un début et la Corporation paysanne est appelée à remplir de multiples besognes dans l'intérêt des agriculteurs, surtout dans les moments difficiles que la France traverse actuellement.

CONCLUSION

A l'heure actuelle, on aperçoit ce que sera la Corporation agricole de demain : fortement appuyée sur une organisation syndicale, elle réunira dans ses groupements tous les agriculteurs de France ; il est encore trop tôt pour savoir comment cette organisation fonctionnera, et c'est cependant le plus important, car qu'importent toutes ces Unions, ces groupes, ces fédérations si harmonieusement hiérarchisés si tout cela ne reste qu'un cadre vide, sans vie, sans action.

Un immense travail a été accompli jusqu'à présent pour l'aménagement des organes du nouveau régime ; nous avons vu se réaliser l'édification du syndicalisme corporatif, l'unification de la mutualité, des coopératives, l'installation de nombreux groupes spécialisés ; mais tout ceci était cependant préparé par toutes les institutions précorporatives, nombreuses et puissantes, nous l'avons vu. Le travail a surtout été un effort de rationalisation, de simplification, relativement aisé, puisque la loi du 2 décembre 1940 conservait la majeure partie de l'organisation professionnelle préexistante. En ce sens l'organisation corporative n'est que l'aboutissement d'une évolution qui débuta avec la loi syndicale de 1884.

L'agriculteur français ne se trouvera pas désorienté dans la Corporation agricole, puisqu'il y retrouvera ses syndicats, ses caisses mutuelles, etc... et bien souvent avec les mêmes dirigeants.

La Corporation sera dotée du pouvoir réglementaire, cela non plus n'est pas pour déplaire au paysan, qui trop souvent voyait ses intérêts aux mains d'hommes politiques peu compétents ; désormais, il a l'espoir que la législation agricole tiendra compte des réalités de la culture et des désirs des masses rurales ; il sait que ses représentants auront une part essentielle dans la préparation des lois, des décrets, des arrêtés qui l'intéressent directement.

A côté de ce grand espoir, l'agriculteur a cependant quelques inquiétudes, provoquées, il est vrai, surtout par les difficultés présentes, auxquelles il n'échappe pas plus qu'aucun autre citoyen, et dont il a tendance à rendre la Corporation responsable : difficultés du ravitaillement en produits essentiels à l'Agriculture, réquisitions abusives, taxations maladroites, abus des enquêtes, des questionnaires, des déclarations qui lui sont demandées. Mais tout ceci, nous l'espérons, n'est que temporaire et il semble que la Corporation peut aisément se disculper de ces griefs.

L'agriculteur craint surtout de perdre sa liberté, c'est pourquoi le syndicat unique, même facultatif, l'effarouche parfois : il craint d'être embrigadé ; de même, nous l'avons vu, le mode de nomination des syndics inquiète l'esprit d'indépendance des ruraux ; seule l'expérience le rassurera, ou confirmera ces craintes.

Pour que le paysan français puisse acquérir un esprit vraiment corporatif, il faut que la Corporation obtienne sa confiance par une propagande intelligente et simple, par une activité qui ne se perde point dans le dédale d'une organisation compliquée mais qui fasse

sentir à tous que la Corporation n'est pas un vain mot et qu'elle a à cœur les intérêts des agriculteurs, par des dirigeants bien choisis, qui soient des chefs et non des orateurs.

A notre avis, il y a deux grands problèmes à résoudre pour faire pénétrer dans les mœurs des campagnes cette Corporation si ardemment souhaitée par l'élite des agriculteurs : l'éducation corporative qui se fera par la propagande et surtout par le témoignage des réalisations, et le choix habile des cadres de la Corporation ; problème des élites, mais il semble que l'agriculture a déjà prouvé qu'elle est capable de fournir des hommes capables et désintéressés, qui sachent consacrer leur vie à la gestion et à la défense des intérêts communs de tous les paysans.

Vu : LE DOYEN,
G. RIPERT.

Vu : LE PRÉSIDENT,
L. BAUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GILBERT GIDEL.

ANNEXE

I. — LOI DU 20 NOVEMBRE 1940 *relative au crédit agricole*

ARTICLE PREMIER. — La Caisse nationale de Crédit agricole est placée sous l'autorité du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et reste soumise au contrôle du ministre des Finances dans les conditions prévues par le décret du 25 octobre 1935 instituant le contrôle financier des offices et établissements publics autonomes de l'Etat.

Le Conseil d'administration et la Commission plénière constitués en application de l'article 36 de la loi du 5 août 1920 sont dissous.

Leurs attributions sont provisoirement exercées par le président de la Caisse nationale de Crédit agricole assisté d'un Comité de gestion composé de onze membres nommés par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture. La désignation de deux de ces membres est soumise à l'agrément du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture par le ministre secrétaire d'Etat aux Finances.

Le président de la Caisse nationale est désigné par décret ; il préside de droit le Comité de gestion.

Les pouvoirs respectifs du président et du Comité de gestion seront fixés par décret.

ART. 2. — L'élection par les Conseils d'administration des Caisses régionales de Crédit agricole mutuel de leurs présidents, vice-présidents et administrateurs délégués doit être approuvée par le Comité de gestion de la Caisse nationale.

Ne peuvent être administrateurs des Caisses régionales que les agriculteurs n'exerçant pas d'autres professions que la profession agricole et n'ayant pas été ou n'étant pas investis d'un mandat politique.

Toutefois, des exceptions pourront être faites en faveur des personnalités qui ont consacré leur activité au dévelop-

pement de l'organisation professionnelle agricole. Dans ce cas, l'avis prévu au premier alinéa du présent article du Comité de gestion de la Caisse nationale devra être motivé.

Tout administrateur de Caisse régionale, qui aurait bénéficié de prêts, pour lesquels l'autorisation de la Caisse nationale prévue par l'article 19 de la loi du 5 août 1920, modifié par l'article 8 du décret du 28 septembre 1935 n'aurait pas été obtenue, pourra être relevé de ses fonctions par décision du Comité de gestion de la Caisse nationale. La même mesure pourra être prise à l'encontre de tout administrateur qui ne satisferait pas aux obligations statutaires de la Caisse qu'il administre ou aux engagements qu'il aurait contractés envers elle.

ART. 3. — Les directeurs des Caisses régionales de Crédit agricole mutuel pourront être relevés de leurs fonctions par décision conjointe du président et du directeur général de la Caisse Nationale de Crédit agricole, prise après avis du Comité de gestion.

Ils pourront être révoqués, en cas de faute grave ou d'incapacité, par décision motivée du Comité de gestion de la Caisse nationale.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent texte.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

II. — LOI DU 5 AVRIL 1941

sur la politique sociale agricole

ARTICLE PREMIER. — La politique sociale agricole relève du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ART. 2. — L'application et le contrôle des assurances sociales et des allocations familiales en agriculture relèvent du ministre secrétaire l'Etat à l'Agriculture et, en ce qui concerne le fonctionnement financier des Caisses, du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances.

ART. 3. — La gestion des assurances sociales et des allocations familiales en agriculture est confiée aux caisses

professionnelles agréées par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances et faisant partie de l'organisation corporative de l'agriculture, conformément à la loi du 2 décembre 1940.

Un décret rendu sur proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances déterminera les conditions dans lesquelles il sera mis fin aux opérations des organismes appliquant actuellement le décret-loi du 30 octobre 1935, modifié par le décret-loi du 15 juin 1938, mais qui ne remplissent pas les conditions de l'alinéa premier du présent article.

ART. 4. — Les décrets rendus sur proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances :

Aménageront l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables aux assurances sociales et agricoles ;

Aménageront et adapteront au caractère et aux besoins spéciaux de la profession agricole les dispositions concernant le régime d'allocations aux vieux travailleurs ;

Détermineront la date d'entrée en vigueur du nouveau régime des assurances sociales agricoles. A cette date, les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par le décret-loi du 15 juin 1938 sur les assurances sociales agricoles et les textes réglementaires, pris pour leur application, seront abrogées de plein droit ;

Fixeront la nouvelle organisation administrative chargée de l'application et du contrôle général des lois sociales en agriculture.

ART. 5. — Les modes de financement applicables aux divers régimes des lois sociales et familiales en agriculture seront fixés par décrets rendus sur proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances.

ART. 6. — Par décret rendu sur proposition du Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, et du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, l'ensemble des

dispositions relatives à l'application des lois d'assurances et d'aide à la famille agricole pourra être codifié et inséré dans un titre spécial du code rural.

ART. 7. — Un décret rendu sur proposition du Garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances fixera le statut juridique des institutions agricoles de mutualité visées par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 sur l'organisation corporative de l'agriculture et, notamment, à l'échelon régional et à l'échelon national ;

Des caisses pratiquant la gestion des assurances sociales agricoles et des caisses qui pourront être appelées à gérer les allocations aux vieux travailleurs agricoles ;

Des caisses pratiquant la gestion des allocations familiales agricoles ;

Des caisses d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles.

ART. 8. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles qui précèdent.

ART. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 avril 1941.

Ph. PÉTAÏN.

III. — ARRETE DU 28 MAI 1941

*unifiant les organismes de réassurance au second degré
des caisses d'assurances mutuelles agricoles*

ARTICLE PREMIER. — L'unification par branche d'activité prescrite par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 sera réalisée dans les conditions ci-après fixées, en ce qui concerne les organismes de réassurance au second degré des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, les caisses de surcompensation des caisses d'allocations familiales agricoles et les unions nationales agricoles de secours mutuels et de réassurance des organismes agricoles d'assurances sociales,

ainsi que les caisses autonomes de retraites et d'assurance sociale obligatoire de la vieillesse gérées par ces unions.

ART. 2, § 1^{er}. — L'unification prescrite par l'article premier s'effectuera sous la forme d'une fédération corporative de la mutualité agricole dont la consistance, les premières conditions d'administration, ainsi que la mission, se trouvent définies aux articles 13 et 14 ci-après.

Toutefois, en vue de préparer et de simplifier la constitution de la Fédération nouvelle, les organismes nationaux des différentes branches seront, dès à présent, réunis aux caisses centrales adhérentes à la fédération centrale de la mutualité agricole qui continueront provisoirement à fonctionner avec leurs statuts actuels, sauf dispositions contraires du présent arrêté, et qui seront seules admises désormais à pratiquer la réassurance au second degré des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, la surcompensation des caisses d'allocations familiales agricoles et la réassurance des organismes pratiquant l'assurance sociale agricole.

§ 2. — Les fusions prévues ci-dessus prendront effet le 1^{er} janvier 1941, suivant des conventions à intervenir entre les présidents des conseils d'administration des organismes nationaux nonobstant toutes clauses contraires des statuts, toutes résolutions contraires d'assemblées générales ou toutes délibérations contraires de conseils d'administration. Les présidents auront la faculté de déléguer leurs pouvoirs, à cet effet, à l'un quelconque des membres de leurs conseils d'administration.

ART. 3, § 1^{er}. — Les conventions prévues à l'article 2 devront être déposées avant le 15 juin 1941 au secrétariat général du ministère de l'Agriculture à Paris, aux fins d'homologation par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

§ 2. — Dans le cas où les dépôts ne seraient pas effectués dans le délai imparti, comme dans celui où l'homologation des conventions ne serait pas prononcée, les fusions ci-dessus prescrites seraient réalisées par arrêtés du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions prévues par l'article 20 de la loi du 2 décembre 1940.

ART. 4, § 1^{er}. — Toutes les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ou de réassurances mutuelles agricoles affiliées à la date du 1^{er} janvier 1941 aux différentes sociétés ou caisses de réassurance nationale au second degré seront, de plein droit, affiliées aux sociétés ou caisses de leurs branches respectives, au profit desquelles s'opéreront les fusions prescrites.

§ 2. — Toute société ou caisse d'assurances mutuelles agricoles, régie par la loi du 4 juillet 1900, devra se réassurer à la société ou caisse de réassurance régie par ladite loi dans le ressort de laquelle elle fonctionne. Toute autre réassurance lui est interdite.

§ 3. — Toute société ou caisse de réassurance mutuelle agricole au premier degré, régie par la loi du 4 juillet 1900, devra se réassurer à la société ou caisse de réassurance du second degré correspondante. Toute autre réassurance lui est interdite.

§ 4. — La création de toute nouvelle société de réassurance mutuelle agricole du second degré, régie par la loi du 4 juillet 1900, est désormais interdite.

§ 5. — La réassurance au second degré est interdite aux sociétés ou caisses de réassurances mutuelles agricoles au premier degré, sous réserve des dérogations que la société ou caisse de réassurance au second degré intéressée pourra, jusqu'à l'entrée en vigueur du statut de la mutualité agricole, prévu par l'article 7 de la loi du 5 avril 1941, consentir en faveur des caisses de réassurance au premier degré pratiquant, à la date du 1^{er} janvier 1941, la réassurance au second degré.

ART. 5. — Toutes les caisses de compensation des allocations familiales agricoles affiliées à la date du 1^{er} janvier 1941 aux caisses de surcompensation nationale agréées seront de plein droit affiliées à la caisse de surcompensation nationale au profit de laquelle s'opèrera la fusion prescrite.

ART. 6, § 1^{er}. — Toutes les sections agricoles de caisses d'assurances sociales, sections de société, sociétés et unions de sociétés de secours mutuels pratiquant l'assurance

sociale agricole, affiliées ou réassurées à la date du 1^{er} janvier 1941, aux unions nationales agricoles de réassurance visées par le présent arrêté, seront de plein droit affiliées ou réassurées à l'union nationale de réassurance au profit de laquelle s'opèrera la fusion prescrite.

§ 2. — Les sections, sociétés et unions de sociétés affiliées ou rattachées, à la date du 1^{er} janvier 1941, aux caisses autonomes de retraites ou d'assurances agricoles « vieillesse, invalidité, décès », gérées par les unions nationales visées par le présent arrêté seront de plein droit affiliées ou rattachées à la caisse autonome gérée par l'union nationale au profit de laquelle s'opèrera la fusion prescrite.

ART. 7, § 1^{er}. — Les organismes qui cesseront leurs opérations en exécution des dispositions qui précèdent établiront, outre l'inventaire arrêté à la date du 31 décembre 1940, une balance comptable à la date du 30 juin 1941. Ces documents comptables feront l'objet d'une vérification sur place effectuée par un représentant du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et, en ce qui concerne les branches soumises au contrôle du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances, par un de ses représentants. Les résultats de cette vérification seront consignés dans un procès-verbal revêtu de la signature du ou des fonctionnaires susvisés.

§ 2. — Les conventions prévues par l'article 2 du présent arrêté fixeront les conditions de transfert aux organismes prenants de l'actif et du passif des organismes cédants. En ce qui concerne les opérations des caisses autonomes, ce transfert sera subordonné à l'établissement d'un inventaire définitif de liquidation dressé par l'organisme prenant et soumis à l'approbation du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ART. 8. — Les assemblées générales annuelles appelées à statuer sur les comptes de l'exercice 1940 des organismes nationaux, visés par le présent arrêté, ne pourront pas procéder à une répartition d'excédents proportionnellement supérieure à la répartition la plus favorable des trois exercices antérieurs.

ART. 9. — Nonobstant les clauses contraires de leurs statuts respectifs, les sociétés ou caisses de réassurance au second degré des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, au profit desquelles les fusions prescrites auront été opérées, seront provisoirement administrées par un conseil commun de quinze membres jusqu'au 31 décembre 1944, sauf disposition contraire du statut de la mutualité agricole prévu par l'article 7 de la loi du 5 avril 1941.

ART. 10. — Nonobstant les clauses contraires de leurs statuts respectifs, la caisse de surcompensation des caisses d'allocations familiales agricoles et l'union nationale de réassurance des organismes pratiquant les assurances sociales agricoles, au profit desquelles les fusions prescrites auront été opérées, seront administrées provisoirement par un conseil commun de quinze membres jusqu'au 31 décembre 1944, sauf disposition contraire du statut de la mutualité agricole prévu par l'article 7 de la loi du 5 avril 1941.

ART. 11, § 1^{er}. — Les membres des Conseils d'administration institués par les articles 9 et 10 du présent arrêté seront nommés par arrêté ministériel. Cet arrêté désignera, en outre, le président et les trois vice-présidents de chaque Conseil.

§ 2. — Nonobstant toutes clauses contraires des statuts, les administrateurs devront, en cas de vacance, pourvoir en Conseil, par voie de cooptation, au remplacement de leurs collègues dans les trois mois de la vacance. Les administrateurs devront, en outre, élire en Conseil, dans le plus bref délai, un nouveau président et de nouveaux vice-présidents, dans le cas où ces postes deviendraient vacants.

ART. 12. — Les Conseils d'administration institués par les articles 9 et 10 du présent arrêté se réuniront sur la convocation de leur président ou, à défaut, d'un de leurs vice-présidents.

La présence de la moitié des membres suffira pour la validité de leurs délibérations. Celles-ci seront prises à la majorité des voix avec prépondérance de celle du président en cas de partage.

ART. 13, § 1^{er}. — Les sociétés ou caisses de réassurance

au second degré des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, la caisse de surcompensation des caisses d'allocations familiales agricoles et l'union nationale de secours mutuels et de réassurance des organismes d'assurances sociales agricoles, ainsi que la caisse autonome de retraites et d'assurance sociale de la vieillesse gérée par cette union au profit desquelles les fusions prescrites auront été opérées, seront groupées dans une fédération corporative de la mutualité agricole.

§ 2. — Jusqu'au 31 décembre 1944, sauf disposition contraire du statut de la mutualité agricole prévu par l'article 7 de la loi du 5 avril 1941, l'assemblée générale de la fédération sera constituée par l'ensemble des membres des Conseil d'administration institués par les articles 9 et 10, et la fédération sera administrée par un conseil de huit membres comprenant les présidents et les vice-présidents desdits Conseils d'administration et, pour le surplus, désignés par arrêté.

Ce Conseil d'administration comportera un président et deux vice-présidents élus par leurs collègues. Il se réunira sur la convocation de son président ou, à défaut, d'un de ses vice-présidents. La présence de quatre de ses membres suffira pour la validité de ses délibérations. Celles-ci seront prises à la majorité des voix avec prépondérance de celle du président en cas de partage.

ART. 14. — La fédération corporative de la mutualité agricole aura mission de provoquer, en liaison avec la commission de l'organisation corporative paysanne, la transformation ou la fusion des organisations mutualistes agricoles existantes, en vue de parvenir à l'unification par branche prescrite par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940. Elle aura compétence notamment pour fixer, sous réserve, le cas échéant, des agréments ministériels, les nouvelles circonscriptions des caisses et pour autoriser la création de nouvelles sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricole au premier degré, et la création de nouvelles caisses d'assurances sociales agricoles ou d'allocations familiales agricoles.

ART. 15. — La fédération corporative de la mutualité agricole aura qualité pour présenter en liaison avec la commission de l'organisation corporative paysanne, toutes suggestions pour la préparation des décrets prévus par la loi du 5 avril 1941.

ART. 16. — Le maître des requêtes, chargé des services de législation rurale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 mai 1941.

Pierre CAZIOT.

(J. O., 20 juin 1941).

IV. — ARRETE DU 19 NOVEMBRE 1941
*sur l'unification par branche d'activité
des organismes professionnels de mutualité agricole*

ART. 1^{er}. — Sous réserve de l'application éventuelle de l'article 20 de la loi du 2 décembre 1940, l'unification par branche d'activité, prescrite par l'article 9 de cette loi, sera réalisée dans les conditions ci-après fixées en ce qui concerne :

1° Les sociétés ou caisses départementales ou régionales d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle régies par la loi du 4 juillet 1900, et visées par les articles 3 et 16 du décret du 18 mars 1933, modifié par le décret du 6 décembre 1936 ;

2° Les sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricole régies par la loi du 4 juillet 1900, autres que celles visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 mai 1941 ;

3° Les caisses de compensation d'allocations familiales agricoles ;

4° Les sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels agricoles pratiquant les assurances sociales.

ART. 2. — Des arrêtés, pris après consultation de la fédération corporative de la mutualité agricole conformément à l'article 14 de l'arrêté du 28 mai 1941, fixeront les dates et modalités particulières auxquelles sera réalisée, dans chaque région ou dans chaque département, par voie

de fusion ou autrement, l'unification des sociétés ou caisses visées à l'article précédent et assigneront à chaque société ou caisse maintenue ou instituée sa circonscription territoriale et, s'il y a lieu, sa dénomination et son siège social.

ART. 3, § 1^{er}. — Les sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricole maintenues ou instituées en vertu des arrêtés, prévus à l'article 2 grouperont de plein droit, à partir des dates de prise d'effet desdits arrêtés, toutes les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles de leur branche respective ayant leur siège social dans les circonscriptions qui leur seront attribuées.

§ 2. — Toutefois, la fédération corporative de la mutualité agricole est habilitée à prendre toutes dispositions transitoires pour la réaffiliation et le transfert de réassurance des caisses locales d'assurances mutuelles agricoles d'une caisse de réassurance à une autre.

ART. 4, § 1^{er}. — L'actif et le passif des sociétés ou caisses qui cesseront leurs opérations en vertu des arrêtés prévus à l'article 2 seront pris en charge par les sociétés ou caisses maintenues ou instituées, sur inventaires contradictoires établis aux dates de prise d'effet desdits arrêtés, en cinq exemplaires et dans un délai d'un mois à compter de ces dates, par les directeurs et agents comptables des caisses intéressées.

§ 2. — Trois de ces exemplaires seront transmis, par les sociétés ou caisses maintenues ou instituées, aux caisses centrales de leur branche respective. Les caisses centrales en remettront deux exemplaires pour approbation au ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

§ 3. — Ces inventaires feront l'objet d'une vérification effectuée sur place par un représentant du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture et, en ce qui concerne les sociétés ou caisses soumises au contrôle du ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances, par un de ses représentants ; les résultats de cette vérification seront consignés dans un procès-verbal revêtu des signatures de ces deux fonctionnaires.

ART. 5, § 1^{er}. — Nonobstant les clauses contraires de

leurs statuts respectifs, les sociétés ou caisses maintenues ou instituées en vertu des arrêtés prévus à l'article 2 ci-dessus seront administrées jusqu'au 31 décembre 1944, sauf disposition contraire du statut de la mutualité agricole prévu à l'article 7 de la loi du 5 avril 1941, par des conseils d'administration provisoires qui seront constitués et fonctionneront dans les conditions suivantes.

§ 2. — Les sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricole d'une même région ou d'un même département auront un conseil d'administration commun, sauf dérogations admises à la demande de la fédération corporative de la mutualité agricole.

§ 3. — Les sociétés ou caisses d'assurances sociales et les caisses de compensation des allocations familiales agricoles d'une même région ou d'un même département auront un conseil d'administration commun, sauf dérogations admises à la demande de la fédération corporative de la mutualité agricole.

§ 4. — Le nombre des membres de ces conseils d'administration sera fixé suivant l'importance des sociétés ou caisses sans pouvoir être inférieur à 10, ni supérieur à 20.

§ 5. — Les membres de ces conseils d'administration seront nommés par les arrêtés prévus à l'article 2 ou par des arrêtés subséquents, pris après consultation de la fédération corporative de la mutualité agricole. Ces arrêtés désigneront, en outre, les premiers présidents et vice-présidents de ces conseils d'administration.

§ 6. — Les administrateurs ainsi nommés devront, en cas de vacance, pourvoir en conseil, par voie de cooptation, au remplacement de leurs collègues dans les trois mois de la vacance.

Les administrateurs devront, en outre, élire en conseil, dans le plus bref délai, un nouveau président et de nouveaux vice-présidents, dans le cas où ces postes devaient vacants.

§ 7. — Les conseils d'administration ainsi constitués se réuniront sur la convocation de leur président ou, à défaut, d'un de leurs vice-présidents.

La présence de la moitié des membres suffira pour la validité de leurs délibérations. Celles-ci seront prises à la majorité des voix avec prépondérance de celle du président en cas de partage.

ART. 6, § 1^{er}. — Les sociétés ou caisses maintenues ou instituées pourront être groupées dans des fédérations régionales ou départementales de la mutualité agricole dont les sièges sociaux, dénominations sociales et circonscriptions territoriales seront déterminés par les arrêtés prévus à l'article 2 ci-dessus ou par des arrêtés subséquents pris après consultation de la fédération corporative de la mutualité agricole.

§ 2. — Sans pouvoir s'immiscer dans la gestion des organismes participants, ces fédérations auront pour objet :

D'assurer l'unité d'action de la mutualité régionale ou départementale et sa représentation vis-à-vis des autorités publiques ou professionnelles ;

De gérer, dans les conditions et limites fixées par la Fédération Corporative de la mutualité agricole eu égard aux circonstances propres à chaque région ou département, tous services administratifs ou sociaux intéressant plusieurs branches de mutualité agricole et mis en commun, notamment les services sociaux prévus par les décrets-lois des 28 et 30 octobre 1935 relatifs aux assurances sociales, et par le décret du 5 août 1936 relatif aux allocations familiales agricoles.

§ 3. — Jusqu'au 31 décembre 1944, sauf disposition contraire du statut de la mutualité agricole, les assemblées générales et les conseils d'administration de ces fédérations seront constitués dans les conditions fixées par les arrêtés les instituant.

§ 4. — Jusqu'à l'entrée en vigueur du statut de la mutualité agricole, et sous réserve des dispositions qui précèdent, les fédérations régionales ou départementales instituées en vertu du présent article seront régies par la loi du 21 mars 1884 modifiée par celle du 12 mars 1920. Elles seront soumises au contrôle du secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ART. 7, § 1^{er}. — Jusqu'à l'entrée en vigueur du statut

de la mutualité agricole et nonobstant toutes clauses contraires des statuts des sociétés ou caisses maintenues au instituées par les arrêtés prévus à l'article 2 du présent arrêté, leurs conseils d'administration pourront maintenir, transformer ou créer des sections au sein desdites sociétés ou caisses.

§ 2. — En outre, les conseils d'administration des sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricole pourront constituer des groupements de sociétés ou caisses mutuelles agricoles d'une circonscription déterminée.

§ 3. — Ces sections ou groupements n'auront pas de personnalité civile ni financière distincte de la caisse ou société, mais pourront être dotées par elle d'organes consultatifs et notamment de comité d'action chargés de promouvoir et de faciliter le développement de la mutualité agricole dans leur circonscription.

§ 4. — L'institution de ces sections ou groupements sera obligatoire pour toutes les caisses ou sociétés dans les circonscriptions où la fédération corporative de la mutualité agricole le jugera nécessaire.

ART. 8. — A dater de la publication du présent arrêté, les personnes remplissant des fonctions de direction dans une ou plusieurs sociétés ou caisses visées à l'article 1^{er} ou dans les fédérations prévues à l'article 6 ne pourront, sans l'autorisation de la fédération corporative de la mutualité agricole, se livrer à aucune autre activité que celle afférente à leurs fonctions ; elles ne pourront notamment exercer ni la profession d'agent d'assurance ni des fonctions de direction dans une caisse régionale de crédit agricole, dans une coopérative agricole, dans un syndicat d'approvisionnement ou de vente en commun, dans une caisse primaire d'assurances sociales ou dans une caisse de compensation d'allocations familiales du régime non agricole.

ART. 9. — A dater de la publication du présent arrêté, et jusqu'à la réalisation de l'unification dans sa circonscription, aucune des sociétés ou caisses visées à l'article 1^{er} ne pourra aliéner ni diminuer, de quelque façon que ce soit, les éléments d'actif de son patrimoine sans l'accord de la fédération corporative de la mutualité agricole.

ART. 10, § 1^{er}. — Sans préjudice des contrôles réglementaires effectués par les administrations compétentes, les sociétés ou caisses maintenues ou instituées en vertu des arrêtés prévus à l'article 2 sont tenues de communiquer sur place, aux agents accrédités par les caisses centrales intéressées, tous les documents ou pièces relatifs à leur gestion.

§ 2. — Les Fédérations régionales ou départementales visées à l'article 6 ont les mêmes obligations à l'égard de la fédération corporative de la mutualité agricole.

§ 3. — Les sociétés ou caisses maintenues ou instituées pourront se faire communiquer par les autres sociétés ou caisses, jusqu'à réalisation de l'unification, tous renseignements pouvant être utiles à cette unification.

ART. 11. — Les mesures d'unification prises en exécution du présent arrêté ne pourront être modifiées que dans les mêmes formes.

ART. 12. — Le conseiller d'Etat, secrétaire général de l'Agriculture, est chargé de l'application du présent arrêté.

V. — ARRETE DU 22 NOVEMBRE 1941
*sur l'unification des caisses locales d'assurances
mutuelles agricoles*

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve de l'application éventuelle de l'article 20 de la loi du 2 décembre 1940, l'unification par branche d'activité, prescrite par l'article 9 de cette loi, sera réalisée dans les conditions ci-après fixées, en ce qui concerne les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, autres que les sociétés ou caisses départementales ou régionales d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle visées par l'arrêté du 19 novembre 1941.

ART. 2. — Lorsque plusieurs sociétés ou caisses locales d'assurances mutuelles agricoles fonctionnent dans une circonscription statutaire identique et que la société ou caisse la plus ancienne compte le nombre le plus élevé de

sociétaires effectivement assurés, les autres sociétés ou caisses lui seront réunies par arrêté du préfet du département de son siège social, pris sur la proposition de la société ou caisse de réassurance mutuelle agricole au premier degré à laquelle les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles intéressées seront affiliées en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 1941.

ART. 3. — § 1. — Dans les autres cas, les présidents des conseils d'administration des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles intéressées pourront conclure des conventions de fusion, nonobstant toutes clauses contraires des statuts ou toutes résolutions contraires d'assemblées générales, sur proposition de la société ou caisse de réassurance mutuelle agricole au premier degré. Ils auront la faculté de déléguer à cet effet leurs pouvoirs à l'un quelconque des membres de leurs conseils d'administration.

§ 2. — En cas d'empêchement ou d'abstention du président d'un conseil d'administration, la société ou caisse de réassurances pourra impartir à ce conseil d'administration un délai d'un mois pour choisir l'un de ses membres à l'effet d'exercer, au lieu et place du président, les pouvoirs qui lui sont attribués par le présent article

§ 3. — Toute convention conclue dans les conditions fixées par le présent article devra être contresignée par un représentant du conseil d'administration de la société ou caisse de réassurance, et soumise par ce conseil au préfet du département, aux fins d'homologation par arrêté.

Cet arrêté rendra la convention exécutoire.

ART. 4. — § 1. — A défaut de convention conclue dans les conditions fixées par l'article 3, les conditions de la fusion seront délibérées par le conseil d'administration de la société ou caisse de réassurance, en présence des présidents des conseils d'administration des sociétés ou caisses intéressées ou de leurs suppléants désignés dans les conditions fixées par l'article 3, ou ces présidents ou suppléants dûment convoqués.

§ 2. — La délibération motivée du conseil d'administration de la société ou caisse de réassurance sera soumise

au préfet, qui pourra la rendre exécutoire en l'homologuant par arrêté.

§ 3. — A défaut d'homologation par le préfet dans le délai d'un mois, la délibération pourra, à la diligence de la société ou caisse de réassurance, être soumise pour l'homologation au secrétaire d'Etat à l'Agriculture, par l'intermédiaire de la fédération corporative de la mutualité agricole.

ART. 5. — § 1. — Nonobstant les clauses contraires de leurs statuts respectifs, les sociétés ou caisses d'assurances maintenues ou instituées seront provisoirement administrées jusqu'à la mise en vigueur du statut de la mutualité agricole par des conseils d'administration composés de cinq à douze membres, nommés par les arrêtés prévus aux articles précédents.

§ 2. — Dans les cas prévus à l'article 2 et à l'article 3, ces administrateurs seront nommés sur présentation des conseils d'administration des sociétés ou caisses d'assurances, en fonction avant la fusion, dans la proportion fixée par la société ou caisse de réassurance d'après le nombre des sociétaires effectivement assurés.

§ 3. — Dans le cas prévu à l'article 4, le conseil d'administration de la société ou caisse de réassurance établira, sur les mêmes bases, la liste des administrateurs, qui devra figurer dans la délibération prévue audit article.

§ 4. — Les dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 5 de l'arrêté du 19 novembre 1941 sont applicables aux conseils d'administration des sociétés ou caisses locales d'assurances mutuelles agricoles.

ART. 6. — L'actif et le passif des sociétés ou caisses d'assurance qui cesseront leurs opérations en exécution des arrêtés prévus aux articles 2, 3 et 4, seront pris en charge par les sociétés ou caisses maintenues ou instituées sur inventaires établis aux dates de prise d'effet desdits arrêtés, en trois exemplaires et dans le délai d'un mois à compter de ces dates, par la société ou caisse de réassurance.

ART. 7. — A dater de la publication du présent arrêté et jusqu'à la réalisation de l'unification dans sa circons-

cription, aucune société ou caisse d'assurance visée à l'article 1^{er} ne pourra aliéner ni diminuer, de quelque façon que ce soit, les éléments d'actif de son patrimoine sans l'accord de la société ou caisse de réassurance à laquelle elle est affiliée.

ART. 8. — § 1. — Toute société ou caisse d'assurance mutuelle agricole est tenue de communiquer sur place, aux agents accrédités par la société ou caisse de réassurance à laquelle elle est affiliée, tous les documents ou pièces relatifs à sa gestion.

§ 2. — Les sociétés ou caisses maintenues ou instituées pourront se faire communiquer jusqu'à la réalisation de l'unification, par les autres sociétés ou caisses tous renseignements pouvant être utiles à cette unification.

ART. 9. — § 1. — Les préfets feront parvenir au secrétaire d'Etat à l'Agriculture un exemplaire des arrêtés pris par eux, en exécution des dispositions qui précèdent.

§ 2. — Les sociétés ou caisses de réassurance mutuelle agricoles rendront compte à la caisse centrale de leur branche respective, aux dates fixées par celle-ci, de l'état d'avancement des fusions des sociétés ou caisses d'assurance de leur circonscription.

ART. 10. — Le conseiller d'Etat secrétaire général de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

VI. — ARRETE DU 7 NOVEMBRE 1941 :

Unification des coopératives et syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achats en commun (J. O., 9 déc.)

ARTICLE PREMIER. — L'unification par branche d'activité prévue par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 sera réalisée comme il est dit ci-après pour les coopératives et syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat en commun.

ART. 2. — A l'échelon régional, l'unification sera prononcée par le délégué régional après avis de la commission de l'organisation corporative paysanne et approbation du commissaire du Gouvernement.

Elle sera réalisée par fusion en une seule coopérative de tous les organismes existants, dans tous les cas où ceux-ci ont des secteurs d'action commune.

A titre exceptionnel, l'unification pourra prendre la forme d'une union coordonnant dans la région ou le département l'action de plusieurs organismes qui paraîtront devoir être maintenus et qui seront agréés comme il est dit à l'article suivant. Ces organismes devront être d'importance analogue et leurs secteurs d'action devront être nettement délimités, avec échange, s'il y a lieu, d'adhérents ou de dépôts.

ART. 3. — Les coopératives d'approvisionnement et d'achat en commun devront être agréées par le délégué régional après approbation par le commissaire du gouvernement.

ART. 4. — Toute coopérative agricole de production, de transformation ou de vente qui se livre également à des opérations d'approvisionnement ou d'achat en commun devra, si l'importance de son chiffre d'affaires et son rayon d'action lui ont permis d'être conservée comme organisme d'approvisionnement, constituer à cet effet une coopérative spéciale avec comptabilité distincte. La direction et le personnel des deux coopératives pourront toutefois être communs.

Au cas où la coopérative mixte ne serait pas conservée comme organisme d'approvisionnement, elle pourrait devenir un dépôt de la coopérative agréée à cet effet dans le secteur.

ART. 5. — Ces coopératives régionales d'approvisionnement et les unions de coopératives visées à l'article 2 seront obligatoirement et exclusivement affiliées à la fédération corporative des coopératives d'approvisionnement dépendant du Conseil Corporatif National. Les ressources de cette fédération seront constituées par des cotisations déterminées par son règlement intérieur.

ART. 6. — Provisoirement, et dans l'intérêt du meilleur fonctionnement de l'approvisionnement agricole, la fédération corporative sera constituée par la fusion des deux organismes nationaux actuellement existants (fédération des coopératives et union syndicale des groupements agri-

coles). Cette fusion deviendra effective dès la publication du présent arrêté, conformément au protocole d'accord signé le 3 septembre 1941 par les parties en cause.

ART. 7. — La fédération corporative des coopératives d'approvisionnement et d'achat en commun pourra être d'abord constituée sous forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1941 et avec le bénéfice des dispositions de l'article 22 de la loi du 2 décembre 1940.

ART. 8. — La fédération corporative rassemblera provisoirement, sans préjuger des fusions, transformations, coordinations ou suppressions qui interviendraient à l'échelon régional, toutes les organisations agricoles d'approvisionnement et d'achat en commun actuellement existantes, quelle que soit leur forme juridique.

ART. 9. — Elle sera administrée par un comité de douze membres désignés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture assisté des deux délégués généraux de la commission de l'organisation corporative à la coopération. Un arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture fixera les pouvoirs respectifs des délégués et du comité.

ART. 10. — Les ressources de la fédération corporative seront constituées :

1° Par l'actif des deux organisations fusionnées établi d'après un inventaire arrêté au 30 septembre 1941 ;

2° Par le fonds spécial constitué par le reliquat des ristournes nitrates de soude du Chili et géré par la fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles et le comité des engrais ;

3° Par des cotisations déterminées par le règlement intérieur de la fédération corporative.

ART. 11. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat chargé des services de la législation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 7 novembre 1941.

Pierre CAZIOT.

VII. — ARRETE DU 12 DECEMBRE 1941

(J. O. du 14 déc.)

*Unification des coopératives agricoles
de transformation et de vente*

ARTICLE PREMIER. — L'unification par branche d'activité prévue par l'article 9 de la loi du 2 décembre 1940 sera réalisée à l'échelon national, pour les coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, sous la forme de fédérations corporatives, auxquelles seront tenus d'adhérer tous les organismes coopératifs départementaux ou régionaux des branches d'activité considérées.

ART. 2. — Les fédérations corporatives font partie du groupe spécialisé de leur branche d'activité.

Elles sont obligatoirement consultées par ce dernier et par la commission de l'organisation corporative paysanne préalablement à toute décision intéressant le fonctionnement des coopératives qui leur sont rattachées.

Elles sont chargées de la documentation professionnelle de ces dernières et les représentent auprès des organismes administratifs et interprofessionnels.

Leurs ressources consistent dans des cotisations déterminées par leur règlement intérieur.

ART. 3. — A l'échelon régional, l'unification sera prononcée par le délégué régional, après avis de la délégation à la coopération de la commission de l'organisation corporative paysanne et approbation du commissaire du Gouvernement.

L'avis de la délégation à la coopération sera donné en accord avec les organismes provisoirement habilités comme groupe spécialisé et la fédération nationale des coopératives de la branche intéressée.

L'unification sera réalisée, suivant le cas, par fusion des organismes existants ou par leur coordination en union.

La fusion devra être prononcée au cas où plusieurs organismes auraient le même secteur d'action. S'il existe, par contre, plusieurs organismes dont les secteurs d'action peuvent être délimités par échange d'adhérents ou de dépôts, il pourra être constitué, auprès de l'Union régionale corporative, une Union départementale des coopératives.

ART. 4. — Les coopératives de production, de transformation et de vente devront être gérées par le délégué régional, après approbation par le Commissaire du gouvernement.

ART. 5. — Dans chaque branche d'activité, un arrêté, pris sur proposition de la Commission de l'organisation corporative paysanne, par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, déterminera les modalités de constitution de la Fédération corporative intéressée et d'unification des organismes régionaux correspondants.

ART. 6. — Les délégués généraux à la coopération seront chargés provisoirement de la liaison entre toutes les branches de l'organisation coopérative.

ART. 7. — Le maître des requêtes au Conseil d'Etat, chargé des fonctions de directeur des services professionnels et sociaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 12 décembre 1941.

Pierre CAZIOT.

VIII. — ARRETE DU 13 DECEMBRE 1941 (1)

(J. O., 14 déc.)

*Unification des coopératives agricoles de stockage,
transformation et vente des céréales*

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 1^{er} de l'arrêté du 12 décembre 1941 portant création des fédérations corporatives des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, l'unification de la coopération agricole de stockage, transformation et vente de céréales sera réalisée comme il est dit ci-après.

ART. 2. — Les dispositions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté précité du 12 décembre 1941 sont applicables à la coopération agricole de stockage, transformation et vente de céréales.

ART. 3. — Dans l'intérêt immédiat du meilleur fonctionnement de la coopération agricole de stockage, trans-

(1) Cf. également les arrêtés relatifs à l'unification des coopératives laitières (J. O., 6 mars 1942) et des coopératives de vente de fruits et primeurs.

formation et vente de céréales, la fédération corporative des coopératives de céréales sera constituée provisoirement sous la forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 par la fusion des deux organismes nationaux actuellement existants (fédération nationale des coopératives de stockage, de vente et de transformation du blé, et union nationale des coopératives agricoles de vente et de transformation du blé). Cette fusion deviendra effective dès la publication du présent arrêté, conformément au protocole d'accord signé le 17 septembre 1941 par les parties en cause.

ART. 4. — La fédération corporative des coopératives de céréales sera administrée par un président, assisté d'un comité de douze membres désignés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Les deux délégués généraux de la commission de l'organisation corporative à la coopération font partie de droit du conseil d'administration de la fédération provisoire pour assurer l'exécution des prescriptions de la commission d'organisation corporative, relativement à l'unification des coopératives de céréales.

Sont, en outre, membres de droit du comité, deux représentants de l'organisme directeur du groupe spécialisé des céréales.

ART. 5. — La fédération corporative prendra en charge le personnel spécialisé des deux organismes fusionnés.

ART. 6. — La fédération corporative sera rattachée, pour toutes les questions relatives à son activité, au groupe spécialisé des producteurs de céréales.

ART. 7. — La fédération corporative aura pour objet :

1° D'étudier avec les délégués généraux à la coopération les modalités de l'unification dans chaque région ;

2° D'assurer la liaison des coopératives de céréales avec l'office national interprofessionnel des céréales et la caisse nationale de crédit agricole, les différentes administrations et les comités ;

3° De renforcer les liens qui unissent les coopératives de céréales en mettant à leur disposition une documentation commune ;

4° De veiller à assurer la discipline professionnelle et d'exercer, en liaison avec la corporation, le contrôle et la revision de toutes les coopératives affiliées ;

5° De créer et d'entretenir tout service central nécessaire au bon fonctionnement des coopératives de céréales ;

6° De faire la propagande nécessaire pour améliorer les moyens d'action des coopératives.

ART. 8. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, chargé des fonctions de directeur des services professionnels et sociaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 13 décembre 1941.

Pierre CAZIOT.

TEXTE DE L'AVANT-PROJET DE LOI

portant statut du fermage

(adopté par la Commission Nationale dans sa séance
du 11 juillet 1941)

ARTICLE PREMIER. — Le bail à ferme a pour objet d'assurer :

1) Au propriétaire, un juste prix de location et la conservation de son héritage ;

2) Au fermier, la stabilité qui lui permette d'élever une famille, et les chances de gain offertes à son initiative et à son travail ;

3) A la Société, les garanties d'une bonne exploitation, nécessaires à la prospérité de la communauté paysanne et à la subsistance du pays.

TITRE PREMIER

De la conclusion et de la rédaction des baux

ART. 2. — Tout contrat de bail à ferme doit être rédigé par écrit. A défaut, il sera censé fait pour neuf ans, aux clauses et conditions du bail-type établi par la Commission Paritaire compétente, et pour un prix déterminé par elle.

Les locations par adjudication publique sont interdites.

ART. 3. — Le fermage sera calculé en fonction du prix des principaux produits et, éventuellement, des charges des exploitations, soit par référence à des cours certains, soit par un système d'indices, conformément au règlement de fermage établi pour la région par l'Organisation Corporative Agricole.

Au cas où il serait dérogé à cette disposition, le fermage sera déterminé par les Commissions Paritaires.

Par exception, les règlements de fermage, s'inspirant des usages locaux, pourront dispenser de l'obligation d'un écrit et de celle d'un fermage en nature les locations de parcelles isolées, dont ils fixeront les caractéristiques. Ces locations seront régies par les articles 1774 et 1775 du Code civil.

ART. 4. — Toutes clauses insérées dans les baux, qui seraient contraires à la conservation du bien loué comme à sa bonne exploitation, seront réputées non écrites.

D'autre part, les règlements de fermage pourront interdire les stipulations contraires aux usages et besoins locaux, de même que celles qui ne présenteraient aucun rapport avec la destination agricole du bien loué.

Nonobstant toutes clauses contraires, le paiement des primes d'assurance contre l'incendie, relatives aux bâtiments loués, celui des grosses réparations, à moins qu'elles n'aient été nécessitées par la faute du preneur, et les frais d'actes authentiques seront à la charge exclusive du bailleur.

Les règlements de fermage pourront disposer que le droit personnel de chasse ne saurait être refusé par le bailleur au fermier. Ils préciseront dans ce cas les conditions d'exercice de ce droit, afin d'assurer une conservation normale du gibier.

ART. 5. — Les règlements de fermage pourront, si l'intérêt de la profession l'exige :

1° Prescrire que la location d'exploitations bâties ne pourra être faite qu'à des fermiers prenant l'engagement d'habiter personnellement les lieux loués, sauf à en accor-

der dérogation au cas où le fonds ne trouverait pas preneur ou serait loué à une famille d'au moins trois enfants ;

2° Interdire l'extension des biens exploités par une personne ou société n'exerçant pas la profession agricole, au moins à titre principal ;

3° Déclarer nulles toutes conclusions nouvelles de baux à des prix anormalement élevés par rapport aux prix moyens de location de la région. Un bail ainsi frappé de nullité ne pourra être conclu une nouvelle fois entre les mêmes contractants ;

4° Déterminer les conditions de revision des baux en cours dont le prix serait anormalement bas par rapport au même niveau.

TITRE II

De la durée et du renouvellement des baux

ART. 6. — Nonobstant clauses et usages contraires, la durée des baux à ferme ne pourra être inférieure à neuf ans.

Les contrats pourront néanmoins prévoir que le preneur aura la faculté de mettre fin au bail avant l'expiration du terme. La même faculté pourra être accordée au bailleur qui désire reprendre le bien loué pour l'exploiter lui-même ou le faire exploiter par ses descendants. Dans ce cas, si le propriétaire ou ses descendants n'occupent pas le bien loué dans un délai de six mois, ou si l'occupation est fictive, le preneur évincé aura droit à des dommages-intérêts.

Lorsque, conformément aux usages reconnus, le propriétaire fournit au preneur le cheptel mort et vil, les règlements de fermage pourront admettre qu'il soit dérogé à l'obligation d'une durée au moins égale à neuf ans. Le prix de location pourra alors être fixé en argent.

En dehors des exceptions prévues à l'article 8, l'obligation d'une durée minimum ne s'applique pas aux locations de parcelles devant être jointes à une exploitation régie par un bail antérieur, ni aux conventions de sous-location ou de cession de bail.

ART. 7. — Nonobstant clauses et usages contraires, les contrats de bail à ferme ne prendront fin que si congé

a été donné dans un délai fixé par les règlements de fermage. Ce délai pourra varier de un à trois ans avant l'expiration du bail.

A défaut du préavis ci-dessus, il s'opèrera un nouveau bail de neuf ans, aux clauses et conditions antérieures. Il en sera de même si, à l'expiration du bail, le preneur est laissé en possession malgré le congé donné.

ART. 8. — Les dispositions des articles 6 et 7 ne s'appliquent pas :

1° Aux conventions dont l'objet implique une durée inférieure à une année, pour lesquelles il ne sera pas nécessaire de donner congé ;

2° A celles qui concernent des terrains expropriés pour causes d'utilité publique, des parcelles isolées destinées à être échangées en cas de remembrement, ou des terrains qui, d'après leur situation et leur désignation dans le bail, doivent être considérés comme terrains à bâtir ou à destination industrielle. Dans ces cas, le préavis sera de trois mois.

3° A celles qui concernent les terrains loués accessoirement à un contrat de travail, pour lesquelles la durée pourra être ajustée à celle du contrat principal. La jouissance prendra fin alors immédiatement, sauf celle des parcelles en terre pour lesquelles le salarié aura le droit de lever les récoltes.

ART. 9. — En cas de décès du preneur, ces héritiers ou ayants droit pourront, dans les six mois, demander la résiliation du bail. Celle-ci ne prendra effet qu'à la fin de l'année culturale en cours, si celle-ci est postérieure au décès d'au moins neuf mois, ou à la fin de l'année culturale suivante, s'il y a moins de neuf mois.

Les dispositions précédentes sont valables nonobstant toutes conventions contraires antérieures au décès.

ART. 10. — Les parties pourront, au cours du bail, convenir par acte authentique de mettre fin au contrat avant l'expiration du terme ou de déroger au préavis.

ART. 11. — Le fermier qui aura reçu congé dans les conditions fixées à l'article 7 disposera d'un mois pour

saisir la Commission Paritaire compétente de la dénonciation de son bail.

La Commission Paritaire, qui devra statuer dans les trois mois de la demande, s'efforcera de concilier les intérêts en présence. Elle aura pleins pouvoirs pour apprécier, en tenant compte des principes posés par l'article premier de la présente loi et des motifs allégués par les deux parties, s'il y a lieu ou non d'accorder au preneur le renouvellement de son bail. Elle pourra déterminer, de même, les conditions du bail renouvelé.

Sa compétence s'étendra également aux cas prévus par les articles 1777 et 1766 du Code civil. Dans ce dernier cas, elle fixera la date à laquelle la résiliation prendra effet.

TITRE III

De l'indemnité au fermier sortant

ART. 12. — Quelle que soit la cause de l'expiration du bail, et nonobstant toutes clauses contraires, le fermier sortant qui a apporté des améliorations au bien loué aura droit au remboursement de ses avances utiles ou nécessaires, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Les règlements du fermage s'inspirent des usages locaux et de l'évolution des conditions d'exploitation détermineront pour leur ressort la nomenclature et le classement des améliorations, ainsi que les délais et les modalités de paiement de l'indemnité.

Ils pourront, dans les régions où l'usage en est constant, prévoir la restitution au preneur du droit au bail payé par lui à son entrée.

Faute d'accord entre les parties sur le montant de l'indemnité, celui-ci sera fixé par la Commission Paritaire compétente qui ordonnera une expertise s'il y a lieu. Il en sera de même dans le cas des dégradations visées aux articles 1732 et 1735 du Code civil.

ART. 13. — En cas d'améliorations culturelles, le fermier sortant aura droit à l'indemnité dans la mesure où l'expiration du bail le prive de l'amortissement de ses avances.

L'indemnité sera due par le nouvel exploitant, ou, en cas de lotissement, par le propriétaire revendeur, si le fer-

mier sortant en a fait la demande au plus tard un mois après l'expiration du bail.

ART. 14. — Les améliorations foncières ne donneront lieu à indemnité par le propriétaire que s'il les a autorisées et en a approuvé le devis.

Si le propriétaire n'accorde pas son autorisation, le fermier pourra en appeler à la Commission Paritaire compétente ; celle-ci pourra donner l'autorisation au fermier de faire les améliorations qu'il envisage, à condition que celles-ci présentent une utilité réelle et qu'elles ne dépassent pas le maximum fixé par le règlement du fermage. En tout état de cause, l'annuité d'amortissement des améliorations autorisées ne pourra être supérieur au quart du fermage annuel.

Les caisses régionales de crédit agricole devront obligatoirement financer les améliorations autorisées par les Commissions Paritaires, par une avance au fermier au moment où il procède aux améliorations, et, s'il y a lieu, par une avance au propriétaire au moment du règlement de l'indemnité.

Un fonds spécial de 5 milliards est ouvert à cet effet à la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Les Caisses régionales de Crédit Agricole sont cependant autorisées à financer ces avances par leurs propres moyens, à concurrence de 30 % des dépôts à ferme qu'elles reçoivent de leurs adhérents, à la condition que le terme assigné pour le remboursement des dépôts soit égal à la moitié au moins du délai de remboursement des avances.

L'Etat prend à sa charge l'intérêt du financement, le remboursement des avances s'effectuant dans les Caisses par annuités égales à verser dès la première année selon un barème de cinq, dix, quinze ou vingt années suivant la nature des améliorations foncières. Le classement de ces quatre catégories est fait pour chaque région par le règlement de fermage.

TITRE IV

Des droits de préemption et de cession

ART. 15. — Si le bailleur vend le fonds loué, il sera

tenu d'en avertir le fermier. Celui-ci, à condition de posséder la nationalité française, aura quinze jours, à partir de la notification qui lui est faite de la vente réalisée, pour la faire tomber en se portant acquéreur, aux prix et conditions acceptés par les tiers. Toutefois, en cas de vente par adjudication publique, l'exercice de l'option devra suivre immédiatement le prononcé de l'adjudication.

Le droit de préemption ne pourra être exercé si la vente a lieu entre le propriétaire et ses parents ou alliés jusqu'au degré successible, à moins que le fermier ne soit lui-même parent ou allié au même degré du propriétaire.

Si le bien exploité par le fermier fait partie d'un ensemble économique dont il ne saurait être distrait, le droit de préemption ne pourra s'exercer que sur cet ensemble.

Le fermier acquéreur devra, à peine de dommages-intérêts, faire valoir, pendant six années au moins, le bien par lui-même ou par ses descendants.

ART. 16. — A défaut du fermier, ce droit de préemption pourra être exercé dans le même délai et avec l'accord de l'Union Corporative régionale, par le Syndicat Corporatif Agricole de la commune où est situé le bien loué, si l'intérêt général de la profession agricole est en cause.

Cette opération sera exonérée de tous droits de mutation si le Syndicat acquéreur s'engage à revendre le bien dans cinq ans, sous le contrôle et selon les directives de l'Union Corporative régionale.

L'autorisation préfectorale prévue par la loi du 16 novembre 1940 devra, pour les immeubles ruraux, être donnée sur avis préalable de l'Union Corporative régionale intéressée.

ART. 17. — Nonobstant l'article 1717 du Code Civil, les règlements de fermage pourront disposer que, dans les baux de ferme, l'interdiction absolue de céder ne pourra être stipulée.

Le propriétaire ne pourra s'opposer à ce que soient effectués, par voie de cession de bail ou de sous-location, des échanges de parcelles en jouissance entre fermier.

Le fermier ne pourra réclamer à son sous-locataire ou cessionnaire un fermage supérieur à celui du bail prin-

cipal, en dehors, s'il y a lieu, de l'indemnité prévue par l'article 13 de la présente loi.

TITRE V

Modifications du Code Civil

ART. 18. — Les articles 1746 et 1776 du Code Civil sont abrogés.

Les dispositions des articles 1737, 1738 et 1739 du Code Civil ne sont pas applicables aux baux à ferme.

Les articles 1743, 1744, 1748 et 1749 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1743. — *Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine.*

Il peut toutefois expulser le locataire de biens non ruraux s'il s'est réservé ce droit par le contrat de bail.

ARTICLE 1744. — *S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le locataire de la manière suivante.*

ARTICLE 1748. — *L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail d'expulser le locataire en cas de vente, est, en outre, tenu de l'avertir au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés.*

ARTICLE 1749. — *Les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou à son défaut par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.*

ART. 19. — Il est ajouté à l'article 1766 du Code Civil un troisième alinéa rédigé comme suit :

Les clauses pénales et la condition résolutoire expresse sont réputées non écrites.

TITRE VI

Des Commissions paritaires et des règlements de fermage

ART. 20. — Les règlements de fermage seront élaborés par des Commissions Paritaires constituées à cet effet au

sein de l'Union Corporative Régionale Agricole, et présidées par le délégué régional ou son représentant, nommé de telle sorte qu'il n'appartienne à aucune des deux catégories en présence.

Les Commissions Paritaires Régionales seront composées de quatre propriétaires et de quatre fermiers par arrondissement, élus par les sections correspondantes des syndicats corporatifs locaux.

Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, un décret, pris par les ministres de la Justice et de l'Agriculture, sur la proposition de la Commission Nationale d'Organisation Corporative Agricole, déterminera les modalités de désignation ainsi que les règles de fonctionnement des Commissions paritaires

Il fixera également la composition d'une Commission Paritaire Nationale, qui sera créée auprès de la Commission Nationale d'Organisation Corporative Agricole afin de guider et de coordonner l'élaboration des règlements de fermage.

ART. 21. — Les règlements de fermage comporteront, en annexe à leurs dispositions générales, l'établissement d'un bail-type.

Après avoir été enregistrés conformément à l'article 5 de la loi du 2 décembre 1940, ils seront publiés dans l'organe de l'Union Corporative Régionale.

ART. 22. — Les Commissions Paritaires chargées par la présente loi de pouvoirs de conciliation et d'arbitrage seront constituées au chef-lieu de chaque arrondissement. Elles seront présidées par le président du Tribunal civil ou un magistrat désigné par lui, et seront composées de deux propriétaires et de deux fermiers et d'autant de suppléants, tous nommés par le ministre de la Justice sur proposition de l'Union Corporative Régionale intéressée.

Dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, un décret, pris par les ministres de la Justice et de l'Agriculture sur proposition de la Commission Nationale d'Organisation Corporative Agricole, déterminera les conditions de fonctionnement des Commissions arbitrales et la procédure à suivre devant elles.

Dispositions transitoires

ART. 23. — Les dispositions de la présente loi relatives à l'expiration des baux ne seront applicables aux contrats en cours que dans le silence de ceux-ci.

Toutefois, les dispositions de l'article 7, pour autant que les parties n'auraient pas fixé un délai plus long et qu'il reste à courir un nombre d'années suffisant, comme celles des articles 12 à 14 inclusivement seront valables à l'égard des contrats déjà conclus nonobstant toutes clauses contraires de ceux-ci.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGÉ-LARIBÉ (M.). — Situation de l'Agriculture française: 1930-1939. Paris, Berger-Levrault, 1941.
- Syndicats et coopératives agricoles. Paris, A. Colin, 1936.
- BASTIEN. — Les organismes corporatifs agricoles. Thèse, Paris, 1934.
- BAUDIN (L.). — L'économie dirigée à la lumière de l'expérience américaine. Paris, 1941.
- Le Corporatisme. 2^e éd., Paris, 1942.
- BERTRAND (R.). — Le corporatisme agricole et l'organisation des marchés en Allemagne. Thèse de Droit, Paris, 1936.
- BODIN DE GALEMBERT. — Le régime corporatif italien. Thèse de Droit. Paris, 1935.
- BOUVIER-AJAM (M.). — La doctrine corporative. Paris, 1937.
- Comité Central de l'organisation professionnelle. — Le Portugal, son organisation économique, professionnelle et sociale. Document n° 7, 25 décembre 1938.
- DARRÉ (W.). — La race. Paris, Sorlot, 1939.
- DORÉ (Ph.). — Les Chambres d'Agriculture et la Corporation agricole. Paris, 1941.
- GOUSSAULT (Remy). — Syndicats paysans. Paris, 1937.
- GRAUX (D' L.). — Le Portugal économique. Paris, 1937.
- JACQUEMYNS (G.). — La politique rurale de l'Italie fasciste. Bruxelles, 1936.
- LAUFENBURGER (H.). — L'intervention de l'Etat en matière économique. Paris, Librairie Générale de Droit, 1939. (Economie politique contemporaine, t. IV.)

- L'Economie allemande à l'épreuve de la guerre. Paris, Librairie de Médicis, 1940.
- La réorganisation économique et sociale de l'Allemagne. Paris, 1941.
- LAUFENBURGER (H.) et PFLIMIN (P.). — La nouvelle structure économique du Reich. (Centre d'Etudes de Politique étrangère ; Publication n° 12). Paris, 1938.
- LE ROY-LADURIE (J.). — Vers une politique paysanne. Congrès Syndical Paysan, brochure n° 2, Paris, 1937.
- LESCURE (Jean). — La révolution russe, le bolchevisme, communisme et N. E. P. Paris, 1929.
- Le bolchevisme de Staline. Paris, Domat-Montchrétien, 1934.
- Le nouveau régime corporatif italien. Thèse de Droit, (loi du 5 février 1934).
- MASPÉTIOL (R.). — Economie paysanne, Paris, Librairie de Médicis, 1939.
- MASPÉTIOL (R.) et DAMOUGEOT-PERRON (G.). — La crise du blé en France et dans le monde. Paris, A. Pédone, 1935.
- MEGEAN. — La situation actuelle de la viticulture française. Nîmes, 1925.
- PERROUX (F.). — Les réformes agraires en Europe. Paris, Domat-Montchrétien, 1935.
- PIARD. — Des Syndicats à la Corporation. Thèse, Paris, 1937.
- PICARD. — Questions actuelles d'économie rurale. Paris, 1939.
- PIROU (G.). — Essais sur le corporatisme. Paris, 1938.
- Traité d'Economie Politique. Les Cadres de la vie économique, fasc. II : L'Agriculture et le Commerce. Paris, Sirey, 1941.
- PONCINS (L. de). — Le Portugal renaît. Paris, 1936.
- Recueil des textes législatifs et réglementaires concernant

l'organisation corporative de l'Agriculture (mise à jour : mars 1942). Imprimerie Nationale, 1942.

Résultats généraux de l'enquête agricole de 1929. Paris, Imprimerie Nationale, 1936.

ROSENSTOCK-FRANK. — L'expérience Roosevelt et le milieu social américain. Paris, Alcan, 1937.

— L'économie corporative fasciste en doctrine et en fait. Paris, 1934.

SALAZAR. — Une révolution dans la paix. Paris, 1937.

SALLERON (L.). — Un régime corporatif pour l'Agriculture. Dunod, 1937.

Vers la corporation agricole (Cinquantenaire du syndicalisme). Union Nationale des syndicats agricoles, 10, rue d'Athènes. Paris, 1934.

VINCENT (René). — L'expérience Roosevelt. Paris, 1939.

Nous avons en outre fréquemment consulté :

- Les Rapports au Conseil National Economique ;
- Les Comptes-rendus des Congrès de l'U. N. S. A. ;
- Les Comptes-rendus des sessions de l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture ;
- Le journal *Syndicats corporatifs paysans* ;
- Le *Bulletin de la Commission Nationale d'Organisation Corporative*.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
L'Agriculture dans l'Economie française	5
DEUXIÈME PARTIE	
Théories et Expériences	17
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le déclin du libéralisme</i>	17
§ 1. — Les tâtonnements de la politique agricole française	20
§ 2. — L'agriculture américaine et l'expérience Roosevelt	39
CHAPITRE II. — <i>L'agriculture et le socialisme</i>	44
§ 1. — Les théories	44
§ 2. — L'agriculture et le paysan dans le régime soviétique	46
§ 3. — Que peut espérer l'agriculture française du socialisme marxiste ?	52
CHAPITRE III. — <i>La corporation et l'agriculture</i>	53
§ 1. — La corporation	53
§ 2. — La corporation et l'agriculture	55
§ 3. — Le système corporatif et l'agriculture à l'étranger	58
1° L'Allemagne	58
2° L'Italie	76
3° Le Portugal	88

TROISIÈME PARTIE

L'organisation professionnelle de l'Agriculture en France avant la loi du 2 décembre 1940	97
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Syndicats et institutions profes- sionnelles agricoles</i>	99
---	----

CHAPITRE II. — <i>Les chambres d'Agriculture</i>	124
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

L'organisation corporative depuis la loi du 2 décembre 1940	135
--	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>La loi du 2 décembre 1940</i>	135
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Les premières réalisations</i>	160
--	-----

CHAPITRE III. — <i>L'action de la corporation paysanne</i>	193
--	-----

CONCLUSION	197
------------------	-----

ANNEXE. — DOCUMENTS	201
---------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	235
---------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES	239
--------------------------	-----

IMPRIMERIE
H. JEHAN
GAILLON (Eure)



